

Opmerkingen :

1. Deze informatie kan worden gebruikt voor de havenstaatcontrole en andere inspectiedoeleinden.
2. Dit formulier moet worden ingevuld, tenzij het schip onder een vrijstelling overeenkomstig artikel 11 van dit besluit valt.

Hierbij verklaar ik dat :

- de bovenstaande gegevens juist en volledig zijn, en
- er voldoende aparte opslagcapaciteit aan boord is voor al het afval dat ontstaat tussen deze aanmelding en de volgende haven waarin afval wordt afgegeven.

Datum

Tijd

Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 betreffende havenontvangstvoorzieningen voor scheepsafval en ladingresiduen.

Namen, 27 februari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 987

[C — 2003/27135]

**27 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique**

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la Protection des Eaux contre la pollution rendu le 6 février 2002;

Vu l'avis de la Commission régionale des Déchets rendu le 23 septembre 2002;

Vu l'urgence motivée par les circonstances qu'il s'agit de la transposition d'une directive « marché intérieur » dont le délai de transposition a expiré le 16 juillet 2001 et que la Commission européenne a saisi la Cour de Justice des Communautés Européennes, que le Gouvernement wallon a sollicité le 24 décembre dernier l'avis du Conseil d'Etat dans un délai d'un mois sur l'avant projet d'arrêté susmentionné qui transpose nombre de dispositions de ladite directive dont certaines doivent impérativement entrer en vigueur dans les plus brefs délais notamment pour assurer la bonne application du décret du 11 juin 1999 relatif au permis d'environnement, que plus d'un mois après la demande d'avis, cet avis n'a toujours pas été rendu;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.911/4 rendu le 20 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Section 1^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux établissements visés sous la rubrique n° 90.25 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Section 2. — Définitions

Art. 2. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

2.1. CWATUP : Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

2.2. CET : Centre d'Enfouissement Technique tel que visé par l'article 2, 18°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2.3. Arrêté nomenclature : l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

2.4. Aires naturelles protégées : les réserves naturelles domaniales et agréées, les réserves forestières, les sites Natura 2000 au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée par les décrets du Conseil régional wallon des 11 avril 1984, 16 juillet 1985, 7 octobre 1985, 7 septembre 1989, 21 avril 1994, 6 avril 1995, 22 janvier 1998 et 6 décembre 2001, les zones humides d'intérêt biologique au sens de l'arrêté du 8 juin 1989 relatif à la protection des zones humides d'intérêt biologique et les cavités souterraines d'intérêt scientifique au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 1995;

2.5. Fond de fouille : surface naturelle ou remaniée sur laquelle sont déposés, selon le cas, directement les déchets ou les couches d'étanchéité et de drainage;

2.6. Remontée capillaire : ascension de l'eau dans les pores du sol depuis la surface de la nappe phréatique sous l'effet des forces de tension superficielle;

2.7. Cellule : subdivision d'un CET en fonction de la nature des déchets enfouis;

2.8. Secteur : subdivision d'une cellule où des déchets sont manipulés ou enfouis et ne pouvant excéder 2 hectares, sauf si l'autorité compétente définit une autre superficie sur avis du fonctionnaire technique;

2.9. Zone de travail : subdivision d'un secteur où les déchets sont manipulés ou enfouis et ne pouvant excéder 5 000 m², sauf si l'autorité compétente définit une autre superficie sur avis du fonctionnaire technique;

2.10. Zone d'enfouissement : surface sur laquelle sont effectivement enfouis ou manipulés des déchets et leurs effluents;

2.11. Fonctionnaire technique : le fonctionnaire visé à l'article 1^{er}, 16°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

2.12. Fonctionnaire chargé de la surveillance : le fonctionnaire visé à l'article 2, 25°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2.13. Biogaz : les gaz produits par les déchets biodégradables;

2.14. Plan d'eau : lac et étang naturels ou artificiels;

2.15. Cours d'eau : tout type de cours d'eau navigable ou non navigable;

2.16. Office : l'Office wallon des déchets;

2.17. Exploitant : l'exploitant tel que visé à l'article 1^{er}, 8°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, ou son délégué.

Section 3. — Classification des CET

Art. 3. Les CET sont répartis en cinq classes :

- classe 1 : les CET visés par la rubrique 90.25.01 de l'arrêté nomenclature;
- classe 2 : les CET visés par la rubrique 90.25.02 de l'arrêté nomenclature;
- classe 3 : les CET visés par la rubrique 90.25.03 de l'arrêté nomenclature;
- classe 4 : les CET visés par la rubrique 90.25.04 de l'arrêté nomenclature, soit :
 - les CET visés par la rubrique 90.25.04.01 de l'arrêté nomenclature – classe 4 A;
 - les CET visés par la rubrique 90.25.04.02 de l'arrêté nomenclature – classe 4 B;
- classe 5 : les CET visés par la rubrique 90.25.05 de l'arrêté nomenclature, soit :
 - les CET visés par la rubrique 90.25.05.01 de l'arrêté nomenclature – classe 5.1;
 - les CET visés par la rubrique 90.25.05.02 de l'arrêté nomenclature – classe 5.2;
 - les CET visés par la rubrique 90.25.05.03 de l'arrêté nomenclature – classe 5.3.

Section 4. — Provenance des déchets

Art. 4. § 1^{er}. Tout déchet peut être enfoui dans un CET s'il répond aux critères du présent arrêté, sauf si les caractéristiques techniques du site justifient une limitation de la nature des déchets admissibles.

§ 2. Les déchets admissibles dans un CET de classe 3 doivent pouvoir être admis dans tout CET de classe 2, dans le respect des règles de compatibilité entre déchets.

§ 3. Sans préjudice du § 1^{er} et nonobstant les possibilités d'élimination en CET de classe 4 définies dans la présente condition sectorielle, les matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage et les déchets y assimilés par le Gouvernement doivent pouvoir être admis :

— dans tout CET de classe 2 s'ils satisfont aux critères, analytiques notamment, d'admissibilité des déchets en CET de classe 2;

— dans tout CET de classe 3 si leur caractère inerte est reconnu.

L'article 5 est également applicable aux mêmes matières dont le caractère dangereux est établi.

Section 5. — Enfouissement de déchets dangereux dans un CET de classe 2 ou 5.2

Art. 5. § 1^{er}. Les déchets dangereux stables et non réactifs par exemple solidifiés ou vitrifiés, dont le comportement en matière de production de lixiviats est équivalent à celui des déchets non dangereux et qui satisfont aux critères d'admission pertinents, peuvent être enfouis, en petites quantités, dans un CET de classe 2 ou 5.2. Ces déchets dangereux ne sont pas mis en CET dans des cellules destinées aux déchets non dangereux biodégradables.

§ 2. L'autorisation de mise en CET ne peut être accordée par l'autorité compétente que suite à une évaluation environnementale, réalisée par un auteur d'études d'incidences sur l'environnement agréé pour la catégorie « gestion des déchets », démontrant :

- l'absence de risques pour l'environnement;
- le fait que les petites quantités de déchets industriels dangereux sont compatibles avec les déchets mis en CET;
- que les circonstances sont exceptionnelles.

L'autorisation détermine les quantités admissibles dans le CET et les conditions spécifiques d'enfouissement des déchets visés au paragraphe 1^{er}.

§ 3. La demande d'autorisation d'enfouissement de petites quantités de déchets industriels dangereux dans un CET de classe 2 ou 5.2. est introduite par l'exploitant auprès de l'autorité compétente, laquelle doit statuer dans un délai de cent jours.

Section 6. — Droit requis

Art. 6. Pendant toute la durée de l'exploitation et de la post-gestion, l'exploitant dispose d'un droit de propriété, d'usufruit, de superficie ou d'emphytéose sur le site d'exploitation du CET.

Section 7. — Déchets non admis en CET

Art. 7. Sont interdits de mise en centre d'enfouissement technique :

1° les déchets sous forme liquide, à l'exclusion des boues;

2° les déchets dangereux présentant l'une des caractéristiques de danger suivantes : H1, H2, H3 A, H3 B, H6, H8, H12 ou H13 telles que définies à l'annexe III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

3° les déchets d'activités hospitalières et de soins de santé des classes B1 et B2 tels que définis à l'article 1^{er}, 5 et 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé;

4° les déchets présentant l'une des caractéristiques de danger définies à l'annexe III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets et consistant en substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus;

5° les déchets non pelletables;

6° les déchets animaux tels que définis à l'article 1^{er}, 3, de l'arrêté du gouvernement wallon du 21 octobre 1993 relatif aux déchets animaux;

7° les matières, appareils ou objets contenant plus de 50 mg/kg de polychlorobiphényles et/ou de polychloroterphényles;

8° les pneus usés entiers, à l'exclusion des pneus utilisés en tant que matériau, et à dater du 1^{er} juillet 2006 les pneus usés broyés. Sont exclus de la présente disposition les pneus de bicyclette et les pneus dont le diamètre est supérieur à 1400 mm.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Section 1re. — Distances minimales des CET par rapport à certaines zones du plan de secteur et à certaines aires

Art. 8. § 1^{er}. La distance minimale entre la zone d'enfouissement et les zones d'habitat ou de loisirs visées aux articles 26, 27, 29 du CWATUP ou les zones d'aménagement différé visées à l'article 33 du même Code affecté à l'habitat est de :

- 50 mètres pour les CET de classes 3, 4-A et 5.3;
- 100 mètres pour les CET de classes 2, 4-B et 5.2;
- 150 mètres pour les CET de classes 1 et 5.1.

§ 2. La distance minimale entre la zone d'enfouissement et les zones agricoles visées à l'article 35 du CWATUP est de :

- 15 mètres pour les CET de classes 3, 4-A et 5.3;
- 25 mètres pour les CET de classes 2, 4-B et 5.2;
- 50 mètres pour les CET de classes 1 et 5.1.

§ 3. La distance minimale entre la zone d'enfouissement et les périmètres visés à l'article 40, 1^o, du CWATUP est de :

- 25 mètres pour les CET de classes 3, 4-A et 5.3;
- 50 mètres pour les CET de classes 2, 4-B et 5.2;
- 75 mètres pour les CET de classes 1 et 5.1

§ 4. La distance minimale entre la zone d'enfouissement et les périmètres visés à l'article 40, 4^o, du CWATUP est de :

- 100 mètres pour les CET de classes 3, 4-A et 5.3;
- 200 mètres pour les CET de classes 2, 4-B et 5.2;
- 300 mètres pour les CET de classes 1 et 5.1.

§ 5. L'implantation d'un CET dans un périmètre visé à l'article 40, 5^o, du CWATUP est interdite.

Art. 9. § 1^{er}. La distance minimale entre la zone d'enfouissement et les voies d'eau ainsi que les plans d'eau est de :

- 15 mètres pour les CET de classes 3 et 5.3;
- 25 mètres pour les CET de classes 2 et 5.2;
- 50 mètres pour les CET de classes 1 et 5.1.

§ 2. L'implantation d'un CET dans une zone de prévention rapprochée de captage visée par l'arrêté du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine est interdite.

Les CET de classes 1, 2, 4-B, 5.1 et 5.2 ne peuvent être implantés dans une zone de prévention éloignée ou dans une zone de surveillance telles que définies à l'arrêté du 14 novembre 1991 relatif aux zones de prise souterraines, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eaux souterraines.

§ 3. La distance minimale entre la zone d'enfouissement et les aires naturelles protégées est, sans préjudice des dispositions décrétales et réglementaires particulières concernant celles-ci, de :

- 25 mètres pour les CET de classes 3, 4-A et 5.3;
- 50 mètres pour les CET de classes 2, 4-B et 5.2;
- 75 mètres pour les CET de classes 1 et 5.1.

Section 2. — Etanchéité et drainage

Art. 10. § 1^{er}. Tout CET est implanté sur une étanchéité de fond et de flancs offrant une capacité d'atténuation suffisante pour limiter efficacement la contamination du sol, du sous-sol, des eaux souterraines et des eaux de surface.

A cette fin, le fond et les flancs du CET sont constitués de matériaux minéraux et synthétiques répondant à des exigences d'imperméabilité et d'épaisseur dont l'effet combiné, en termes de protection du sol, du sous-sol, des eaux souterraines et des eaux de surface, est au moins équivalent à celui résultant des exigences suivantes :

— CET de classes 1 et 5.1.

— matériaux minéraux $K \leq 1,0 \times 10^{-9}$ m/s épaisseur ≥ 5 m sur le fond et la partie inférieure des flancs ≥ 1 m sur la partie supérieure des flancs

et

— matériaux synthétiques nature : PEHD épaisseur ≥ 2 mm

— CET de classes 2, 4B et 5.2.

— matériaux minéraux $K \leq 1,0 \times 10^{-9}$ m/s épaisseur ≥ 1 m sur le fond et la partie inférieure des flancs $\geq 0,6$ m sur la partie supérieure des flancs

et

— matériaux synthétiques nature : PEHD épaisseur ≥ 2 mm pour les classes 2 et 5.2 et $\geq 1,5$ mm pour les classes 4B

— CET de classes 3, 4A et 5.3.

— matériaux minéraux $K \leq 1 \times 10^{-7}$ m/s épaisseur ≥ 1 m

K étant le coefficient de perméabilité

§ 2. L'étanchéité ne peut en tout état de cause présenter moins de 0,5 mètre d'épaisseur, les matériaux drainants étant exclus de ce calcul.

§ 3. Les matériaux rapportés utilisés pour constituer l'étanchéité, pour les CET de classes 1, 2, 4B, 5.1. et 5.2., répondent aux critères de l'annexe 1, point 1.

Art. 11. § 1^{er}. Pour les CET de classes 1, 2, 4B, 5.1. et 5.2., l'étanchéité de fond et de flancs est surmontée d'un massif drainant présentant un coefficient de perméabilité K pérenne au moins égal à 10^{-2} m/s et une épaisseur égale ou supérieure à 0,5 m sur le fond et à 0,2 m sur les flancs. Ce massif drainant peut présenter des discontinuités sur la partie supérieure des flancs.

§ 2. Les empièvements constitutifs des massifs drainants sont exempts de particules fines. S'ils sont susceptibles d'être en contact avec les lixiviats à caractère acide, ils sont non calcaires. Dans ce cas, les pertes au feu et à l'attaque acide sont inférieures à 5 %. Leur résistance mécanique doit être démontrée en regard de l'usage.

Art. 12. § 1^{er}. L'aménagement préalable du site ainsi que la pose des couches d'étanchéité rapportées et des massifs drainants sont réalisés de manière à assurer la plus faible accumulation possible de lixiviats à la base du CET.

Après excavation et reprofilage des surfaces sur lesquelles le complexe d'étanchéité drainage inférieur est appliqué, aucun talus ne peut présenter une pente supérieure à 6/4 (33° sur l'horizontale). En tout état de cause, cette pente doit être adaptée à la nécessité d'éviter toute contrainte dans les matériaux d'étanchéité.

Le fond de forme de chaque secteur est profilé de façon à offrir une pente pérenne d'au moins 2 % dans la direction du point ou de la ligne de collecte principale des lixiviats.

§ 2. Dans le cas d'un CET de classe 2, le fond et les flancs des CET sont, après profilage du fond de fouille, recouverts d'un complexe étanchéité-drainage inférieur présentant des performances au moins équivalentes à celles du dispositif détaillé au point 2 de l'annexe 1.

Art. 13. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement proposée par l'exploitant, l'autorité compétente estime qu'il est établi que le CET n'entraîne aucun risque potentiel significatif pour le sol, le sous-sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, les exigences des articles 10, 11 et 12 peuvent être adaptées en conséquence.

Section 3. — Surveillance des travaux et des aménagements du CET

Sous-section 1^{re}. — Missions de l'organisme de contrôle indépendant

Art. 14. § 1^{er}. Chaque cahier des charges comprenant les clauses techniques précises du marché ainsi que les programmes de contrôle, de surveillance et de maintenance à long terme y compris la post-gestion des travaux et des aménagements suivants :

— la conception et la mise en place des dispositifs d'étanchéité-drainage inférieur et de protection du fond et des flancs du CET;

— la conception et la mise en place de tout dispositif de collecte, de stockage et de transfert des lixiviats;

— la conception, la localisation et la mise en place des piézomètres;

— la conception, la localisation et la mise en place des installations de traitement et de valorisation des biogaz;

— la conception et la mise en place du complexe d'étanchéité drainage supérieur et de mesure de tassements en fin d'exploitation, lors des phases de remise en état et de post-gestion du site;

— est soumis pour avis à un organisme de contrôle indépendant, choisi par l'exploitant, avec l'accord sans réserve de son assureur, après consultation du fonctionnaire technique.

§ 2. Préalablement au début des travaux, le cahier des charges et les plans sont fournis par l'exploitant, en trois exemplaires, au fonctionnaire technique, pour approbation. Ces documents sont accompagnés de l'avis de l'organisme de contrôle indépendant. Le fonctionnaire technique dispose de soixante jours pour se prononcer.

§ 3. Les essais et analyses relatifs à l'exécution des missions visées au § 1^{er} sont effectués par des laboratoires et organismes indépendants de l'exploitant et de l'organisme de contrôle.

Sous-section 2. — Surveillance et réception des travaux et des aménagements

Art. 15. § 1^{er}. Au cours de l'exécution des travaux et des aménagements visés à l'article 14 et au terme de ceux-ci, l'organisme de contrôle indépendant transmet une fois par mois au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance un rapport circonstancié comprenant :

- l'état d'avancement des travaux;
- les mesures et contrôles effectués ainsi que les résultats de ceux-ci;
- toute remarque utile concernant le fonctionnement du chantier.

§ 2. Préalablement à tout enfouissement de déchets dans un secteur, l'exploitant informe le fonctionnaire technique de l'achèvement de la mise en place du complexe d'étanchéité drainage inférieur et du dispositif de collecte et de transfert des lixiviats. L'exploitation de ce secteur ne peut débuter que moyennant l'autorisation écrite du fonctionnaire technique, lequel dispose de soixante jours pour se prononcer.

§ 3. Le fonctionnaire technique informe les Bourgmestres des communes d'implantation du CET des décisions prises en vertu du présent article.

CHAPITRE III. — *Exploitation*Section 1^{re}. — Prévention des nuisancesSous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 16. L'exploitant est tenu :

1° de réduire les nuisances et les dangers, tels que les émissions d'odeurs et de poussières, les matériaux emportés par le vent, le bruit et les mouvements de véhicules, la formation d'aérosols, les incendies, pouvant résulter de l'exploitation du CET;

2° d'assurer la maintenance et l'entretien optimal de tous les appareillages, installations et aménagements;

3° de garantir la stabilité des ouvrages et des installations;

4° d'assurer l'isolement, notamment hydraulique, esthétique et sécuritaire du CET;

5° sans préjudice de l'article 46, § 2, dès l'achèvement des déversements dans un secteur ou en cas d'inactivité prolongée d'un secteur, de procéder à la mise en place de la couverture visée à l'annexe 1, point 3, ainsi qu'à la surveillance topographique requise en vertu des articles 38 et 39 du présent arrêté. L'autorité compétente peut, sur avis du fonctionnaire technique, dans le cas d'un CET de classe 3, 4A, 4B, 5.1., 5.2. ou 5.3., adapter les exigences des articles 38 et 39 ainsi que celles de l'annexe I, point 3.4. Dans les mêmes conditions, ces dispositions peuvent être adaptées dans le cas où le CET n'est, par la nature ou l'âge des déchets admis, pas ou plus susceptible d'être le siège de tassements significatifs.

Sous-section 2. — Aménagements paysagers

Art. 17. L'exploitant veille à ce que, dans la mesure du possible, les déchets ne soient pas visibles de l'extérieur du CET. Les moyens adoptés à cette fin peuvent notamment consister, à défaut d'une ceinture suffisante d'arbres ou de taillis touffus élevés, en treillis de hauteur suffisante, en palissades, en filets, en voilages; ces obstacles artificiels peuvent être démontés et réutilisés en fonction du développement du plan d'exploitation.

Sous-section 3. — Matériaux emportés par le vent

Art. 18. L'exploitant est tenu :

— d'aménager le CET de telle sorte que les déchets provenant du site ne puissent se disperser sur les voies publiques et les zones environnantes;

— d'empêcher l'envol des déchets sous l'action du vent;

— de nettoyer, quand nécessaire, les abords du CET qui sont souillés accidentellement.

Sous-section 4. — Animaux nuisibles

Art. 19. L'exploitant prend toutes les mesures utiles en vue de prévenir la prolifération d'animaux nuisibles. Dans le cas d'un CET susceptible d'accueillir des déchets biodégradables, il souscrit un contrat de dératisation avec une entreprise spécialisée dont copie est transmise dans les huit jours au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance.

L'autorité compétente, à la demande du fonctionnaire chargé de la surveillance, impose l'extermination des animaux nuisibles.

Sous-section 5. — Stabilité

Art. 20. § 1^{er}. Les déchets sont enfouis sur le site de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées, et en particulier à éviter les glissements.

Les affaissements, crevasses, failles, fosses ou endroits où les déchets apparaissent dans une couche de couverture intermédiaire doivent être comblés dès leur apparition.

Aucune pente externe ne peut excéder 8/4 (26° sur l'horizontale), sauf dérogation accordée par l'autorité compétente sur avis du fonctionnaire technique et pour autant que les obligations prévues au § 2 sont respectées.

§ 2. L'exploitant est tenu :

— d'assurer la stabilité durable des constructions, des aménagements et des remblais;

— de limiter les problèmes d'érosion, dès l'apparition de ravines éventuelles, en les comblant immédiatement.

Sous-section 6. — Clôtures

Art. 21. § 1^{er}. Le CET n'est accessible qu'aux seules personnes autorisées.

Les entrées et sorties du CET sont équipées de portes interdisant l'accès pendant les heures de fermeture. Ces portes, d'une hauteur minimale de deux mètres et surmontées d'un fil de fer barbelé ou d'un dispositif équivalent, ne sont maintenues ouvertes que durant la présence de l'exploitant.

Toutefois, la présence sur le site du personnel nécessaire à l'accomplissement des travaux d'aménagement, de réhabilitation et de post-gestion du CET n'est pas soumise aux dispositions visées à l'alinéa précédent. Au moins une personne dûment mandatée par l'exploitant est présente lors de ces travaux.

§ 2. A défaut d'obstacle jugé suffisant par l'autorité compétente, le CET est ceinturé de grillages et de portes d'une hauteur d'au moins deux mètres. Les grillages sont surmontés d'un fil de fer barbelé ou d'un dispositif équivalent pour empêcher le libre accès au site.

§ 3. Le système de contrôle du CET et de son accès comporte un programme de mesures permettant de détecter et de décourager les dépôts illégaux sur le site.

Section 2. — Critères et procédures d'admission des déchets

Sous-section 1^{re}. — Installations de service et procédures de contrôle

Art. 22. § 1^{er}. Le CET est doté d'une installation de service et de contrôle comprenant :

— un bâtiment équipé en eau, électricité et téléphone comprenant au moins un local à destination de bureau, un réfectoire et des sanitaires avec douche pour le personnel, éventuellement un atelier garage pour les véhicules;

— un local chauffé où le fonctionnaire chargé de la surveillance peut installer un appareillage capable de lire les signaux générés par les analyseurs et enregistreurs visés aux articles 44, 45, 46, 54 et 55 du présent arrêté. Le local dispose d'une alimentation électrique (230 V/10 A), d'une ligne téléphonique commutée et d'une liaison avec les équipements d'analyses et de mesures;

— un pont-basculé étalonné situé à proximité de l'entrée du CET, pourvu d'un système automatique d'enregistrement et du matériel informatique permettant le contrôle en temps réel des entrées et des sorties de déchets. Pour la détermination de cet équipement, il consulte au préalable l'Office. L'agencement des lieux est réalisé de manière à ce que les véhicules entrant et sortant passent obligatoirement sur le pont-basculé maintenu en fonctionnement permanent pendant les heures d'ouverture;

— un détecteur de charroi par induction situé juste avant le pont-basculé et, au niveau du pont-basculé, un système de contrôle par caméra. Les postes de lecture de ces instruments sont installés dans le local visé sous 1°;

— un portique de détection des matières radioactives;

— une aire étanche, située à proximité de l'entrée, permettant le déversement du contenu d'au moins deux camions afin de contrôler la nature des déchets ainsi que d'en effectuer le rechargement. Les percolats résultant de cette opération sont acheminés vers la station d'épuration.

Ce contrôle est effectué par l'exploitant sur au moins un camion par jour, ce camion étant choisi au hasard.

— des conteneurs étanches de capacités suffisantes destinés à accueillir les petites quantités – moins de 0,5 % en poids d'un chargement – de déchets qui ne peuvent être enfouis dans le CET. Ces conteneurs sont évacués lorsque nécessaire; un bordereau d'identification est établi sur la base de l'article 23 du présent arrêté et joint au registre visé à l'article 24.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les dispositions suivantes du §1 ne s'appliquent que sur décision de l'autorité compétente et sur avis du fonctionnaire technique :

— CET de classe 3 : 2°, 5° et 6°;

— CET de classe 4A : 2°, 3°, 4°, 5° et 6°;

— CET de classe 4B : 3°, 4°, 5° et 6°;

— CET de classe 5 : 2°, 5°, 6° et 7°.

§ 3. Tout chargement entrant dans le CET fait l'objet d'une vérification, au moins visuelle.

§ 4. L'exploitant assure l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la décision du Conseil 2003/33/CE du 19 décembre établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges, conformément à l'article 16 et à l'annexe II de la directive 1999/31/CE.

Sous-section 2. — Acceptation des déchets

Art. 23. L'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, fixe les jours et plages horaires durant lesquels peut avoir lieu l'acceptation des déchets. En cas de situations exceptionnelles, le fonctionnaire chargé de la surveillance peut autoriser l'acceptation de déchets en dehors de ces plages horaires ainsi que les dimanches et jours fériés.

Les opérations d'acceptation et de déchargement des déchets ne sont autorisées qu'en présence de l'exploitant.

Pendant les déchargements, les formalités administratives, le contrôle de la conformité des déchets, l'orientation des transporteurs et la conduite des engins, sont assurés sur les CET :

— de classes 3, 4 et 5.3 par au moins une personne;

— de classes 1, 2, 5.1 et 5.2 par au moins deux personnes.

Sous-section 3. — Bordereau d'identification et rapports

Art. 24. § 1^{er}. Tout véhicule transportant des déchets destinés à être enfouis dans un CET est muni d'un formulaire de transport, en triple exemplaire.

Le premier exemplaire du formulaire est conservé en un endroit désigné par le fonctionnaire chargé de la surveillance ou, à défaut, sur le site; le deuxième est remis au transporteur; le troisième est renvoyé par l'exploitant au producteur ou au collecteur.

Au moment du déchargement, les informations suivantes sont consignées ou retranscrites sur le formulaire de transport, par un système informatique :

- le poids et la tare, et le cas échéant, le numéro du bon de pesage;
- le nom du contrôleur vérifiant la conformité des déchets;
- la date et l'heure du déchargement;
- le code des déchets selon la nomenclature reprise dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue de déchets;
- l'origine des déchets;
- l'identification du producteur ou du collecteur;
- le code correspondant au plan d'exploitation qui désigne le lieu d'enfouissement;
- le numéro d'immatriculation du véhicule et, le cas échéant, sa destination;
- l'identification de l'exploitant et du chauffeur, ainsi que la signature de ce dernier.

§ 2. L'exploitant est tenu :

- de conserver les bordereaux pendant les cinq années qui suivent leur établissement;
- de communiquer les bordereaux, sur simple demande, au fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 3. Au terme de chaque semestre civil, l'exploitant communique un rapport de synthèse à l'Office comportant à tout le moins :

- les quantités de déchets déversées par code et par cellule depuis la mise en exploitation du CET, en tonnes;
- les quantités de déchets déversées par code et par cellule du CET au cours du semestre écoulé, en tonnes;
- la capacité résiduelle du CET, par cellule du CET, en tonnes - estimation - et en mètres cubes, à 10 % près;
- les tarifs pratiqués, ainsi que la structure de ceux-ci, hors taxes et toutes taxes comprises pour chaque type de déchet; ces informations ne sont pas nécessairement fournies semestriellement, mais en tout cas à l'initialisation et en cas de modification.

L'Office peut imposer la forme et le mode de transmission de ce rapport.

§ 4. Chaque année, au plus tard le 31 mars, l'exploitant d'un CET de classe 4 ou 5 communique à l'Office un tableau récapitulatif reprenant de façon précise et détaillée la provenance, la quantité, la nature et le code d'identification des déchets éliminés tel que défini par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets.

§ 5. Sur avis du fonctionnaire technique, l'autorité compétente peut accorder des dérogations aux §§ 1^{er} et 2 du présent article dans le cas d'un CET de classe 4 ou de classe 5.

Sous-section 4. — Registre

Art. 25. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance, sur le site, un registre constitué d'un volume relié, dont les pages sont numérotées de façon continue, paraphées et datées par le fonctionnaire chargé de la surveillance, par série de 200 pages.

Le registre est conservé pendant une durée de cinq ans à dater du dernier bordereau annexé.

L'exploitant consigne dans ce registre, pour chaque jour d'exploitation :

- le nombre de bordereaux, avec, le cas échéant, l'indication de refus;
- le cas échéant, les bordereaux des conteneurs de déchets refoulés, sortants ou valorisables;
- la prise d'échantillons et la réception des protocoles relatifs aux analyses imposées par le permis d'environnement;
- un rapport descriptif de tout événement inhabituel et ou susceptible de mettre en cause la protection de l'environnement;
- un rapport descriptif de tous les entretiens, incidents, réparations,... en rapport avec le CET et ses dépendances.

La page modèle de ce registre figure en annexe 2.

Sous-section 5. — Procédure de refus

Art. 26. La vérification de la conformité du déchet au regard des conditions afférentes au permis d'environnement incombe à l'exploitant.

En cas de refus du déchet, l'exploitant :

- note sur le bordereau, visé à l'article 24 du présent arrêté, le numéro d'immatriculation du véhicule et sa destination annoncée;
- en informe sans délai par message télécopié les Bourgmestres des communes d'implantation du CET, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Section 3. — Phases d'exploitation et de post-gestion

Sous-section 1^{re}. — Accès au CET

Art. 27. L'accès au CET est organisé de façon à provoquer le moins de gêne aux usagers habituels des voiries qui le desservent.

Les voiries intérieures sont aménagées de manière à ce que, à la sortie du CET, les roues des véhicules soient débarrassées des boues et des déchets. Au besoin, une station de nettoyage est mise en place. Les eaux usées résultant de ce nettoyage sont gérées conformément à la législation en vigueur.

L'accès aux zones de travail est assuré par l'entrée principale du CET. Les instructions au personnel et le fléchage des parcours intérieurs sont destinés à empêcher le déversement intempestif de déchets en dehors des zones prévues à cet effet.

Une aire d'attente est aménagée, le cas échéant, à l'entrée du site de manière à éviter la présence de camions à l'arrêt sur la voirie d'accès ou ses côtés.

Sous-section 2. — Equipement

Art. 28. Le CET est équipé d'au moins :

- deux compacteurs dont l'un au moins présente un poids minimum de 15 tonnes, équipés de roues à « pied de mouton » et d'un dispositif anti-bourrage efficace;
- un bulldozer pousseur;
- un bulldozer chargeur;
- une pelle hydraulique;
- un camion « dumper »;
- un camion « double pont ».

L'autorité compétente peut accorder des dérogations sur avis du fonctionnaire technique.

Sous-section 3. — Signalisation et information

Art. 29. § 1^{er}. A l'entrée du CET, est disposé un panneau d'au moins un mètre carré de superficie, sur lequel figurent de façon claire, visible et permanente, au moins les indications suivantes :

- la mention « entrée interdite sauf autorisation » en lettres majuscules de dix centimètres de haut;
- le nom et l'adresse du CET;
- l'adresse et le numéro de téléphone de l'exploitant ou de son délégué y compris le « Téléphone vert » tel que visé au § 2;
- l'adresse et le numéro de téléphone du fonctionnaire chargé de la surveillance et du service SOS pollution;
- les heures normales d'ouverture pour l'acceptation des déchets;
- la mention précisant le numéro de téléphone du service à appeler en cas d'incendie ou d'accident;
- la mention spécifiant la classe du CET et le type de déchets admis.

A côté de ce tableau, sauf dans le cas d'un CET de classe 5, l'exploitant affiche de façon lisible les tarifs pratiqués, toutes taxes comprises, pour chaque type de déchets autorisés à être enfouis.

§ 2. L'exploitant met à la disposition de la population un numéro de téléphone gratuit « Téléphone vert » et assure le fonctionnement permanent de la ligne. L'identification de ce numéro figure sur le panneau d'identification générale installé à l'entrée du CET. En dehors des heures normales d'ouverture du CET, un enregistrement est admis.

Au terme de chaque trimestre civil, l'exploitant communique au fonctionnaire chargé de la surveillance et aux bourgmestres des communes concernées, un rapport sur la situation des appels reçus, comprenant la date, l'heure, l'origine, le motif de chacun d'eux et la suite qui leur a été réservée.

Sous-section 4. — Conditions relatives à l'exploitant

Art. 30. L'exploitant du CET doit répondre aux conditions suivantes :

* s'il s'agit d'une personne physique :

- être belge ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne ou de l'espace économique européen;
- jouir des droits civils et politiques;

— ne pas avoir été condamné au cours des cinq dernières années précédant la demande, par une décision coulée en force jugée, pour une infraction au titre 1^{er} du Règlement général pour la Protection du travail, à la loi du 9 juillet 1984 relative à l'importation, à l'exportation et au transit de déchets, au décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets, au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au CWATUP, au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à leurs arrêtés d'exécution ou à toute autre législation équivalente d'un autre Etat, sauf si la condamnation susvisée a été effacée ou si la personne a bénéficié d'une réhabilitation;

* s'il s'agit d'une personne morale constituée sous forme de société commerciale :

— être constituée conformément à la législation belge ou celle d'un autre Etat membre de la Communauté européenne et avoir son siège social ou son siège d'exploitation en Belgique ou dans un autre Etat membre de la Communauté européenne;

— ne compter, parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société que des personnes qui satisfont aux conditions prévues au 1^o, b) et c);

* s'il s'agit d'une personne morale de droit public ou de droit privé non constituée sous forme de société commerciale : ne compter parmi les membres de ses organes de gestion et les membres de son personnel que des personnes qui satisfont aux conditions prévues au 1^o, b) et c).

Sous-section 5. — Qualification et formation du personnel

Art. 31. § 1^{er}. L'exploitant dispense une formation adéquate à tout le personnel employé sur le CET dans le cadre de son exploitation, en ce compris celui des éventuels sous traitants, ainsi qu'à tout nouvel intervenant. Cette formation porte notamment sur l'enseignement :

- des dispositions décrétales et réglementaires en matière de permis d'environnement et de gestion des déchets;
- des techniques de reconnaissance et de gestion des déchets;
- des dispositions en matière de sécurité interne et externe;
- des problèmes environnementaux liés à l'exploitation d'un CET.

L'exploitant communique le programme détaillé de la formation ainsi que la liste des enseignants et du personnel qui la suit, pour approbation au fonctionnaire technique. Il établit et complète régulièrement un répertoire reprenant la liste du personnel ayant suivi ladite formation. Ce répertoire est conservé en un endroit désigné par l'autorité compétente ou, à défaut, sur le site.

§ 2. L'exploitant notifie l'identité de son ou de ses délégués au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance. Ces délégués disposent d'un diplôme de l'enseignement supérieur et d'une expérience confirmée de la gestion des déchets. A cet effet, avant le début des déversements, l'exploitant transmet leurs diplômes et tout autre élément pertinent établissant leur expérience. Les informations sont tenues à jour. L'exigence du diplôme susvisé n'est pas applicable dans le cas d'un CET de classe 3 ou 5.3, sauf si les conditions particulières l'imposent.

§ 3. L'exploitant d'un CET de classe 1 ou de classe 5.1 compte parmi les membres de son personnel une personne expressément chargée de la surveillance journalière du respect des conditions d'exploitation du CET et disposant au minimum d'un diplôme de licencié en sciences chimiques ou de technicien A1 en chimie ou d'un diplôme jugé équivalent par le fonctionnaire technique.

Sous-section 6. — Certification

Art. 32. L'exploitant met en place un système de management environnemental et d'audit conforme au Règlement CEE n° 761/2001 du 19 mars 2001 permettant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit en vue d'obtenir l'enregistrement « EMAS » pour le CET dans un délai de trois ans à dater, selon le cas, de la notification de l'arrêté d'autorisation ou de la décision intervenue en vertu de l'article 72 du présent arrêté, en cas de poursuite de l'exploitation.

Au moins une fois l'an, l'exploitant informe le fonctionnaire technique et l'organisme compétent en Région wallonne sur l'application et l'évolution du système de management environnemental.

Sous-section 7. — Plans d'exploitation

Art. 33. Avant le premier déversement de déchets, l'exploitant transmet en trois exemplaires au fonctionnaire technique, un projet de plan, à l'échelle d'au moins 1/1000, indiquant notamment :

- l'organisation des différents types de cellules du CET;
- le découpage du CET en secteurs;
- l'ordre de remplissage des secteurs dans le temps et dans l'espace en fonction du rythme prévisible des arrivages de déchets;
- l'organisation de l'arrivage et du stockage des matériaux servant à réaliser les couches de couverture intermédiaire;
- les stockages de matériaux destinés à combattre les incendies éventuels;
- le plan d'évacuation des eaux comportant le schéma, l'organisation et l'exécution des mesures en matière d'hydrologie;
- le plan de collecte des gaz de CET, de leur acheminement vers les installations de traitement ou de valorisation;
- le plan des nouvelles installations, aménagements, ouvrages, bâtiments, voiries et pistes, piézomètres.

Selon les mêmes exigences, l'exploitant actualise, à une fréquence fixée par le permis d'environnement, à la date anniversaire de celui-ci, son plan d'exploitation.

Le plan et ses mises à jour sont approuvés par le fonctionnaire technique sur proposition de l'exploitant et joints au permis d'environnement, lequel est tenu disponible en permanence en un endroit désigné par le fonctionnaire chargé de la surveillance ou, à défaut, sur le site et est accessible aux autorités habilitées à exercer un contrôle.

Sur simple demande du fonctionnaire chargé de la surveillance, l'exploitant justifie le respect du plan susvisé.

Sous-section 8. — Enfouissement des déchets

Art. 34. L'exploitant veille à ce que :

- les déchets soient déchargés à l'endroit de la zone de travail, sauf opération visée à l'article 22, § 1^{er}, 6°, du présent arrêté;
- les déchets soient régalez et compactés dès que nécessaire après leur déchargement;
- si un compactage est requis, l'épaisseur de la couche régalez n'excède pas 0,5 mètre.

Sous-section 9. — Gestion des secteurs de déversement

Art. 35. § 1^{er}. Le chaulage des déchets organiques biodégradables est interdit, sauf injonction de l'autorité compétente sur demande du fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 2. En fin de journée, l'exploitant est tenu, sur toute zone de travail en activité, de recouvrir les déchets d'un dispositif permettant d'atténuer les odeurs, d'empêcher l'envol de certains déchets et d'éviter la présence d'animaux; ce dispositif ne sera éventuellement retiré qu'au moment de la reprise des déversements ou au moment de la mise en place du complexe d'étanchéité-drainage supérieur.

Les zones de travail provisoirement non exploitées sont immédiatement recouvertes d'une couche de recouvrement intermédiaire d'au moins 0,50 mètre d'épaisseur ne compromettant pas le captage des gaz de CET. Celle-ci pourra le cas échéant être enlevée lors de la reprise des déversements.

A la demande de l'exploitant et sur la base d'un dossier dûment étayé, l'autorité compétente sur avis du fonctionnaire technique peut accepter la mise en œuvre de solutions alternatives présentant une efficacité au moins équivalente.

§ 3. Si des nuisances olfactives persistent, l'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire chargé de la surveillance peut imposer des mesures complémentaires telles que :

- la réduction de la surface et du nombre de zones de travail;
- le recouvrement de celles-ci par du compost, de la terre ou des produits spécialisés tels que des mousses ou des résines composites, à une fréquence qu'il détermine;
- l'emploi de retardateurs du processus de biodégradation, à une fréquence qu'il détermine.

Dans les mêmes circonstances, le fonctionnaire chargé de la surveillance peut imposer la mise en place d'un dispositif d'abattement ou d'absorption des odeurs à l'aide de produits et de techniques appropriés. Il peut requérir toute étude et information de la part de l'exploitant.

Sous-section 10. — Activités sur le site

Art. 36. Sauf condition particulière prévue par le permis sur avis du fonctionnaire technique, la récupération de déchets par des tiers, sur le CET, est interdite.

Il est interdit de laisser circuler des animaux domestiques sur les zones en exploitation.

Sur les CET de classes 1, 2, 4-B, 5.1 et 5.2, durant l'exploitation et la post gestion, il est interdit de cultiver des végétaux ou d'élever des animaux susceptibles d'entrer directement ou indirectement dans la chaîne alimentaire.

Sous-section 11. — Post-gestion

Art. 37. Après la remise en état d'un CET, l'exploitant est tenu d'en assurer la post-gestion pour toute la durée que le fonctionnaire technique jugera nécessaire jusqu'à la décision qu'il prendra en vertu de l'article 55, § 6bis, alinéa 4 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

La post-gestion du CET comprend notamment les obligations suivantes :

— l'entretien général du site, et en particulier celui du couvert végétal et des installations de traitement des gaz et des lixiviats;

— la surveillance des gaz et des eaux rejetés par le CET;

— le contrôle de la qualité des eaux de surface, des nappes aquifères, de l'air ambiant, des sols et des sous-sols susceptibles d'être affectés par le CET.

Les conditions particulières déterminent les prescriptions à respecter par l'exploitant en matière de post-gestion dans le respect de la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets.

Section 4. — Surveillance de la topographie du CET

Sous-section 1^{re}. — Relevé topographique durant l'exploitation

Art. 38. § 1^{er}. Durant l'exploitation, l'exploitant procède aux relevés topographiques permettant l'élaboration du rapport de synthèse conformément aux prescriptions reprises à l'article 24, § 3, du présent arrêté.

§ 2. Quatre bornes, positionnées selon les trois axes de coordonnées Lambert (X, Y) et du nivellement national (Z) par un géomètre-expert assermenté, dépassant d'au moins vingt centimètres le niveau du sol et d'une section de 15 centimètres sur 15 centimètres sont disposées sur le site de façon à permettre un relevé topographique par photogrammétrie aérienne.

Le procès-verbal de positionnement des bornes est communiqué sans délai au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Sous-section 2. — Relevé topographique à l'issue des déversements

Art. 39. § 1^{er}. Dès l'achèvement des déversements dans un secteur déterminé et la mise en place de la couverture provisoire, l'exploitant installe un dispositif comprenant au minimum une borne par maille de 25 mètres sur 25 mètres et permettant de suivre quantitativement le tassement des déchets.

En décembre de chaque année, l'exploitant transmet au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance un rapport concernant les tassements relatifs enregistrés – déplacements horizontaux et verticaux – sur chaque secteur ainsi défini. Le fonctionnaire technique peut préciser les modalités et formes de ce rapport – mouvements vectoriels en XY et courbes d'isotassements en Z – ainsi que, au besoin, modifier la périodicité des mesures; il fixe la date de référence à partir de laquelle les levés ultérieurs sont calculés.

§ 2. Après la mise en place du complexe d'étanchéité drainage supérieur définitif, un réseau de bornes, composé de mailles 30 mètres × 30 mètres est mis en place et relevé annuellement. L'exploitant transmet annuellement, en décembre, au fonctionnaire technique, un rapport conforme à la description du § 1^{er}, alinéa 2.

CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et des incendies

Art. 40. L'exploitant consulte le service régional d'incendie et met en œuvre, sur la base du rapport établi par ce service, les mesures adéquates pour prévenir et lutter contre les incendies et les explosions en relation, notamment, avec la présence de biogaz et l'existence d'une installation de captage et de destruction de ceux-ci. La preuve de cette consultation et son résultat sont rapportés au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 41. Les capots-moteurs des engins circulant sur le CET sont grillagés, les échappements sont dirigés vers le haut; chaque engin est équipé d'un extincteur.

Art. 42. § 1^{er}. Les feux sont interdits au sein du CET et il est interdit de fumer à proximité des déchets inflammables.

§ 2. Le déversement de déchets est arrêté à l'endroit où se déclare un incendie; il ne reprend que lorsque le foyer d'incendie est éteint et ses conséquences neutralisées.

§ 3. Sauf injonction des services compétents, l'extinction d'un incendie est réalisée par asphyxie, en recouvrant les déchets en feu à l'aide d'un matériau approprié, tel que la terre et le sable. A cet effet, un stock suffisant de ce matériau est disponible en permanence à proximité de la zone de travail.

CHAPITRE V. — Eaux

Section 1^{re}. — Obligations générales

Art. 43. Compte tenu des caractéristiques du CET et des conditions météorologiques, l'exploitant prend des mesures appropriées pour :

— limiter les quantités d'eaux météoriques s'infiltrant dans les déchets mis en CET, sauf cas d'application de l'article 46, § 2;

— limiter les quantités d'eaux de surface et souterraines susceptibles de s'infiltrer dans les déchets mis en CET;

— conjurer et limiter le risque de contamination des nappes aquifères, des eaux de surface, des sols et des sous sols.

Sous-Section 1^{re}. — Eaux de surface et souterraines

Art. 44. La pénétration des eaux météoriques et de ruissellement dans la zone d'enfouissement est contrecarrée ou contrôlée à l'aide d'un drain ou d'un fossé périphérique.

Les eaux collectées par les dispositifs visés à l'alinéa précédent sont récupérées et, au besoin, amenées dans un bassin d'orage. Elles sont rejetées en dehors du site moyennant le respect des conditions de rejet. Les drains ou fossés sont régulièrement curés de façon à ce que leur efficacité ne puisse être compromise.

Les eaux des cours d'eau et des plans d'eau susceptibles d'être directement affectées sont contrôlées, en amont et en aval du site, conformément aux prescriptions de l'article 56 du présent arrêté.

Art. 45. § 1^{er}. L'exploitant met en place un dispositif permettant de vérifier et enregistrer le niveau statique de chaque aquifère susceptible d'être affecté. Il installe, à cet effet, un réseau de piézomètres, destinés également à échantillonner les eaux de l'aquifère et, le cas échéant, à permettre la reprise de celles-ci. Les piézomètres sont, quelle que soit la nature du sous-sol, équipés pour recevoir aisément une pompe d'exhaure de cent millimètres minimum.

§ 2. Le nombre de piézomètres, par aquifère susceptible d'être affecté, est fixé au minimum à trois.

Les emplacements, en coordonnées Lambert (X, Y : précision un mètre) et nivellement national (Z : précision dix centimètres) de l'axe de la margelle et de la tête du tubage, ainsi que toutes les caractéristiques de l'équipement des piézomètres sont communiqués, avant le premier déversement, par l'exploitant au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Tous les piézomètres sont cadenassés et les clés sont tenues en permanence sur le site à la disposition du fonctionnaire technique et du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Si la situation l'exige, l'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, impose la mise en place de piézomètres supplémentaires dont il définit les caractéristiques. Par ailleurs, le fonctionnaire chargé de la surveillance peut imposer la reprise des eaux polluées et leur traitement dans une installation appropriée.

§ 3. Lorsqu'un aquifère est présent sous le CET, et que ses eaux sont susceptibles de s'infiltrer significativement dans les déchets, la nappe sous jacente est récupérée par un dispositif adéquat permettant d'évacuer les eaux sans qu'elles n'entrent en contact avec les déchets.

Cette disposition ne s'applique pas dans le cas où l'infiltration potentielle résulterait du caractère artésien de l'aquifère.

En aucun cas le fond de fouille, sous le CET, ne peut se trouver sous le niveau supérieur d'un aquifère libre ni dans sa zone de remontée capillaire. Au besoin, un dispositif de neutralisation des remontées capillaires est installé.

Sous-Section 2. — Collecte et traitement des eaux contaminées et des lixiviats

Art. 46. § 1^{er}. Les eaux contaminées et les lixiviats ne peuvent être rejetés tels quels hors du site. Ces liquides sont intégralement collectés et conduits, dans les meilleurs délais, vers une station d'épuration dûment autorisée pour y être traités; ils font, au besoin, l'objet d'un traitement dans une installation appropriée.

Les stations d'épuration visées à l'alinéa précédent, si elles sont implantées sur le site du CET, sont munies d'un dispositif central d'autocontrôle de fonctionnement permettant de connaître à tout moment, sur le lieu d'exploitation, leur degré de fonctionnement. Les paramètres en temps réel attestant ce fonctionnement à l'entrée et à la sortie de l'installation – dont au minimum le débit, le pH, la conductivité et la température, ainsi que la date et l'heure des mesures – préalablement définis en accord avec le fonctionnaire chargé de la surveillance, sont aisément consultables sur place par celui-ci.

Les valeurs antérieures de ces paramètres, portant sur les cinq années écoulées, sont enregistrées sur support informatisé et sur papier et tenues à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance – au format fixé, s'il échet, par ce dernier – qui peut en disposer dans les 24 heures de sa demande.

Les appareils sont entretenus, tarés et calibrés aux fréquences indiquées par le constructeur.

§ 2. La circulation forcée d'eaux, de lixiviats et d'effluents non pelletables dans les déchets est interdite, sauf si, sur la base d'une démonstration scientifique étayée proposée par l'exploitant, démontrant le bénéfice de cette technique notamment dans l'optique d'une stabilisation accélérée des déchets biodégradables, l'autorité compétente autorise cette pratique après avoir recueilli l'avis du fonctionnaire technique. Cette disposition ne s'applique pas au cas où le fonctionnaire chargé de la surveillance autorise ou impose l'arrosage à l'aide d'eau en vue de limiter la formation de poussières ou autres nuisances.

§ 3. S'il échet, avant d'être acheminés vers la station d'épuration, les lixiviats sont stockés sur le site dans des bassins pourvus d'un double dispositif d'étanchéité.

Ces bassins ainsi que ceux de l'unité de traitement sont équipés d'un dispositif permettant de vérifier, au moins tous les trois mois, leur étanchéité. Ce dispositif est en permanence accessible au fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 4. L'exploitant prend toutes les mesures utiles en vue de prévenir l'apparition de nappes perchées dans les déchets.

§ 5. L'exploitant prend toutes les mesures utiles en vue de limiter la production de lixiviats aux seules eaux météoriques tombant sur les zones de travail. A cette fin, notamment, le réseau de drains est adapté et conçu de façon à ce que les eaux météoriques tombant sur des secteurs non encore en exploitation soient séparées des lixiviats et gérées conformément à l'article 44.

§ 6. Tous les ouvrages en ciment, béton et matières assimilées susceptibles d'entrer en contact avec les lixiviats sont recouverts de façon continue par un revêtement en polyéthylène étanche ou une autre matière approuvée par le fonctionnaire technique.

§ 7. L'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, peut décider que les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux CET de classes 3, 4-A et 5.3.

*Section 2. — Conditions de déversement**Sous-section 1^{re}. — Conditions de déversement en eaux de surface ordinaires*

Art. 47. Les eaux usées en provenance des centres d'enfouissement techniques rejetées en eaux de surface ordinaires respectent les conditions suivantes :

— le pH des eaux déversées doit être compris entre 6,5 et 10,5. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 10,5 ou inférieur à 6,5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

— la demande biochimique en oxygène en 5 jours à 20 °C et en présence d'allylthio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 90 mg d'oxygène par litre;

— la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;

— la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);

— la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par

litre;

— la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

— la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 50 mg N par litre;

— la teneur en phénol des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg par litre;

— la teneur en cyanures dit facilement décomposables ou cyanures aisément libérables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Cn par litre;

— la teneur en sulfures et mercaptans des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg S par litre;

— la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Cr par litre;

— la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 4 mg Zn par litre;

— la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Pb par litre;

— la teneur en nickel total des eaux déversées ne peut dépasser 2 mg Ni par litre;

— la teneur en arsenic total des eaux déversées ne peut dépasser 0,15 mg As par litre;

— la teneur en sélénium total des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Se par litre;

— la teneur en cuivre total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Cu par litre;

— la teneur en composés organohalogénés extractibles (EOX) des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg Cl par litre;

— la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

— les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

— il est interdit de jeter ou déverser des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières;

— les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive,

ainsi que celles visées par l'AGW du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des

substances pertinentes de l'AGW du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses;

— lorsqu'une ou des substance(s) dangereuse(s) est (sont) susceptible(s) d'être présente(s) dans les rejets, leur(s) concentration(s) sera(seront) limitée(s) dans les conditions particulières. Cette limitation sera établie au vu de l'impact environnemental spécifique à cette (ces) substance(s). Pour les substances volatiles, les conditions de rejet doivent être respectées en amont de tout dispositif faisant appel à une agitation à l'air libre des effluents.

Sous-section 2. — Conditions de déversement en égouts publics

Art. 48. Les eaux usées en provenance des centres d'enfouissement techniques rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

— le pH des eaux déversées doit être compris entre 6 et 10,5. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 10,5 ou inférieur à 6 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

— la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 1000 mg par litre;

— la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 200 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);

— la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre;

— la teneur en cyanures dit facilement décomposables ou cyanures aisément libérables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg CN par litre;

— la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Cr par litre;

— la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 4 mg Zn par litre;

— la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Pb par litre;

— la teneur en nickel total des eaux déversées ne peut dépasser 2 mg Ni par litre;

— la teneur en arsenic total des eaux déversées ne peut dépasser 0,15 mg As par litre;

— la teneur en sélénium total des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Se par litre;

- la teneur en cuivre total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Cu par litre;
- la teneur en composés organohalogénés extractibles (EOX) des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg Cl par litre;
- la dimension des matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 10 mm de diamètre;
- la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut dépasser 500 mg par litre;
- la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;
- les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;
- les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;
- il est interdit de jeter ou déverser des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières;
- les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'AGW du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'AGW du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses;
- lorsqu'une ou des substance(s) dangereuse(s) est (sont) susceptible(s) d'être présente(s) dans les rejets, leur(s) concentration(s) sera(seront) limitée(s) dans les conditions particulières. Cette limitation sera établie au vu de l'impact environnemental spécifique à cette (ces) substance(s). Pour les substances volatiles, les conditions de rejet doivent être respectées en amont de tout dispositif faisant appel à une agitation à l'air libre des effluents.

Sous-section 3. — Volumes de référence

Art. 49. Le volume de référence n'est pas d'application.

Sous-section 4. — Méthodes d'analyse et d'échantillonnage

Art. 50. La mesure du « métal total », pour les conditions des articles 47 et 48 de la présente condition sectorielle, se fait sur échantillon non filtré, acidifié à pH 2.

Section 3. — Dérogations

Art. 51. Les conditions particulières peuvent déroger à la norme sur les chlorures (rejet en égouts) en fonction de conditions météorologiques exceptionnelles.

Section 4. — Contrôles et surveillance

Sous-section 1^{re}. — Champ d'application

Art. 52. La présente section s'applique aux prélèvements et aux analyses provenant : des données enregistrées par les appareils de mesures intégrés dans l'ensemble des installations du CÉT, conformément aux articles 44, 45 et 46 du présent arrêté; des impositions de la présente section.

Sous-section 2. — Agrément

Art. 53. Les prélèvements, le conditionnement, le transport, le stockage des échantillons et les analyses de ceux-ci, effectués dans le cadre des procédures de contrôle, le sont selon les règles de l'art par un laboratoire agréé, en qualité de laboratoire chargé des analyses officielles en matière d'eaux. Le calibrage et le tarage des appareils de mesures permanentes, en vertu des prescriptions de l'article 46 du présent arrêté, est également effectué par un tel laboratoire agréé.

Sous-section 3. — Prélèvements ponctuels

Art. 54. § 1^{er}. Les dates et heures des prélèvements, requis en vertu des articles 57 et 58, sont communiquées par l'exploitant au moins cinq jours ouvrables à l'avance par message télécopié au :

- fonctionnaire technique;
- fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 2. Sont repris sur chaque document faisant mention du prélèvement :

- la date, l'heure du prélèvement ainsi que le nom de l'opérateur;
- la référence et les coordonnées précises du point de prélèvement (X, Y en Lambert et Z nivellement national);
- toute observation particulière éventuelle;
- pour les prélèvements d'eaux souterraines, les éléments suivants sont également fournis :
 - le niveau piézométrique;
 - la profondeur à laquelle le prélèvement a été effectué;
 - les variations du niveau relatif, du pH, de la température et de la conductivité au cours du pompage.

Sous-section 4. — Résultats des analyses

Art. 55. § 1^{er}. Sur chaque document faisant mention du prélèvement soumis à analyse, sont repris en chiffres et sur l'ordonnée, pour chaque point de prélèvements des eaux :

- les paramètres repris à l'annexe I de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 juillet 1989 relatif à la qualité de l'eau distribuée par réseau;
- les paramètres repris à l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales.

§ 2. Les résultats des analyses requises en vertu du présent chapitre sont annexés au registre visé à l'article 25 du présent arrêté. Ils sont présentés sous la forme :

- d'un tableau de chiffres;
- de graphiques reprenant systématiquement les résultats observés au cours des cinq dernières années.

§ 3. L'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique peut imposer, en sus du support papier, un support informatique. Elle fixe les modalités de présentation du rapport d'analyses dans un format compatible avec la banque de données des services compétents de la Région wallonne.

Sous-section 5. — Rapport d'analyses

Art. 56. Les résultats d'analyse sont repris dans un rapport, signé par le responsable du laboratoire agréé; ce rapport est, dans les huit jours de sa réception, transmis par l'exploitant au fonctionnaire technique, au fonctionnaire chargé de la surveillance, au fonctionnaire du Ministère de la Région wallonne compétent en matière d'eaux ainsi qu'aux Bourgmestres des communes d'implantation du CET.

Il rapporte également les volumes mensuels de lixiviats recueillis, sur la base des dispositifs mis en place par l'exploitant. Ceux-ci sont représentés de manière cumulative sur des graphiques à l'échelle adéquate.

Sous-section 6. — Contrôle des eaux de surface et lixiviats

Art. 57. Des prélèvements, en vue d'analyses, sont effectués trimestriellement sur le lixiviat dans le bassin de collecte ou en amont immédiat de celui-ci, à la sortie de la station d'épuration et sur les eaux de surface susceptibles d'être directement affectées ou polluées, en amont et en aval immédiats du CET.

Sauf dérogation accordée par l'autorité compétente sur avis du fonctionnaire technique, les analyses portent sur les paramètres suivants : température in situ, pH in situ, conductivité in situ, COT, Cl⁻, SO₄⁻, Cu, Zn, As, Cd, Cr total, Hg, Ni, Pb, Sb, Cr⁶⁺, Sn, phénols, fluorures, hydrocarbures totaux. Il est également procédé à une évaluation qualitative des composés organiques présents à l'aide d'un chromatographe en phase gazeuse couplé à un spectromètre de masse ou d'un dispositif équivalent.

Les données enregistrées relatives au fonctionnement de la station d'épuration recueillies en fonction des impositions de l'article 46, § 1^{er}, du présent arrêté sont jointes au rapport d'analyse visé à l'article 55 du présent arrêté.

Le fonctionnaire technique peut, à tout moment, au vu des résultats, modifier la liste des endroits sur lesquels les échantillons sont prélevés et la liste des paramètres à analyser ainsi que la fréquence des prélèvements et analyses.

Sous-section 7. — Contrôle des eaux souterraines

Art. 58. Semestriellement, dans le courant des mois de mars et de septembre, des prélèvements sont effectués sur les eaux souterraines des piézomètres.

Préalablement à la prise de l'échantillon, il est procédé, si possible, pendant au moins une heure et en tout cas jusqu'à stabilisation du niveau piézométrique et de la conductivité mesurée, à un pompage de la nappe à un débit adéquat.

Outre la mesure du niveau statique de la nappe, les analyses sauf dérogation accordée par l'autorité compétente sur avis du fonctionnaire technique portent sur les paramètres suivants : température in situ, pH in situ, conductivité in situ, COT, Cl⁻, SO₄⁻, Cu, Zn, As, Cd, Cr total, Hg, Ni, Pb, Sb, Cr⁶⁺, Sn, phénols, fluorures, hydrocarbures totaux. Il est également procédé à une évaluation qualitative des composés organiques présents à l'aide d'un chromatographe en phase gazeuse couplé à un spectromètre de masse ou d'un dispositif équivalent.

Les données enregistrées relatives à la fluctuation de la (des) nappe(s) phréatique(s), recueillies en fonction des impositions de l'article 45, § 1^{er}, du présent arrêté, sont jointes au rapport d'analyses visé à l'article 55 du présent arrêté.

Sur avis du fonctionnaire technique l'autorité compétente peut, à tout moment, au vu des résultats, modifier la liste de piézomètres sur lesquels les échantillons sont prélevés et la liste des paramètres à analyser ainsi que la fréquence des prélèvements et analyses.

CHAPITRE VI. — Air

Section 1^{re}. — Maîtrise des biogaz

Sous-section 1^{re}. — Récolte des biogaz

Art. 59. § 1^{er}. L'exploitant prévient la migration de gaz dans l'air et dans les sols environnant le site. En particulier, pour les cellules où sont enfouis des déchets biodégradables, il installe un réseau de récupération des gaz.

L'exploitant s'assure que la distance prévue entre les puits de captage des biogaz permet de réaliser un captage actif et le plus complet possible du biogaz aux endroits où il est généré.

La masse de déchets biodégradables est maintenue en permanence sous dépression à l'aide d'un dispositif efficace installé progressivement dès le début de l'exploitation. Les biogaz sont collectés mécaniquement. Les puits de dégazage sont montés au fur et à mesure de l'exploitation.

§ 2. Sur la base du débit théorique de biogaz qui sera produit dans cinq ans, à compter du premier déversement, la puissance de l'installation de traitement respecte un coefficient de « suréquipement » de 1,3 minimum.

De plus, le nombre d'unités composant l'installation de traitement est tel, qu'en toutes circonstances, si une unité est à l'arrêt, l'ensemble de la production de biogaz soit toujours traité.

Tous les trois ans, au moins, l'exploitant vérifie les productions réelles de biogaz. Sur cette base, au besoin, l'installation de traitement est adaptée. Les résultats de ces investigations sont sans délai communiqué au fonctionnaire technique.

§ 3. Les équipements participant à la collecte des biogaz sont régulièrement entretenus et maintenus en parfait état de fonctionnement. Toute défectuosité et toute fuite sont immédiatement réparées.

Les mesures nécessaires sont prises pour protéger les composants du système – canalisations, puits, postes de mesure et de contrôle, récolteurs de condensats, etc. –, du charroi – chocs, écrasement, vibrations, distances de sécurité – et du vandalisme.

Des séparateurs de condensats sont installés aux points bas des lignes de dégazage. Ces condensats sont gérés de la même manière que les lixiviats.

Sous-section 2. — Caractérisation, élimination et valorisation des biogaz

Art. 60. § 1^{er}. Au cas où le biogaz ne peut être valorisé pour produire de l'énergie dans une installation de valorisation, il est brûlé dans des torchères.

§ 2. Les torchères, en régime, répondent aux conditions suivantes :

- combustion oxydante à une température supérieure à 1 200 °C;
- combustion quasi adiabatique avec absence de zones froides;
- temps de séjour dans la zone de combustion des gaz de CET au moins égal à 300 millisecondes à 1 200 °C;
- réglage automatique du mélange gaz-air, dans un ratio optimal.

Les torchères sont munies d'un dispositif central d'autocontrôle de fonctionnement permettant de connaître à tout moment, sur le lieu d'exploitation, leur état de fonctionnement.

Les paramètres, en temps réel attestant du fonctionnement – dont au minimum le débit du biogaz brûlé, la température de combustion de la torchère, les concentrations en CH₄, CO₂, CO et O₂, ainsi que la date et l'heure des mesures – peuvent faire l'objet d'un contrôle aisé sur place. Ces appareils sont entretenus, tarés et calibrés aux fréquences indiquées par le constructeur.

Les valeurs antérieures de ces paramètres, portant sur les cinq années écoulées, sont enregistrées sur support informatisé et sur papier et tenues à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance, au format éventuellement fixé par ce dernier, qui peut en disposer dans les 24 heures de sa demande.

§ 3. Des prélèvements sont réalisés en vue d'analyses annuelles des fumées de combustion à la sortie des unités de traitement ou de valorisation. Ils portent sur des analyses qualitatives et semi-quantitatives de tous les organiques détectés et des analyses quantitatives pour le benzène, le toluène, le chlorure de vinyle, ainsi que CO, O₂, N₂, CO₂, NO_x et SO₂.

§ 4. Des prélèvements sont réalisés en vue d'analyses semestrielles complètes sur le biogaz non brûlé à l'entrée des installations de traitement ou de valorisation. Ils portent principalement sur des analyses quantitatives de CH₄, CO₂, O₂, N₂, H₂, H₂S, benzène, toluène, xylène, chlorure de vinyle et des analyses qualitatives et semi-quantitatives des composés organiques et dérivés organométalliques, organo-soufrés, -azotés, -halogénés, -chlorés. La teneur en soufre, calculée sur H₂S et les composés soufrés, ne peut excéder 50ppm.

§ 5. Les installations de valorisation de biogaz sont accompagnées d'au moins une torchère. Cette dernière peut, en cas d'arrêt de l'unité de valorisation, détruire l'ensemble des gaz générés par le CET.

En cas d'arrêt accidentel des installations de valorisation du biogaz ou si celles-ci n'assurent pas la combustion de tous les biogaz qu'elles reçoivent, l'exploitant en informe immédiatement, par message télécopié, le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Dès que le placement d'un complexe d'étanchéité drainage supérieur provisoire ou définitif, visé à l'article 16, 5° du présent arrêté, est achevé sur un secteur déterminé, un dispositif complémentaire de collecte et d'acheminement du biogaz est réalisé par l'intermédiaire de ce complexe.

Section 2. — Odeurs, mesures à l'immission et paramètres météorologiques

Art. 61. § 1^{er}. L'exploitant réduit les émissions atmosphériques et olfactives provenant du CET, sans porter atteinte à l'efficacité du système de collecte du biogaz.

§ 2. L'exploitant d'un CET où sont enfouis des déchets biodégradables installe au moins deux stations de mesure de la qualité de l'air, dans les six mois du premier déversement.

Ces stations, réalisent :

- en continu : la mesure du méthane;
- en discontinu, le prélèvement d'échantillons de manière à faire analyser par un laboratoire agréé conformément à l'article 64 : le limonène, le p-cymène, le benzène, le toluène, l'éthylbenzène et les xylènes.

Préalablement à l'installation des stations de mesure de la qualité de l'air, l'exploitant soumet à l'approbation du fonctionnaire technique un cahier de charges comprenant notamment :

- les localisations proposées en coordonnées Lambert (X, Y) et nivellement national (Z);
- la conception de chaque poste et station, plans à l'appui;
- les techniques proposées pour les mesures imposées y compris les sensibilités et limites de détection de ces méthodes, la périodicité de l'entretien de ces stations, ainsi que celle des tarages et calibrages des appareils;
- les conditions dans lesquelles un prélèvement discontinu doit être réalisé;
- les méthodes d'acquisition des données;
- les modes de communication des résultats et le contenu du rapport au fonctionnaire technique, au fonctionnaire chargé de la surveillance et aux Bourgmestres des communes d'implantation du CET.

§ 3. Le site d'un CET où sont enfouis des déchets biodégradables est équipé, en un endroit déterminé en accord avec le fonctionnaire chargé de la surveillance, d'une station météorologique, comportant une girouette, un anémomètre, un thermomètre de l'air, un pluviomètre, un baromètre et un hygromètre.

Les mesures sont enregistrées à une fréquence fixée par le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Section 3. — Poussières

Art. 62. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire au mieux les émissions de poussières. A cet effet, les voiries intérieures sont régulièrement nettoyées; au besoin, elles sont régulièrement arrosées.

*Section 4. — Contrôles**Sous-section 1^{re}. — Champ d'application*

Art. 63. La présente section s'applique aux prélèvements, aux mesures et aux analyses, réalisés conformément aux articles 60 et 61 du présent arrêté.

Sous-section 2. — Agrément

Art. 64. Les prélèvements, le conditionnement, le transport, le stockage des échantillons et les analyses de ceux-ci, effectués en vertu des procédures de contrôle, le sont selon les règles de l'art par un laboratoire agréé pour les prélèvements et analyses dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique. Le calibrage et le tarage des appareils de mesure sont également effectués par un tel laboratoire agréé.

Sous-section 3. — Prélèvements ponctuels

Art. 65. § 1^{er}. Les dates et heures de prélèvements ponctuels, requis en vertu de l'article 60, §§ 3 et 4, sont communiquées par l'exploitant au moins cinq jours ouvrables à l'avance par message télécopié au :

- fonctionnaire technique;
- fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 2. Sont repris sur chaque document faisant mention du prélèvement :

- la date, l'heure du prélèvement ainsi que le nom de l'opérateur;
- la référence et les coordonnées précises du point de prélèvement (X, Y en Lambert et Z nivellement national);
- toute observation particulière éventuelle.

Sous-section 4. — Résultats des analyses

Art. 66. § 1^{er}. Les résultats des mesures et analyses requises en vertu du présent chapitre sont annexés au registre visé à l'article 25 du présent arrêté. Ils sont présentés sous la forme de :

- tableaux de chiffres;
- graphiques reprenant systématiquement les résultats observés au cours des cinq dernières années.

§ 2. Le fonctionnaire technique peut imposer, en sus du support papier, un support informatique. Il fixe les modalités de présentation du rapport d'analyses dans un format compatible avec la banque de données des services compétents de la Région wallonne.

Sous-section 5. — Communication des rapports d'analyses et des autres mesures

Art. 67. § 1^{er}. Les résultats des analyses requis en vertu de l'article 60 §§ 3 et 4 sont repris dans un rapport, signé par le responsable du laboratoire agréé, lequel est dans les huit jours de sa réception transmis par l'exploitant au fonctionnaire technique, au fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi qu'aux Bourgmestres des communes d'implantation du CÉT.

§ 2. Annuellement, l'exploitant communique aux mêmes personnes :

- les volumes mensuels de gaz éliminés, sur la base des dispositifs mis en place par l'exploitant.

Ceux-ci sont représentés de manière cumulative sur des graphiques à l'échelle adéquate;

- les résultats des mesures réalisées en application de l'article 61, § 3.

§ 3. Les résultats des analyses requises en vertu de l'article 61, § 2 sont communiqués selon les modalités approuvées par le fonctionnaire technique.

Sous-section 6. — Modification des obligations

Art. 68. L'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, peut à tout moment, au vu des résultats, modifier la liste des endroits sur lesquels les échantillons sont prélevés en vertu du présent chapitre et la liste des paramètres à analyser ainsi que la fréquence des prélèvements et analyses.

CHAPITRE VII. — *Sûretés et assurances**Section 1^{re}. — Sûretés*Sous-section 1^{re}. — Constitution de la sûreté

Art. 69. § 1^{er}. La sûreté visée à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, tant en ce qui concerne sa partie relative à la remise en état du CET qu'en ce qui concerne la partie relative à la post-gestion; est intégralement constituée avant le début des déversements, sauf lorsque l'autorité compétente dispose que la constitution de la sûreté est fractionnée en tranches conformément à l'article 55, § 2, du même décret.

§ 2. Lorsque la sûreté est constituée sous la forme d'une ou plusieurs garanties bancaires indépendantes au bénéfice de l'Office, elle répond aux conditions suivantes :

— il s'agit d'une garantie bancaire à première demande au bénéfice de l'Office, le garant s'engageant à libérer le montant garanti dans un délai d'un mois à dater de l'envoi par courrier recommandé à la poste de la demande de libération de la garantie par l'Office pour défaut d'exécution des obligations du débiteur ou dans un délai d'un mois à dater du jugement déclaratif de faillite du débiteur;

— le garant y déclare expressément renoncer au bénéfice de discussion et de division, au bénéfice des articles 2036, 2037 et 2039 du code civil et, en général, au bénéfice de tout avantage et exception juridiquement prévus en faveur du garant à l'encontre tant du débiteur que de l'Office;

— l'exécution des obligations du débiteur en matière de remise en état et de post-gestion découlant du décret du 27 juin 1996 relatif au déchets, plus particulièrement de ses articles 13 et 19, ainsi que des obligations imposées par le présent arrêté y est garantie de façon inconditionnelle.

§ 3. Une copie des preuves de constitution de la sûreté visée ci-dessus et des ajustements ultérieurs, notamment ceux prévus au § 4 est, avant le début de l'exploitation, communiquée par l'exploitant au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Sous-section 2. — Libération de la sûreté

Art. 70. § 1^{er}. L'exploitant peut solliciter la libération d'une ou plusieurs tranches de la partie de la sûreté relative à la remise en état du CET, avant l'extinction totale de ses obligations, en raison de la remise en état de certaines cellules.

Il adresse sa demande au fonctionnaire technique et produit, à l'appui de celle-ci, un argumentaire détaillé démontrant notamment que les impositions relatives aux travaux de remise en état énumérés dans les conditions du permis ont été respectées pour les secteurs considérés, ou, à tout le moins, le degré d'avancement de ces travaux.

§ 2. L'exploitant peut solliciter la libération de la partie de la sûreté relative à la post-gestion lorsqu'il considère que le CET n'est plus susceptible d'entraîner un danger pour l'environnement.

Il adresse sa demande au fonctionnaire technique et produit, à l'appui de celle-ci, un argumentaire détaillé démontrant notamment que les conditions relatives à la post-gestion du CET ont été respectées.

Le fonctionnaire technique peut autoriser la levée de tout ou partie de cette partie de la sûreté.

Section 2. — Assurances

Art. 71. L'exploitant souscrit un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant de l'exploitation du CET et en transmet copie au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance avant toute mise en exploitation. Ce contrat stipule :

— qu'aucune nullité, exception ou déchéance ne sera opposée aux tiers lésés;

— que sa suspension ou sa résiliation ne produira effet qu'après l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date à laquelle la cause de la suspension ou de la résiliation a été notifiée au Ministre.

CHAPITRE VIII. — *Régimes transitoires et dispositions finales**Section 1^{re}. — Composition du plan d'aménagement du site du CET*

Art. 72. § 1^{er}. Le plan d'aménagement visé à l'article 180 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est introduit en 5 exemplaires et comprend les données suivantes :

1° la conformité du CET par rapport aux obligations prévues par le présent arrêté;

2° les capacités professionnelles, techniques et financières de l'exploitant et de son personnel;

3° les mesures prises pour éviter les accidents et limiter leurs conséquences;

4° la garantie financière constituée par l'exploitant tant pour la phase relative à la remise en état que pour la phase relative à la post-gestion;

5° toutes mesures correctrices devant être prises pour se conformer aux exigences du présent arrêté et les délais nécessaires à cette mise en conformité.

Dès réception, l'autorité compétente en adresse quatre exemplaires au fonctionnaire technique pour avis. Elle dispose d'un délai de trois cents jours pour statuer sur le plan d'aménagement susvisé, conformément à l'article 180 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Tant l'autorité compétente que le fonctionnaire technique peuvent :

1° exiger de l'exploitant la communication de toute information complémentaire relative aux données visées aux points 1° à 5° du premier alinéa du présent paragraphe;

2° inspecter le CET pour vérifier si les aménagements projetés permettront de répondre aux exigences du présent arrêté.

§ 2. Sans préjudice du terme prévu par les autorisations d'exploiter, délivrées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitation du CET ne peut être poursuivie que si celui-ci répond, à partir du 16 juillet 2009, aux conditions prévues par le présent arrêté, à l'exception des articles 8 et 9.

Dans le cas contraire, l'autorité fixe le délai endéans lequel l'exploitation du CET prend fin. Ce délai ne peut excéder quatre ans.

En outre, sans préjudice aux alinéas précédent du présent paragraphe, dans le cas d'un CET de classe 1 ou de classe 5.1, l'exploitant répond aux critères fixés par les articles 7 et 21 du présent arrêté au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

La fin de l'exploitation ne porte pas préjudice aux obligations de remise en état et de post-gestion.

Section 2. — Dispositions modificatives, abrogatoires et finales

Art. 73. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées est abrogé.

Art. 74. A l'article 3, 2°, *f*, de l'arrêté du gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et des plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage, le terme « destination » est remplacé par le terme « gestion ».

Art. 75. § 1^{er}. A l'article 5, 2°, *c*, de l'arrêté du gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et des plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage, les termes « pour matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau, tel que visé à l'article 20, § 2, alinéa 3 du décret » sont supprimés.

§ 2. A l'article 5, 3°, de l'arrêté du gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et des plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage, la seconde phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Sont assimilés aux matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage, et peuvent être gérés comme tels, mais non exclusivement :

- les déchets résultant de l'entretien des bassins d'orage;
- les déchets résultant du nettoyage des égouts et des fossés le long des voies de communication;
- à l'exception toutefois des déchets exogènes.

Dans le cas d'une telle gestion, les critères de classification définis à l'article 4, § 1^{er}, du présent arrêté s'appliquent à ces déchets assimilés ».

Art. 76. Les articles 18 à 24 de l'arrêté du gouvernement wallon du 30 novembre 1995, relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et des plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage, sont abrogés.

Art. 77. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, il est ajouté un point rédigé comme suit :

« 24° Centre d'enfouissement technique réservé à l'usage exclusif d'un producteur de déchets : un centre d'enfouissement technique réservé à l'usage exclusif du producteur initial de déchets ou de ses filiales. »

Art. 78. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe 1

Étanchéité des centres d'enfouissement technique imposée en vertu des articles 9, 10, 11, 15 et 61

CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX

Dans le cadre des travaux d'aménagement des CET de classes 1, 2, 4-B, 5.1 et 5.2, l'exploitant fournit au fonctionnaire technique pour approbation, sur la base d'une investigation menée par un laboratoire reconnu, les origines et les caractéristiques des matériaux qu'il compte utiliser.

Les caractéristiques reprises ci-après concernent principalement les matériaux argileux et les feuilles de polyéthylène haute densité (PEHD). Ces indications n'interdisent pas l'utilisation d'autres matériaux dont les performances sont démontrées équivalentes. Au besoin, le fonctionnaire technique, sur base de propositions étayées de l'exploitant, précisera les impositions techniques spécifiques au cas par cas.

De plus, l'autorité compétente peut être amenée à édicter des conditions complémentaires dans l'optique d'un code de bonne pratique.

L'étanchéité minérale (matériaux argileux rapportés ou remaniés)

A. Identification des caractéristiques du gisement :

Les matériaux doivent répondre :

- aux critères de nature, de perméabilité et d'ouvrabilité;
- aux caractéristiques de résistance et de tenue dans le temps.

A cette fin, les essais accomplis par l'exploitant établissent les corrélations entre ces paramètres dans le dessein de permettre les opérations de contrôle.

B. Contrôle de conformité intrinsèque :

Des essais doivent permettre de vérifier que le matériau fourni provient du gisement identifié préalablement et qu'il peut être mis en œuvre dans de bonnes conditions d'humidité et de compacité afin d'atteindre les performances requises.

C. Technique de mise en œuvre :

L'argile est mise en place par couches croisées, d'une épaisseur de 20 ± 5 centimètres, compactées individuellement selon les règles de l'art, aux alentours de l'optimum Proctor.

Le rôle de la première couche déposée et compactée, sur le fond de forme, est essentiellement celui d'une protection.

Les autres couches, pour obtenir les épaisseurs requises, sont énergiquement compactées en vue de garantir un effet d'imperméabilisation respectant en tous points du massif les impositions reprises sous le paragraphe D.

Le travail mécanique (compactage, humidification, séchage) est poursuivi jusqu'à ce que les prescriptions imposées soient atteintes couche par couche.

D. Contrôle de la mise en œuvre :

La fréquence des essais et mesures est déterminée dans le permis d'environnement sans être inférieure à celle reprise au tableau ci-après.

Le coefficient de perméabilité moyen sur l'ensemble des mesures ne dépasse pas 1×10^{-9} m/s pour une argile saturée en eau, aucune mesure ne pouvant donner un résultat supérieur à 3×10^{-9} m/s.

	Mesures	Fréquence
	I. In situ	
I.1.	Compacité	1 essai par 4 000 m ² et par couche (1)
I.2.	Épaisseur de la couche	1 essai par 500 m ² et par couche (1)
I.3.	Épaisseur globale	1 essai par 2 000 m ² (1)
I.4.	Coefficient de perméabilité	1 essai par 4 000 m ² (2)
	II. En laboratoire	
II.1.	Teneur en eau	1 essai par 500 m ² et par couche (2)
II.2.	Coefficient de perméabilité au perméamètre triaxial	1 essai par 2 000 m ² et par couche (2)
II.3.	Compacité sur échantillon non remanié	1 essai par 2 000 m ² et par couche (1)
II.4.	Limites d'Atterberg	1 essai par 2 000 m ² et par couche (1)
II.5.	Analyse granulométrique	1 essai par 4 000 m ² et par couche (1)
II.6.	Capacité d'Echange de Cations	1 essai par 4 000 m ² et par couche (1)
II.7.	Diffraction X (analyse minéralogique)	1 essai par 4 000 m ² et par couche (1)
II.8.	Essais Proctor	1 essai par 4 000 m ² et par couche (1)

(1) et au minimum 6 mesures par cellule

(2) et au minimum 10 mesures par cellule

Dans tous les cas, les emplacements des essais sont repérés, relevés et consignés dans le journal des travaux. Les trous ainsi réalisés pour exécuter les essais sont rebouchés avec des granulés de bentonite gonflante, la nature de la bentonite étant adaptée aux caractéristiques des lixiviats.

1.2. Les géomembranes (PEHD)

Les géomembranes PEHD (PolyÉthylène Haute Densité) sont, sauf impossibilité technique, assemblées par une double soudure effectuée par des personnes qualifiées.

Les soudures sont intégralement vérifiées, même aux points triples, par un organisme qualifié de compétence reconnue n'ayant aucun lien de dépendance avec l'exploitant du CET.

Sauf inefficacité avérée du dispositif, l'exploitant met en place et maintient en service permanent, jusqu'au premier déversement de déchets sur le secteur considéré, un dispositif électrique de détection de fuite. Les défauts de géomembrane ainsi constatés sont immédiatement réparés et contrôlés selon les règles de l'art.

2. Dispositif type d'étanchéité de fond et de flancs pour un CET de classe 2

Le fond et les flancs du CET sont, après profilage de l'assiette du site, recouverts d'un complexe d'étanchéité drainage inférieur présentant des performances au moins équivalentes à celles du dispositif détaillé ci-dessous.

Sur le fond, de bas en haut :

- une couche de compensation minérale d'environ 15 centimètres d'épaisseur;
- un corroi d'argile mis en place par couches d'épaisseur 20 ± 5 centimètres. Son épaisseur minimale atteint 1 mètre;
- en cas d'inefficacité avéré du dispositif électrique de détection de fuite, une couche pulvérulente de bentonite calcaïque de 5 millimètres d'épaisseur ou un géocomposite bentonitique;
- une géomembrane PEHD de 2 millimètres d'épaisseur minimum;
- un géotextile antiperforation;
- une nappe drainante de 50 centimètres d'épaisseur constituée de 30 centimètres de concassés, de granulométrie adaptée, présentant un coefficient K de perméabilité au moins égal à 1×10^{-2} m/s, et surmontée d'une autre nappe de 20 centimètres de concassés de granulométrie plus fine et compatible avec celle de la nappe inférieure; la nappe inférieure est complétée par un réseau de drains tubulaires de résistance mécanique et chimique adéquate;
- un géotextile anticontaminant ou une géogrille;
- s'il s'agit d'un géotextile, une couche de protection en matériaux minéraux présentant un coefficient K de perméabilité au moins égal à 1×10^{-3} m/s, d'au moins 20 centimètres d'épaisseur.

Sur les flancs, de bas en haut :

- à partir du fond, sur une longueur de cinq mètres mesurés verticalement, le même dispositif que sur le fond, à l'exception du premier et du troisième item; toutefois, le sixième item - « nappe drainante » - est remplacé par un gabionnage continu présentant une épaisseur d'au moins 25 centimètres;
- sur les autres parties des flancs :
- un corroi d'argile mis en place par couches, d'épaisseur 20 ± 5 centimètres. Son épaisseur atteint au moins 60 centimètres;
- une géomembrane PEHD de 2 millimètres d'épaisseur minimum;
- un géotextile antiperforation et antiglisement;
- des gabions de 25 centimètres d'épaisseur (dont la surface est d'au moins 20 % de celle du talus), remplis de concassés, disposés tous les 10 mètres au plus en épis ou inclinés, les espaces entre les gabions devant être comblés à l'aide de sable stabilisé;
- un géotextile anticontaminant ou une géogrille;
- s'il s'agit d'un géotextile, une couche de protection en matériaux minéraux, présentant un coefficient K de perméabilité au moins égal à 1×10^{-3} m/s, d'au moins 20 centimètres d'épaisseur.

A l'interface entre les cellules :

— Les cellules destinées à accueillir des déchets organiques biodégradables sont séparées des cellules accueillant d'autres types de déchets peu compressibles par un dispositif adéquat.

A cet effet, après reprofilage des déchets peu compressibles, il est apposé par dessus ceux-ci le système d'étanchéité-drainage suivant ou tout autre présentant des performances au moins équivalentes :

- une couche de compensation de granulométrie fine (< 2 millimètres), éventuellement légèrement stabilisée, de 15 centimètres d'épaisseur;
- une géomembrane en PEHD de 2 millimètres d'épaisseur minimum;
- une géogrille drainante.

Un drain de collecte des lixiviats, raccordé au réseau de collecte principal est implanté à la base de ce système.

3. Couverture du CET

3.1. Pour les CET ou cellules ayant accueilli des déchets biodégradables, lorsque les déversements de déchets ont pris fin sur un secteur déterminé, l'exploitant installe, dans les meilleurs délais un complexe d'étanchéité drainage supérieur provisoire comportant à tout le moins, de bas en haut, après reprofilage des déchets :

- une couche de couverture intermédiaire d'au moins 15 centimètres d'épaisseur;
- un géosynthétique drainant à très haut indice de vide accompagné de canalisations de collecte raccordées au réseau d'élimination des gaz de CET, sur les secteurs qui sont le siège d'une production de biogaz;
- une couche de terres de seconde catégorie d'épaisseur définie en fonction du propos.

Un ensemencement dense à l'aide de graminées est effectué dans les meilleurs délais. Les zones ainsi provisoirement aménagées sont très régulièrement entretenues.

Lorsque le rapport relatif à l'observation des tassements révèle, par rapport à la situation en fin d'exploitation, un taux annuel de tassement relatif inférieur à 1,5 % sur l'ensemble d'une cellule du CET après la fin définitive des déversements de déchets, la couche de terres de seconde catégorie est pour l'essentiel retirée et, après un reprofilage éventuel à l'aide exclusive de matériaux inertes, un complexe d'étanchéité drainage supérieur définitif est mis en place.

De même dans les cellules à très faible dégazage et très faible tassement, l'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique peut autoriser l'exploitant à poser le complexe d'étanchéité drainage supérieur définitif directement après les derniers déversements de déchets.

3.2. Le complexe d'étanchéité drainage supérieur définitif répond aux conditions suivantes :

	CET ou cellules accueillant des déchets biodégradables	CET ou cellules n'accueillant pas de déchets biodégradables par classe de CET							
		1	2	3	4A	4B	5.1.	5.2.	5.3.
Couche de drainage des gaz	R	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
Revêtement étanche synthétique	R	R	R	NR	NR	NR ⁽¹⁾	R	R	NR
Couche minérale imperméable	R	R	R	NR	NR	R ⁽¹⁾	R	R	NR
Couche minérale de drainage des eaux d'épaisseur égale ou supérieure à 0,5 m ⁽²⁾	R	R	R	NR	NR	R	R	R	NR
Couche de terre ⁽²⁾ de revêtement d'épaisseur égale ou supérieure à 1 m	R	R	R	R	R	R	R	R	R

R : requis

⁽¹⁾ ou l'inverse, l'une des deux étant requise.

NR : non requis

⁽²⁾ ou matériaux équivalents.

Les matériaux utilisés et leur mise en œuvre sont conformes aux exigences du point 1 de la présente annexe.

3.3. Le dispositif suivant est pris comme référence et le complexe d'étanchéité drainage supérieur définitif devra présenter, sous réserve du point 3.2., des performances au moins équivalentes à celui-ci; de bas en haut :

— une couche de couverture intermédiaire d'au moins 15 centimètres d'épaisseur;

un géosynthétique drainant à très haut indice de vide accompagné de canalisations de collecte raccordées au réseau d'élimination des gaz de CET; toutefois, dans les cellules à très faible dégazage, la simple pose d'évents peut être envisagée;

— une couche d'argile présentant une épaisseur d'au moins 80 centimètres;

— une géomembrane PEHD de 1,5 millimètre d'épaisseur minimum; dans la mesure du possible, elle est solidarisée avec celle posée sur les flancs du CET;

— un géosynthétique drainant à très haut indice de vide accompagné de canalisations de collecte raccordées au réseau d'élimination pour les eaux météoriques;

— une couche de terres de seconde catégorie d'au moins 70 centimètres d'épaisseur contenant moins de 33 % en masse d'éléments pierreux, de dimensions inférieures à 15 centimètres et compatible avec le réaménagement végétal prescrit, surmontée d'une couche de recouvrement final constituée de terre arable (provenant de la région proche du CET) de 30 centimètres d'épaisseur minimum.

3.4. Après la mise en place de la couche de terre de revêtement, dans les meilleurs délais, l'exploitant procède au réaménagement végétal avec des essences locales, en compatibilité avec la saison propice et sans préjudice de l'article 28, § 2 du CWATUP.

En vue de ralentir l'érosion et de permettre la colonisation par des espèces de la flore locale, un mélange à base de Fétuque (*Festuca rubra*) selon une densité de 3 kg/are est semé. S'ils sont requis, des massifs d'arbustes sont implantés avec un écartement entre pieds de 1,5 mètre par 1,5 mètre, une disposition en blocs de 20 ou 30 plants constitués selon les proportions fixées. Les massifs sont distants l'un de l'autre, selon leur surface, de 20 à 25 mètres (de bord à bord).

3.5. Après tout tassement, la pente résiduelle moyenne (en tous points) ne peut être inférieure à 3 %.

De plus, sans préjudice de cette condition et des prescriptions du CWATUP :

— la cote maximale après tassement ne peut être supérieure à celle autorisée par le permis;

l'exploitant prend les dispositions adéquates afin de limiter les effets des tassements différentiels, en particulier aux limites relatives des cellules et des secteurs ainsi qu'aux jonctions entre le complexe d'étanchéité drainage supérieur et les dispositifs prévus pour le dégazage ainsi qu'avec les flancs;

— plus généralement, le profil final après remise en état s'intègre harmonieusement dans l'environnement.

La remise en état est menée de façon à assurer le ruissellement naturel, à ne pas perturber le drainage des terrains avoisinants pendant et après remise en état du CET et à éliminer la stagnation des eaux météoriques tant en surface qu'au sein des déchets.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploiter des centres d'enfouissement technique.

Namur, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Annexe 2

Registre de CET

DATE : PAGE N° :
(paraphe)

Nombre de bordereaux encodés :

Nombre de refus éventuels :

Identification par immatriculation N° :

Avertissement à l'OWD par téléphone à heures

fax à heures

lettre le

Nombre d'annexes éventuelles :

Si analyses périodiques imposées, mentionner à cette date :

prise d'échantillons

réception du protocole

Nombre d'annexes éventuelles :

Si mesures en continu imposées :

⇒ Type : ⇒ Type : ⇒ Type :

Valeurs : Valeurs : Valeurs :

Nombre d'annexes éventuelles :

Observations :

Nombre d'annexes éventuelles :

Préposé(s) ce jour au contrôle d'entrée et sortie			
Nom	Heure DEBUT prestation	Heure FIN prestation	Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploiter des centres d'enfouissement technique.

Namur, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 987

[C — 2003/27135]

**27. FEBRUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 1999/31/EG des Rates vom 26. April 1999;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 6. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens der beratenden Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung;

Aufgrund des am 23. September 2002 abgegebenen Gutachtens der Regionalkommission für Abfälle;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Tatsache, dass es sich um die Umsetzung einer "Binnenmarkt"-Richtlinie handelt, deren Umsetzungsfrist am 16. Juli 2001 abgelaufen ist, und dass die Europäische Kommission den Europäischen Gerichtshof angerufen hat, dass die Wallonische Regierung letzten 24. Dezember das Gutachten des Staatsrats innerhalb einer Frist von einem Monat über den Vorentwurf des oben erwähnten Erlasses eingeholt hat, durch den eine Reihe von Bestimmungen der besagten Richtlinie umgesetzt werden, von denen einige zwangsläufig schnellstmöglich in Kraft treten müssen, insbesondere um die angemessene Anwendung des Dekrets vom 11. Juni 1999 über die Umweltgenehmigung zu gewährleisten, dass mehr als ein Monat nach dem Antrag auf ein Gutachten dieses Gutachten noch immer nicht abgegeben wurde;

Aufgrund des am 20. Februar 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2° des koordinierten Gesetzes über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 34.911/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen**Abschnitt 1 — Anwendungsbereich**

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass ist auf die unter der Rubrik Nr. 90.25 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betriebe anwendbar.

Abschnitt 2 — Definitionen

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

2.1. CWATUP: "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" (Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe);

2.2. technisches Vergrabungszentrum ("Centre d'Enfouissement technique" - CET): technisches Vergrabungszentrum, so wie es in Artikel 2, 18° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnt wird;

2.3. Nomenklaturerlass: Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

2.4. Natürliche Schutzzräume: die domanialen und anerkannten Naturschutzgebiete, die Forstschutzgebiete, die Natura 2000-Gebiete im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert durch die Dekrete des Wallonischen Regionalrats vom 11. April 1984, vom 16. Juli 1985, vom 7. Oktober 1985, vom 7. September 1989, vom 21. April 1994, vom 6. April 1995, vom 22. Januar 1998 und vom 6. Dezember 2001, die biologisch wertvollen Feuchtgebiete im Sinne des Erlasses vom 8. Juni 1989 Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Juni 1989 über den Schutz der biologisch relevanten Zonen und die unterirdischen Hohlräume wissenschaftlichen Interesses im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 1995;

2.5. Grubensole: natürliche oder umgeänderte Fläche, auf der je nach Fall direkt die Abfälle oder Abdichtungs- oder Entwässerungsschichten abgelagert werden;

2.6. Kapillarer Aufstieg: Anstieg des Wassers in den Poren des Bodens ab der Fläche des Grundwasservorkommens unter der Wirkung der oberflächlichen Spannungskräfte;

2.7. Zelle: Unterteilung eines technischen Vergrabungszentrums je nach Art der vergrabenen Abfälle;

2.8. Sektor: Unterteilung einer Zelle, in der die Abfälle gehandhabt oder vergraben werden und die 2 Hektar nicht überschreiten darf, außer wenn die zuständige Behörde nach eingeholter Stellungnahme des technischen Beamten eine andere Flächengröße festlegt;

2.9. Arbeitszone: Unterteilung eines Sektors, in dem die Abfälle gehandhabt oder vergraben werden und die 5 000 m² nicht überschreiten darf, außer wenn die zuständige Behörde nach eingeholter Stellungnahme des technischen Beamten eine andere Flächengröße festlegt;

2.10. Vergrabungszone: Fläche, auf der die Abfälle und deren Abwasser effektiv gehandhabt oder vergraben werden;

2.11. Technischer Beamter: der in Artikel 1, 16° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Beamte;

2.12. Mit der Überwachung beauftragter Beamter: der in Artikel 2, 25° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnte Beamte;

2.13. Biogase: die von den biologisch abbaubaren Abfällen erzeugten Gase;

2.14. Wasserfläche: natürliche oder künstliche Seen und Teiche;

2.15. Wasserlauf: jede Art von schiffbaren oder nichtschiffbaren Wasserläufen;

2.16. Amt: Wallonisches Amt für Abfälle;

2.17. Betreiber: der in Artikel 1, 8° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Betreiber oder dessen Vertreter.

Abschnitt 3 — Einstufung der technischen Vergrabungszentren

Art. 3 - Die technischen Vergrabungszentren werden in fünf Klassen aufgeteilt:

- Klasse 1: die in der Rubrik 90.25.01 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren;
- Klasse 2: die in der Rubrik 90.25.02 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren;
- Klasse 3: die in der Rubrik 90.25.03 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren;
- Klasse 4: die in der Rubrik 90.25.04 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren, das heißt:

- die in der Rubrik 90.25.04.01 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren – Klasse 4A;
- die in der Rubrik 90.25.04.02 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren – Klasse 4B;

- Klasse 5: die in der Rubrik 90.25.05 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren, das heißt:

- die in der Rubrik 90.25.05.01 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren – Klasse 5.1;
- die in der Rubrik 90.25.05.02 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren – Klasse 5.2;
- die in der Rubrik 90.25.05.03 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren – Klasse 5.3.

Abschnitt 4 — Herkunft der Abfälle

Art. 4 - § 1 - Jeglicher Abfall kann in einem technischen Vergrabungszentrum vergraben werden, wenn er den Kriterien des vorliegenden Erlasses entspricht, es sei denn, die technischen Eigenschaften des Geländes rechtfertigen eine Einschränkung der Art der zulässigen Abfälle.

§ 2 - Die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 3 zulässigen Abfälle müssen in jedem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 2 unter Einhaltung der Regeln der Vereinbarkeit der Abfälle angenommen werden können.

§ 3 - Unbeschadet des § 1 und ungeachtet der in den vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen festgelegten Beseitigungsmöglichkeiten in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 4 müssen die infolge von Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten aus dem Bett und den Ufern der Wasserläufe und -flächen entfernten Stoffe und die von der Regierung gleichgestellten Abfälle in folgenden technischen Vergrabungszentren angenommen werden können:

— in jedem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 2, wenn die Abfälle insbesondere den analytischen Kriterien der Zulässigkeit der Abfälle in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 2 genügen;

— in jedem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 3, wenn der inerte Charakter der Abfälle anerkannt ist.

Der Artikel 5 ist ebenfalls auf dieselben Stoffe anwendbar, deren Gefährlichkeit nachgewiesen ist.

Abschnitt 5 — Vergrabung von gefährlichen Abfällen in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 2 oder 5.2.

Art. 5 - § 1 - Stabile, nicht reaktive gefährliche Abfälle, zum Beispiel verfestigte oder verglaste Abfälle, deren Auslaugungsverhalten dem ungefährlicher Abfälle entspricht und die den maßgeblichen Annahmekriterien genügen, können in kleinen Mengen in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 2 oder 5.2 vergraben werden. Diese gefährlichen Abfälle werden in den technischen Vergrabungszentren nicht in Zellen deponiert, die für biologisch abbaubare, nicht gefährliche Abfälle bestimmt sind.

§ 2 - Die Genehmigung zur Annahme in einem technischen Vergrabungszentrum kann von der zuständigen Behörde erst nach einer Umweltbewertung gewährt werden, die von einem für die Kategorie "Abfallbewirtschaftung" zugelassenen Umweltverträglichkeitsprüfer durchgeführt wird und die Folgendes nachweist:

- die Risikolosigkeit für die Umwelt;
- die Tatsache, dass die kleinen Mengen gefährlicher industrieller Abfälle mit den im technischen Vergrabungszentrum aufgenommenen Abfällen vereinbar sind;
- dass die Umstände außergewöhnlich sind.

In der Genehmigung werden die im technischen Vergrabungszentrum zugelassenen Mengen und die spezifischen Bedingungen für die Vergrabung der in Paragraph 1 erwähnten Abfälle festgelegt.

§ 3 - Der Genehmigungsantrag für die Vergrabung von kleinen Mengen gefährlicher industrieller Abfälle in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 2 oder 5.2 wird von dem Betreiber bei der zuständigen Behörde eingereicht, die innerhalb einer Frist von hundert Tagen einen Beschluss fassen muss.

Abschnitt 6 — Erforderliche Rechte

Art. 6 - Während der gesamten Dauer des Betriebs und der Nachbewirtschaftung verfügt der Betreiber auf dem Betriebsgelände des technischen Vergrabungszentrums über ein Eigentums-, Nießbrauch-, Erbbau- oder Erbpachtrecht.

Abschnitt 7 — In den technischen Vergrabungszentren nicht zugelassene Abfälle

Art. 7 - Die Aufnahme in ein technisches Vergrabungszentrum der nachstehenden Abfälle ist verboten:

- 1° die flüssigen Abfälle, mit Ausnahme der Schlämme;
- 2° die gefährlichen Abfälle, die eines der folgenden Gefahreigenschaften aufweisen: H1, H2, H3 A, H3 B, H6, H8, H12 oder H13, im Sinne der Anlage III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs;
- 3° die Abfälle der Klasse B1 und B2 aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege im Sinne des Artikels 1, 5 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege;

4° die Abfälle, die eine der in der Anlage III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs festgelegten Gefahreneigenschaften aufweisen und die aus unbekanntem und/oder neuen chemischen Stoffen aus Tätigkeiten im Bereich der Forschung und Entwicklung oder des Unterrichtswesens bestehen und deren Auswirkungen auf den Menschen und/oder die Umwelt nicht bekannt sind;

5° die Abfälle, die nicht in Pellets verarbeitet werden können;

6° tierische Abfälle im Sinne des Artikels 1, 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 über die tierischen Abfälle;

7° die Stoffe, Geräte oder Gegenstände, die mehr als 50 mg/kg Polychlorbiphenyle und/oder Polychlorterphenyle enthalten;

8° die vollständigen Altreifen, mit Ausnahme der als Material verwendeten Reifen, und ab dem 1. Juli 2006 die geschredderten Altreifen. Die Fahrradreifen und die Reifen mit einem Durchmesser von mehr als 1 400 mm werden von der vorliegenden Bestimmung ausgeschlossen.

KAPITEL II — *Ansiedlung und Bau*

Abschnitt 1 — Mindestabstände der technischen Vergrabungszentren im Verhältnis zu bestimmten Gebieten des Sektorenplans und bestimmten Flächen

Art. 8 - § 1 - Der Mindestabstand zwischen der Vergrabungszone und den in Artikel 26, 27, 29 des "CWATUP" erwähnten Wohn- oder Freizeitgebieten oder den in Artikel 33 desselben, für das Wohnungswesen bestimmten Gesetzbuches erwähnten Bauerwartungsgebieten beträgt:

- 50 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 3, 4-A und 5.3;
- 100 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 2, 4-B und 5.2;
- 150 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 1 und 5.1.

§ 2 - Der Mindestabstand zwischen der Vergrabungszone und den in Artikel 35 des "CWATUP" erwähnten Agrargebieten beträgt:

- 15 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 3, 4-A und 5.3;
- 25 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 2, 4-B und 5.2;
- 50 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 1 und 5.1.

§ 3 - Der Mindestabstand zwischen der Vergrabungszone und den in Artikel 40, 1° des "CWATUP" erwähnten Perimetern beträgt:

- 25 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 3, 4-A und 5.3;
- 50 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 2, 4-B und 5.2;
- 75 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 1 und 5.1.

§ 4 - Der Mindestabstand zwischen der Vergrabungszone und den in Artikel 40, 4° des "CWATUP" erwähnten Perimetern beträgt:

- 100 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 3, 4-A und 5.3;
- 200 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 2, 4-B und 5.2;
- 300 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 1 und 5.1.

§ 5 - Die Ansiedlung eines technischen Vergrabungszentrums innerhalb eines in Artikel 40, 5° des "CWATUP" erwähnten Perimeters ist verboten.

Art. 9 - § 1 - Der Mindestabstand zwischen der Vergrabungszone und den Wasserläufen und Wasserflächen beträgt:

- 15 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 3 und 5.3;
- 25 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 2 und 5.2;
- 50 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 1 und 5.1.

§ 2 - Die Ansiedlung eines technischen Vergrabungszentrums innerhalb einer in dem Erlass vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers erwähnten Präventivzonen zum Schutze der naheliegenden Wasserentnahmestellen ist verboten.

Die technischen Vergrabungszentren der Klassen 1, 2, 4-B, 5.1 und 5.2 dürfen nicht innerhalb einer in dem Erlass vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers erwähnten entfernten Präventivzone oder Überwachungszone angesiedelt werden.

§ 3 - Der Mindestabstand zwischen der Vergrabungszone und den Naturschutzgebieten beträgt unbeschadet der besonderen Dekret- und vorschriftsmäßigen Bestimmungen bezüglich der Letzteren:

- 25 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 3, 4-A und 5.3;
- 50 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 2, 4-B und 5.2;
- 75 Meter für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 1 und 5.1.

Abschnitt 2 — Abdichtung und Entwässerung

Art. 10 - § 1 - Jedes technische Vergrabungszentrum wird auf einer Sohlen- und Flankenabdichtung installiert, die eine ausreichende Verminderungskapazität bietet, um die Kontaminierung des Bodens, Untergrunds und Grund- und Oberflächenwassers wirksam zu beschränken.

Zu diesem Zweck bestehen die Sohle und die Flanken des technischen Vergrabungszentrums aus Mineral- und Kunststoffen, die Anforderungen für die Undurchlässigkeit und die Dicke entsprechen, deren kombinierte Wirkung hinsichtlich des Schutzes des Bodens, Untergrunds, Grundwasser- und Oberflächenwassers mindestens derjenigen entspricht, die sich aus folgenden Anforderungen ergibt:

- technische Vergrabungszentren der Klassen 1 und 5.1.

— Mineralstoffe $K \leq 1,0 \times 10^{-9}$ m/s Dicke ≥ 5 m an der Sohle und am unteren Teil der Flanken, ≥ 1 m am oberen Teil der Flanken
und

— Kunststoffe Art: PEHD Dicke: ≥ 2 mm

— technische Vergrabungszentren der Klassen 2, 4B und 5.2.

— Mineralstoffe $K \leq 1,0 \times 10^{-9}$ m/s Dicke ≥ 1 m an der Sohle und am unteren Teil der Flanken, $\geq 0,6$ m am oberen Teil der Flanken

— Kunststoffe Art: PEHD Dicke: ≥ 2 mm für die Klassen 2 und 5.2 und $\geq 1,5$ mm für die Klassen 4B

— technische Vergrabungszentren der Klassen 3, 4A und 5.3.

— Mineralstoffe $K \leq 1 \times 10^{-7}$ m/s Dicke ≥ 1 m

K entspricht dem Durchlässigkeitskoeffizienten.

§ 2 - Die Abdichtung darf in allen Fällen nicht weniger als 0,5 Meter Dicke aufweisen, wobei das Entwässerungsmaterial von dieser Berechnung ausgeschlossen wird.

§ 3 - Das hergebrachte zur Abdichtung verwendete Material für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 1, 2, 4B, 5.1 und 5.2 entspricht den Kriterien der Anlage 1, Punkt 1.

Art. 11 - § 1 - Für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 1, 2, 4B, 5.1 und 5.2 befindet sich oberhalb der Sohlen- und Flankenabdichtung ein Drainagekörper, der einen perennierenden Durchlässigkeitskoeffizienten K von mindestens 10^{-2} m/s und eine Dicke von mindestens 0,5 m an der Sohle und 0,2 m an den Flanken aufweist. Dieser Entwässerungskörper kann am Oberteil der Flanken teilweise unterbrochen werden.

§ 2 - Die Beschottungen für die Drainagekörper sind frei von Feinpartikeln. Wenn sie mit saurem Sickerwasser in Kontakt kommen können, sind sie nicht kalkhaltig. In diesem Fall liegen der Glühverlust und der Ätzverlust unter 5%. Ihre mechanische Festigkeit muss im Hinblick auf die jeweilige Verwendung nachgewiesen werden.

Art. 12 - § 1 - Die vorherige Herrichtung des Geländes, sowie das Aufbringen der aufgeschütteten Abdichtungsschichten und der Drainagekörper werden derart durchgeführt, dass eine möglichst schwache Ansammlung von Sickerwasser auf dem Grund des technischen Vergrabungszentrums gewährleistet wird.

Nach dem Aushub und der Erneuerung der Oberflächenprofile, auf denen das untere Abdichtungs- und Entwässerungssystem aufgebracht wird, darf keine Abböschung mehr als $6/4$ (33° auf der Waagerechten) betragen. In jedem Fall muss diese Abböschung der Notwendigkeit angepasst werden, um jede Beanspruchung im Abdichtungsmaterial zu vermeiden.

Die Grubensohle eines jeden Sektors wird derart profiliert, dass das perennierende Gefälle mindestens 2% in Richtung des hauptsächlichsten Sammelpunktes oder der hauptsächlichsten Sammellinie des Sickerwassers beträgt.

§ 2 - Im Falle eines technischen Vergrabungszentrums der Klasse 2 werden die Sohle und die Flanken der technischen Vergrabungszentren nach der Profilierung der Grubensohle mit einem unteren Abdichtungs- und Entwässerungssystem bedeckt, der Leistungen aufweist, die mindestens mit denjenigen der in Punkt 2 der Anlage I angeführten Vorrichtung gleichwertig sind.

Art. 13 - Wenn nach Auffassung der zuständigen Behörde auf der Grundlage einer von dem Betreiber vorgeschlagenen Bewertung der Risiken für die Umwelt der Nachweis erbracht wird, dass das technische Vergrabungszentrum kein bedeutsames potenzielles Risiko für den Boden, Untergrund, Grund- und Oberflächenwasser nach sich zieht, können die in den Artikeln 10, 11 und 12 Anforderungen dementsprechend angepasst werden.

Abschnitt 3 — Überwachung der Arbeiten und Einrichtungen in den technischen Vergrabungszentren

Unterabschnitt 1 — Aufgaben der unabhängigen Prüfstelle

Art. 14 - § 1 - Jedes Lastenheft, das die genauen technischen Klauseln des Auftrags, sowie die Programme für die Kontrolle, Überwachung und Langzeitwartung, einschließlich der Nachbewirtschaftung der nachstehenden Arbeiten und Einrichtungen:

— die Planung und Installierung der unteren Abdichtungs- und Entwässerungsvorrichtungen und der Vorrichtungen für den Schutz der Sohle und der Flanken des technischen Vergrabungszentrums;

— die Planung und Installierung für die Sammlung, Lagerung und Verbringung des Sickerwassers;

— die Planung, Lokalisierung und Installierung der Piezometer;

— die Planung, Lokalisierung und Installierung der Anlagen zur Behandlung und Aufwertung der Biogase;

— die Planung und Installierung des oberen Abdichtungs- und Entwässerungssystems und des Systems zur Senkungsmessung nach Betriebsende während der Phasen der Wiederinstandsetzung und der Nachbewirtschaftung des Geländes;

enthält, wird einer unabhängigen, von dem Betreiber ausgewählten Prüfstelle zur Begutachtung unterbreitet, im Einverständnis ohne Vorbehalt mit dessen Versicherungsträger und nach Anhörung des technischen Beamten.

§ 2 - Vor Beginn der Arbeiten übermittelt der Betreiber dem technischen Beamten das Lastenheft und die Pläne in drei Exemplaren zur Genehmigung. Diesen Unterlagen wird das Gutachten der unabhängigen Prüfstelle beigelegt. Der technische Beamte verfügt über sechzig Tage, um einen Beschluss zu fassen.

§ 3 - Die Tests und Analysen bezüglich der Ausführung der in § 1 erwähnten Aufgaben werden von Laboratorien und Einrichtungen vorgenommen, die von dem Betreiber und der unabhängigen Prüfstelle unabhängig sind.

Unterabschnitt 2 — Überwachung und Abnahme der Arbeiten und Einrichtungen

Art. 15 - § 1 - Während der Durchführung der in Artikel 14 erwähnten Arbeiten und Einrichtungen und nach deren Abschluss übermittelt die unabhängige Prüfstelle dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten einmal im Monat einen ausführlichen Bericht mit folgenden Angaben:

— der Stand der Arbeiten;

— die durchgeführten Messungen und Kontrollen, sowie deren Ergebnisse;

— jede zweckdienliche Anmerkung bezüglich des Funktionierens der Baustelle.

§ 2 - Vor jeglicher Vergrabung von Abfällen in einem Sektor setzt der Betreiber den technischen Beamten von der Beendigung der Einrichtung des unteren Abdichtungs- und Entwässerungssystems und der Vorrichtung zur Sammlung und Verbringung des Sickerwassers in Kenntnis. Dieser Sektor kann lediglich unter Vorbehalt der schriftlichen Genehmigung des technischen Beamten in Betrieb gesetzt werden. Letzterer verfügt über sechzig Tage, um einen Beschluss zu fassen.

§ 3 - Der technische Beamte setzt die Bürgermeister der Gemeinden, in denen das technische Vergrabungszentrum angesiedelt ist, von den aufgrund des vorliegenden Artikels gefassten Beschlüsse in Kenntnis.

KAPITEL III — *Betrieb*

Abschnitt 1 — Verhütung der Belästigungen

Unterabschnitt 1 — Allgemeines

Art. 16 - Der Betreiber ist verpflichtet:

1° die Belästigungen und Gefahren, wie beispielsweise Geruchs- und Staubemissionen, vom Wind fortgewehte Materialien, Lärm und Fahrzeugbewegungen, Aerosolbildung, Brände, die sich aus dem Betrieb des technischen Vergrabungszentrums ergeben können, zu verringern;

2° die Wartung und den optimalen Unterhalt aller Geräte, Anlagen und Einrichtungen zu gewährleisten;

3° die Stabilität der Bauwerke und Anlagen zu sichern;

4° insbesondere die hydraulische, ästhetische und sicherheitsbezogene Absonderung zu gewährleisten;

5° unbeschadet des Artikels 46, § 2 die Einrichtung der in der Anlage I, Punkt 3 erwähnten Abdeckschicht sowie die aufgrund der Artikel 38 und 39 des vorliegenden Erlasses erforderliche topographische Überwachung sofort ab der Beendigung der Aufschüttungen in einem Sektor oder im Falle einer verlängerten Betriebseinstellung eines Sektors vorzunehmen. Die zuständige Behörde kann im Falle eines technischen Vergrabungszentrums der Klasse 3, 4A, 4B, 5.1, 5.2 oder 5.3 und auf Gutachten des technischen Beamten die Anforderungen der Artikel 38 und 39, sowie diejenigen der Anlage I, Punkt 3.4 anpassen. Falls das technische Vergrabungszentrum aufgrund der Art oder des Alters der angenommenen Abfälle nicht oder nicht mehr bedeutsame Senkungen aufweist, könne diese Bestimmungen unter denselben Bedingungen angepasst werden.

Unterabschnitt 2 — Landschaftliche Einrichtungen

Art. 17 - Der Betreiber achtet darauf, dass die Abfälle im Rahmen des Möglichen außerhalb des technischen Vergrabungszentrums nicht sichtbar sind. Die zu diesem Zweck angewandten Mittel können in Ermangelung eines ausreichenden Baumgürtel oder hohen buschigen Niederwalds insbesondere in einem ausreichend hohen Maschendraht, Lattenzaun, Netz oder Sichtschutz bestehen. Diese künstlichen Hindernisse können je nach der Entwicklung des Betriebsplans abmontiert und wiederverwendet werden.

Unterabschnitt 3 — Vom Wind fortgewehte Materialien

Art. 18 - Der Betreiber ist verpflichtet:

— das technische Vergrabungszentrum derart zu gestalten, dass die Abfälle aus dem Gelände nicht auf den öffentlichen Straßen und den umliegenden Gebieten zerstreut werden können;

— das Fortfliegen der Abfälle unter der Einwirkung des Windes zu verhindern;

— falls nötig die unabsichtlich verschmutzte Umgebung des technischen Vergrabungszentrums zu reinigen.

Unterabschnitt 4 — Schädliche Tiere

Art. 19 - Der Betreiber trifft alle Maßnahmen, um die Verbreitung schädlicher Tiere zu verhindern. Falls ein technisches Vergrabungszentrum biologisch abbaubare Abfälle annehmen kann, schließt er einen Rattenvernichtungsvertrag mit einem spezialisierten Unternehmen ab, dessen Abschrift dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten innerhalb von acht Tagen übermittelt wird.

Auf Anfrage des mit der Überwachung beauftragten Beamten wird die Ausrottung der schädlichen Tiere von der zuständigen Behörde angeordnet.

Unterabschnitt 5 — Stabilität

Art. 20 - § 1 - Die Abfälle werden auf dem Gelände derart vergraben, dass die Stabilität der Abfallmasse und der dazugehörenden Baustrukturen gewährleistet ist und insbesondere Rutschungen verhindert werden.

Die Absackungen, Risse, Spalten, Gräben und Stellen, an denen die Abfälle in einer Zwischenabdeckschicht zum Vorschein kommen, müssen sofort aufgefüllt werden.

Es darf kein auswärtiges Gefälle 8/4 (26° auf der Waagerechten) überschreiten, insofern keine Abweichung seitens der zuständigen Behörde auf Gutachten des technischen Beamten gewährt wird und die in § 2 erwähnten Verpflichtungen eingehalten werden.

§ 2 - Der Betreiber ist verpflichtet:

— die dauerhafte Stabilität der Bauten, der Einrichtungen und der Aufschüttungen zu gewährleisten;

— die Erosionsprobleme ab dem Erscheinen eventueller Furchen durch deren sofortige Auffüllung zu beschränken.

Unterabschnitt 6 — Einfriedungen

Art. 21 - § 1 - Das technische Vergrabungszentrum ist nur befugten Personen zugänglich.

Die Ein- und Ausgänge des technischen Vergrabungszentrums sind mit Toren ausgestattet, die den Zugang während den Schließungszeiten verhindern. Diese Tore, die eine Mindesthöhe von zwei Metern aufweisen und oben durch einen Stacheldraht oder eine gleichwertige Vorrichtung abgeschlossen werden, bleiben lediglich während der Anwesenheit des Betreibers offen.

Die Anwesenheit von Personal, das auf dem Betriebsgelände Arbeiten im Rahmen des Ausbaus, der Sanierung oder der Nachbewirtschaftung des technischen Vergrabungszentrums ausführt, unterliegt nicht den in dem vorangeführten Absatz erwähnten Auflagen. Während der Ausführung dieser Arbeiten ist wenigstens eine durch den Betreiber ordnungsgemäß bevollmächtigte Person zugegen.

§ 2 - In Ermangelung eines von der zuständigen Behörde als ausreichend bewerteten Hindernisses ist das technische Vergrabungszentrum mit Gittern und mit Toren zu umgeben, die eine Mindesthöhe von zwei Metern aufweisen. Die Gitter werden oben durch einen Stacheldraht oder eine gleichwertige Vorrichtung abgeschlossen, um den freien Zugang zum Gelände zu verhindern.

§ 3 - Das System zur Überwachung des technischen Vergrabungszentrums und seiner Zugänge umfasst einen Maßnahmenkatalog, durch den gewährleistet wird, dass das illegale Abladen von Abfall auf dem Gelände festgestellt und diesem entgegengewirkt werden kann.

Abschnitt 2 — Kriterien und Verfahren für die Annahme der Abfälle

Unterabschnitt 1 — Bedienungseinrichtungen und Kontrollverfahren

Art. 22 - § 1 - Das technische Vergrabungszentrum ist mit einer Bedienungs- und Kontrolleinrichtung ausgestattet. Diese Einrichtung umfasst:

- ein Gebäude mit Wasser- und Stromversorgung sowie einem Telefonanschluss, das wenigstens einen Büroraum, einen Essraum und sanitäre Einrichtungen einschließlich einer Dusche für das Personal umfasst, ggf. mit einer Reparaturwerkstatt für die Fahrzeuge;

- einen geheizten Raum, in dem der mit der Überwachung beauftragte Beamte ein Gerät aufstellen kann, das in der Lage ist, die von den in den Artikeln 44, 45, 46, 54 und 55 des vorliegenden Erlasses erwähnten Analyse- und Aufnahmegegeräten gelieferten Daten auszulesen. Dieser Raum verfügt über eine Stromversorgung (230 V/10 A), eine Telefonleitung (Schaltleitung) und eine Verbindung mit den Analyse- und Messgeräten;

- eine in der Nähe des Eingangs zum technischen Vergrabungszentrum angebrachte geeichte Brückenwaage, die über eine automatische Registrierfunktion verfügt, sowie Computeranlagen, die die Ein- und Ausgänge des Abfalls in Realzeit überwachen. Für die Bestimmung der Computeranlagen ist das Amt vorab zu Rate zu ziehen. Die Einrichtungen sind so zu gestalten, dass die Fahrzeuge, die in das Gelände einfahren, bzw. dieses wieder verlassen, notwendigerweise über die Brückenwaage fahren, die während der Betriebszeiten stets funktionsbereit ist;

- ein Induktionsdetektor, der sich genau vor der Brückenwaage befindet und den Verkehr überwacht und in Höhe der Brückenwaage eine Überwachungskamera. Die Geräte zum Ablesen der Daten des Detektors sowie die Überwachungsbildschirme werden in dem in Punkt 1 erwähnten Raum untergebracht;

- ein Detektor für radioaktive Stoffe;

- eine dichte Fläche in der Nähe des Eingangs, die so bemessen ist, dass wenigstens zwei Lastwagen auf ihr entladen werden können, um die Art der Abfälle zu überprüfen, und diese anschließend wieder beladen werden können. Das dabei anfallende Sickerwasser wird in eine Kläranlage gebracht. Die vorerwähnte Kontrolle wird durch den Betreiber durchgeführt, wobei dieser pro Tag mindestens einen Lastwagen willkürlich auswählt.

- dichte Container mit einem Fassungsvermögen, das ausreicht, um kleinere Mengen - weniger als 0,5% des Gesamtgewichts einer Ladung) Abfall aufzunehmen, deren Vergrabung in einem technischen Vergrabungszentrum nicht möglich ist. Diese Container werden falls notwendig entfernt; auf der Grundlage von Artikel 24 des vorliegenden Erlasses wird ein Identifizierungsschein aufgestellt und dem in Artikel 25 angeführten Register beigelegt.

§ 2 - In Abweichung von § 1 sind die nachstehenden Bestimmungen des § 1 nur auf Beschlüsse der zuständigen Behörde und nach Abgabe eines Gutachtens des technischen Beamten anwendbar:

- Technisches Vergrabungszentrum der Klasse 3: 2°, 5° und 6°;

- Technisches Vergrabungszentrum der Klasse 4A: 2°, 3°, 4°, 5° und 6°;

- Technisches Vergrabungszentrum der Klasse 4B: 3°, 4°, 5° und 6°;

- Technisches Vergrabungszentrum der Klasse 5: 2°, 5°, 6° und 7°;

§ 3 - Jede Ladung, die das technische Vergrabungszentrum betritt, wird wenigstens einer visuellen Prüfung unterzogen;

§ 4 - Der Betreiber gewährleistet die Ausführung der Pflichten, die ihm gemäß der Entscheidung des Rates 2003/33/EG vom 19. Dezember 2002 zur Festlegung von Kriterien und Verfahren für die Annahme von Abfällen auf Abfalldeponien gemäß Artikel 16 und Anhang II der Richtlinie 1999/31/EG obliegen.

Unterabschnitt 2 — Annahme von Abfällen

Art. 23 - Die zuständige Behörde legt auf der Grundlage eines Gutachtens des technischen Beamten die Tage und Zeitspannen fest, während deren die Abfälle angenommen werden können. In außergewöhnlichen Fällen kann der mit der Überwachung beauftragte Beamte die Annahme von Abfällen außerhalb dieser Zeitspannen sowie an Sonn- und Feiertagen erlauben.

Die Annahme und das Abladen der Abfälle sind nur im Beisein des Betreibers erlaubt.

Während des Abladens werden innerhalb der technischen Vergrabungszentren die Verwaltungsformalitäten, die Kontrolle der Übereinstimmung der Abfälle mit den Auflagen, die Anweisung der Transporteure und das Führen der Fahrzeugen gewährleistet von:

- wenigstens einer Person in den Zentren der Klasse 3, 4 und 5.3;

- wenigstens zwei Personen in den Zentren der Klassen 1, 2, 5.1 und 5.2.

Unterabschnitt 3 — Identifizierungsscheine und Berichte

Art. 24 - § 1 - Jedes Fahrzeug, das Abfälle transportiert, die zur Vergrabung in einem technischen Vergrabungszentrum bestimmt sind, verfügt über ein Transportformular in dreifacher Ausfertigung.

Das erste Exemplar des Formulars wird an einem durch den mit der Überwachung beauftragten Beamten bestimmten Ort aufbewahrt oder falls dieser Ort nicht angegeben wurde, auf dem Gelände; das zweite Exemplar wird dem Transporteur übergeben; das dritte wird durch den Betreiber an den Erzeuger oder den Sammler zurückgeschickt.

Während des Abladens werden die nachfolgenden Informationen durch ein computergestütztes System festgehalten oder auf das Transportformular übertragen:

- das Gewicht und die Tara sowie ggf. die Nummer des Wiegescheins;

- der Name der Person, die überprüft, ob die Abfälle konform sind;

- das Datum und die Uhrzeit des Abladens;

- der Abfallcode gemäß dem in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs angeführten Verzeichnis;

- die Herkunft der Abfälle;
- die Identifizierung des Erzeugers oder des Sammlers;
- der Code im Betriebsplan, der die Vergrabungsstelle bezeichnet;
- das amtliche Kennzeichen des Fahrzeugs und ggf. seine Zweckbestimmung;
- die Identifizierung des Betreibers und des Fahrers sowie die Unterschrift des Letztgenannten.

§ 2 - Der Betreiber ist verpflichtet:

- die Identifizierungsscheine während fünf Jahren nach ihrer Ausstellung aufzubewahren;
- dem mit der Überwachung beauftragten Beamten auf dessen Anfrage hin diese Scheine zu übermitteln.

§ 3 - Nach jedem Kalenderhalbjahr übermittelt der Betreiber dem Amt einen zusammenfassenden Bericht, der wenigstens die nachfolgenden Informationen umfasst:

- die Menge der für jeden Code und jede Zelle seit der Inbetriebnahme des technischen Vergrabungszentrums angelieferten Abfälle in Tonnen;
- die Menge der für jeden Code und jede Zelle des technischen Vergrabungszentrums im Laufe des vergangenen Halbjahres angelieferten Abfälle in Tonnen;
- das verbleibende Aufnahmevermögen des technischen Vergrabungszentrums pro Zelle dieses Zentrums in Tonnen - geschätzt - und in Kubikmetern etwa auf 10% genau;
- die geltenden Tarife sowie deren Staffelung, sowohl ausschließlich der Steuern als auch alle Steuern einbegriffen für jede Abfallart; diese Informationen werden nicht notwendigerweise jedes Halbjahr übermittelt, auf jeden Fall aber bei der Inbetriebnahme und bei jeder Änderung.

Das Amt kann die Form und die Art und Weise der Zustellung dieses Berichts vorschreiben.

§ 4 - Jedes Jahr übermittelt der Betreiber eines technischen Vergrabungszentrums der Klasse 4 oder 5 spätestens am 31. März eine zusammenfassende Tabelle, in der genau und ausführlich die Herkunft, die Menge, die Art und der Identifizierungscode der entsorgten Abfälle gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs angeführt werden.

§ 5 - Auf der Grundlage eines Gutachtens des technischen Beamten kann die zuständige Behörde Abweichungen von den Paragraphen 1 und 2 des vorliegenden Artikels gewähren, wenn es sich um ein technisches Vergrabungszentrum der Klasse 4 oder 5 handelt.

Unterabschnitt 4 — Register

Art. 25 - Der Betreiber hält für den mit der Überwachung beauftragten Beamten auf dem Gelände ein Register zur Verfügung. Es handelt sich dabei um einen 200 Seiten starken gebundenen Band, dessen Seiten durchgehend nummeriert sind und von dem mit der Überwachung beauftragten Beamten paraphiert und datiert. Das Register ist ab dem Datum, das auf dem letzten beigefügten Identifizierungsschein angegeben ist, während fünf Jahren aufzubewahren.

Für jeden Betriebstag verzeichnet der Betreiber in diesem Register:

- die Anzahl der Identifizierungsscheine und ggf. die Gründe für die Ablehnung;
- ggf. die Identifizierungsscheine der Container mit abgewiesenen, das Zentrum verlassenden oder aufwertbaren Abfällen;
- die Entnahme von Proben und den Eingang der Protokolle, die sich auf die durch die Umweltgenehmigung verlangten Analysen beziehen;
- einen beschreibenden Bericht jedes ungewöhnlichen Vorfalles und/oder der Gefahr läuft, die Umwelt zu gefährden;
- einen beschreibenden Bericht aller Wartungen, Vorfälle, Reparaturen... die sich auf das technische Vergrabungszentrum und dessen Nebenanlagen beziehen.

In der Anlage 2 wird das Muster dieses Registers angeführt.

Unterabschnitt 5 — Ablehnungsverfahren

Art. 26 - Die Überprüfung der Übereinstimmung der Abfälle mit den an die Umweltgenehmigung gebundenen Bedingungen ist Aufgabe des Betreibers.

Im Falle einer Ablehnung des Abfalls hat der Betreiber:

- auf dem in Artikel 24 des vorliegenden Erlasses erwähnten Identifizierungsschein das amtliche Kennzeichen des Fahrzeugs und den angegebenen Zielort zu vermerken;
- unverzüglich per Telefax die Bürgermeister der Gemeinden, auf deren Gebiet sich das technische Vergrabungszentrum befindet, den technischen Beamten und den mit der Überwachung beauftragten Beamten zu informieren.

Abschnitt 3 — Betriebsabläufe und Nachbewirtschaftung

Unterabschnitt 1 — Zugang zum technischen Vergrabungszentrum

Art. 27 - Der Zugang zu dem technischen Vergrabungszentrum ist so zu organisieren, dass die Verkehrsteilnehmer, die die jeweiligen Zufahrtswege gewöhnlich benutzen, so wenig wie möglich belästigt werden.

Die betriebsinternen Wege sind so angelegt, dass die Räder der Fahrzeuge beim Verlassen des technischen Vergrabungszentrums von Schlamm und Abfällen befreit werden. Falls notwendig wird eine Fahrzeugreinigung eingerichtet. Die bei dieser Reinigung entstehenden Abwässer werden gemäß der geltenden Gesetzgebung behandelt.

Der Zugang zu den Arbeitszonen wird über den Haupteingang des technischen Vergrabungszentrums gewährleistet. Durch Anweisungen an das Personal und die Kennzeichnung der betriebsinternen Wege soll verhindert werden, dass außerhalb der dafür vorgesehenen Bereiche Abfälle wild abgeladen werden.

Ggf. wird in der Nähe des Eingangs des Vergrabungszentrums ein Wartebereich angelegt, um zu verhindern, dass Lastwagen auf den Zufahrtswegen oder auf den Seitenstreifen halten.

Unterabschnitt 2 — Ausrüstung

Art. 28 - Das technische Vergrabungszentrum verfügt wenigstens über:

- zwei Kompaktoren, von denen einer ein Mindestgewicht von 15 Tonnen aufweist, mit Stampffußbandagen und einer effizienten Antilockier Vorrichtung
- eine Planierdrape;
- eine Laderaupe;
- ein Hydraulikbagger;
- ein Dumper;
- ein Lastwagen mit Doppelachse.

Die zuständige Behörde kann auf der Grundlage eines Gutachtens des technischen Beamten Abweichungen zulassen.

Unterabschnitt 3 — Beschilderung und Information

Art. 29 - § 1 - Am Eingang des technischen Vergrabungszentrums wird ein Hinweisschild angebracht, das wenigstens einen Quadratmeter groß ist und auf dem wenigstens die nachfolgenden Informationen deutlich sowie gut und ständig sichtbar zu sehen sind:

- der Vermerk "Zugang nur für Befugte" in wenigstens zehn Zentimeter hohen Druckbuchstaben;
- die Bezeichnung und die Anschrift des technischen Vergrabungszentrums;
- die Anschrift und die Telefonnummer des Betreibers oder seines Stellvertreters, einschließlich der in § 2 angeführten gebührenfreien Telefonnummer;
- die Anschrift und die Telefonnummer des mit der Überwachung beauftragten Beamten und der Dienststelle "SOS pollution";
- die gewöhnlichen Öffnungszeiten für die Annahme der Abfälle;
- ein Vermerk, durch den die Telefonnummer des bei einem Brand oder einem Unfall zu benachrichtigenden Dienstes angegeben wird;
- die Angabe der Klasse des technischen Vergrabungszentrums und der Art der zugelassenen Abfälle.

Außer wenn es sich um ein technisches Vergrabungszentrum der Klasse 5 handelt schlägt der Betreiber neben diesem Hinweisschild gut lesbar für alle Arten der Abfälle, die zur Vergrabung zugelassen sind, die geltenden Tarife an, alle Steuern einbezogen.

§ 2 - Der Betreiber stellt der Bevölkerung eine gebührenfreie Telefonleitung, eine sogenannte "grüne Nummer" zur Verfügung und gewährleistet, dass diese Nummer permanent erreichbar ist. Diese Nummer ist auf dem großen Hinweisschild, das sich am Eingang des technischen Vergrabungszentrums befindet, zu finden. Außerhalb der normalen Öffnungszeiten des technischen Vergrabungszentrums ist ein Anrufbeantworter zulässig.

Nach Ablauf von jeweils drei Kalendermonaten übermittelt der Betreiber dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und den Bürgermeister der betreffenden Gemeinden einen Bericht über die eingegangenen Anrufe. Dieser Bericht beinhaltet das Datum, die Uhrzeit und die Herkunft der Anrufe, deren Gründe sowie die diesbezüglichen Folgemaßnahmen.

Unterabschnitt 4 — Durch den Betreiber zu erfüllende Bedingungen

Art. 30 - Der Betreiber des technischen Vergrabungszentrums hat folgende Bedingungen zu erfüllen:

* handelt es sich um eine natürliche Person:

- belgischer Staatsbürger oder Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft oder des Europäischen Wirtschaftsraumes sein;
- im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

— im Laufe der fünf letzten Jahre vor dem Antrag nicht durch einen rechtskräftigen Beschluss verurteilt worden sein wegen eines Verstoßes gegen die Bestimmungen von Titel 1 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, des Gesetzes vom 9. Juli 1984 über die Einfuhr, die Ausfuhr und die Durchfuhr von Abfällen, des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region, der Verordnung 259/93/EWG des Rates zur Überwachung der Kontrolle der Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, gegen die Bestimmungen der Durchführungserlasse dieser Rechtsgrundlagen oder gegen jede gleichwertige Gesetzgebung eines anderen Staates, es sei denn die vorerwähnte Verurteilung ist gestrichen worden oder die betreffende Person ist rehabilitiert worden;

* handelt es sich um eine juristische Person, die als Handelsgesellschaft gegründet worden ist:

- gemäß der Gesetzgebung Belgiens oder eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft gegründet worden sein und seinen Gesellschaftssitz oder Betriebssitz in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaft haben;
- unter ihren Verwaltern, Geschäftsführern oder Personen, die befugt sind, im Namen der Gesellschaft zu handeln, nur Personen zählen, die die in Punkt 1°, b) und c) angeführten Bedingungen erfüllen;

* handelt es sich um eine juristische Person privaten oder öffentlichen Rechts, die nicht als Handelsgesellschaft gegründet worden ist: unter den Mitgliedern ihrer Verwaltungsorgane und unter ihren Personalmitgliedern nur Personen zählen, die die in Punkt 1°, b) und c) angeführten Bedingungen erfüllen.

Unterabschnitt 5 — Aus- und Weiterbildung des Personals

Art. 31 - § 1 - Der Betreiber erteilt allen Mitgliedern des auf dem Gelände des technischen Vergrabungszentrums im Rahmen der Betriebstätigkeit beschäftigten Personals, einschließlich der eventuell auftretenden Subunternehmer und allen neuen Beteiligten eine angemessene Ausbildung. Diese Ausbildung bezieht sich u.a. auf den Unterricht:

- der Bestimmungen der auf dem Gebiet der Umweltgenehmigung und der Abfallbewirtschaftung geltenden Dekrete und Verordnungen;

- der Techniken zur Erkennung und Verwaltung der Abfälle;
- der Sicherheitsbestimmungen innerhalb und außerhalb des Betriebs;
- der Umweltproblematik im Zusammenhang mit der Bewirtschaftung eines technischen Vergrabungszentrums.

Der Betreiber übermittelt das ausführliche Programm der Ausbildung sowie die Liste der Ausbilder und der teilnehmenden Personalmitglieder dem technischen Beamten zwecks Genehmigung. Er erstellt ein Verzeichnis, das er regelmäßig ergänzt, in dem alle Personalmitglieder, die die genannte Ausbildung abgelegt haben, angeführt werden. Dieses Verzeichnis wird an einem von der zuständigen Behörde bezeichneten Ort oder in Ermangelung einer derartigen Bezeichnung auf dem Betriebsgelände aufbewahrt.

§ 2 - Der Betreiber übermittelt dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Personalien seines oder seiner Stellvertreter. Diese Stellvertreter sind Inhaber eines Abschlusses des Hochschulunterrichts und können eine solide Erfahrung auf dem Gebiet der Abfallbewirtschaftung vorweisen. Bevor mit der Annahme von Abfällen begonnen wird, übermittelt der Betreiber zu diesem Zweck deren Abschlusszeugnisse oder jegliche zweckdienliche Informationen, die ihre Erfahrung belegen. Diese Informationen werden aktualisiert. Die Anforderung, Inhaber des vorerwähnten Abschlusses zu sein, ist nicht anwendbar auf die technischen Vergrabungszentren der Klasse 3 oder 5.3, es sei den besondere Bedingungen machen dies erforderlich.

§ 3 - Der Betreiber eines technischen Vergrabungszentrums der Klasse 1 oder 5.1 zählt unter seinen Personalmitgliedern eine Person, die ausdrücklich damit beauftragt wird, Tag für Tag zu überwachen, ob die Betriebsbedingungen des technischen Vergrabungszentrums eingehalten werden. Diese Person ist wenigstens Inhaber eines Lizenzats in Chemie oder A1-Techniker in Chemie oder eines Inhaber eines anderen durch den technischen Beamten als gleichwertig erachteten Abschlusses.

Unterabschnitt 6 — Zertifizierung

Art. 32 - Der Betreiber führt ein System für das Umweltmanagement und die Umweltbetriebsprüfung ein, gemäß der Verordnung (EG) Nr. 761/2001 vom 19. März 2001 über die freiwillige Beteiligung von Organisationen an einem Gemeinschaftssystem für das Umweltmanagement und die Umweltbetriebsprüfung, mit dem Ziel, innerhalb von drei Jahren entweder ab der Notifizierung des Genehmigungserlasses oder ab dem Datum des auf der Grundlage von Artikel 72 des vorliegenden Erlasses gefassten Beschlusses im Falle einer Weiterführung der Betriebstätigkeit, eine "EMAS"-Eintragung zu erreichen.

Mindestens einmal pro Jahr informiert der Betreiber den technischen Beamten und die auf dem Gebiet der Wallonischen Region zuständige Einrichtung über die Anwendung und die Entwicklung des Systems für das Umweltmanagement.

Unterabschnitt 7 — Betriebspläne

Art. 33 - Vor der ersten Abfallschüttung übermittelt der Betreiber dem technischen Beamten in dreifacher Ausfertigung den Entwurf eines Betriebsplans im Maßstab 1/1 000 wenigstens, auf dem u.a. angegeben werden:

- die Organisation der verschiedenen Arten der Zellen des technischen Vergrabungszentrums;
- die Aufteilung des technischen Vergrabungszentrums in Sektoren;
- die Reihenfolge des Auffüllens der Sektoren in Zeit und Raum auf der Grundlage der voraussichtlichen Zeitabstände, in denen die Abfälle angeliefert werden;
- die Organisation der Anlieferung und der Lagerung des Materials, das für das Anlegen von Zwischenabdeckschichten dient;
- die Lagerung des Materials zur Brandbekämpfung;
- die Ableitungspläne für das Wasser, einschließlich eines Schemas, der Organisation und der Durchführung von Maßnahmen auf dem Gebiet der Hydrologie;
- der Plan der Anlagen, um die in den technischen Vergrabungszentren entstehenden Gase aufzufangen und sie einer Behandlungs- oder Aufwertungsanlage zuzuführen;
- der Plan der neuen Anlagen, Einrichtungen, Bauwerke, Gebäude, Wege und Baustraßen sowie Piezometer.

Den gleichen Anforderungen zufolge aktualisiert der Betreiber seinen Betriebsplan in durch die Umweltgenehmigung festgelegten Abständen, am Jahrestag der Erteilung.

Der Plan und seine Aktualisierungen werden auf Vorschlag des Betreibers durch den technischen Beamten genehmigt und der Umweltgenehmigung beigelegt, die ständig an einem durch den mit der Überwachung beauftragten Beamten bezeichneten Ort oder in Ermangelung einer derartigen Bezeichnung auf dem Betriebsgelände zur Verfügung gehalten wird und den Behörden, die mit einer Kontrollbefugnis ausgestattet sind, zugänglich ist.

Auf einfache Anfrage des mit der Überwachung beauftragten Beamten rechtfertigt der Betreiber die Einhaltung der Auflagen des genannten Plans.

Unterabschnitt 8 — Vergrabung der Abfälle

Art. 34 - Der Betreiber gewährleistet, dass:

- die Abfälle in der Arbeitszone entladen werden, mit Ausnahme der in Artikel 22, § 1, 6° des vorliegenden Erlasses angeführten Operationen;
- die Abfälle so schnell wie notwendig nach dem Abladen planiert und kompaktiert werden;
- sofern eine Kompaktierung erforderlich ist, weist die planierte Schicht eine Stärke von höchstens einem halben Meter auf.

Unterabschnitt 9 — Verwaltung der Aufschüttungssektoren

Art. 35 - § 1 - Das Kalken der biologisch abbaubaren organischen Abfälle ist untersagt, außer auf Anordnung der zuständigen Behörde im Anschluss an einen Antrag des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

§ 2 - Am Ende eines Tages ist der Betreiber verpflichtet, auf der gesamten Zone, auf der derzeit gearbeitet wird, die Abfälle mit einer Vorrichtung abzudecken, durch die die Gerüche abgeschwächt werden und durch die verhindert wird, dass manche Abfälle durch den Wind fortgetragen werden, und dass Tiere angezogen werden; diese Vorrichtung wird eventuell erst dann wieder entfernt, wenn die Aufschüttungen von neuem beginnen oder wenn das obere Abdichtungs- und Entwässerungssystem installiert wird.

Die Arbeitszonen, die zeitweilig nicht benutzt werden, werden sofort mit einer Zwischenabdeckschicht von wenigstens 50 cm Stärke abgedeckt, die das Auffangen der in dem technischen Vergrabungszentrum entstehenden Gase nicht gefährdet. Diese Abdeckschicht kann ggf. bei der Wiederaufnahme der Aufschüttungen entfernt werden.

Auf Anfrage des Betreibers und auf der Grundlage einer ausführlich belegten Antragsakte kann die zuständige Behörde auf Gutachten des technischen Beamten der Umsetzung alternativer Maßnahmen, die wenigstens ebenso wirkungsvoll sind, zustimmen.

§ 3 - Falls die Geruchsbelästigung fortbesteht, kann die zuständige Behörde auf Gutachten des mit der Überwachung beauftragten Beamten zusätzliche Maßnahmen verlangen, wie zum Beispiel:

- die Verringerung der Fläche und der Anzahl Arbeitszonen;
- die Abdeckung dieser Arbeitszonen durch Kompost, Erdreich oder spezifische Produkte wie Schaum oder Reaktionsharz in durch den betreffenden Beamten festgelegten Abständen;
- die Verwendung von Mitteln zur Verzögerung der biologischen Abbaus in durch den betreffenden Beamten festgelegten Abständen.

Unter den gleichen Bedingungen kann der mit der Überwachung beauftragte Beamte das Anbringen einer Vorrichtung zur Verringerung oder Aufnahme der Gerüche durch angemessene Erzeugnisse oder Techniken verlangen. Er kann zudem von dem Betreiber alle zweckdienlichen Studien oder Informationen verlangen.

Unterabschnitt 10 — Tätigkeit auf dem Betriebsgelände

Art. 36 - Außer unter besonderen Bedingungen, die in der Genehmigung auf Gutachten des technischen Beamten vorgesehen werden, ist die Übernahme von Abfällen durch Drittpersonen auf dem Gelände des technischen Vergrabungszentrums untersagt.

Es ist verboten, in den benutzten Arbeitszonen Haustiere frei herumlaufen zu lassen.

In den technischen Vergrabungszentren der Klassen 1, 2, 4-B, 5.1 und 5.2 ist es während der Betriebsphase und der Nachbewirtschaftungsphase untersagt, Pflanzen anzubauen oder Tiere zu halten, die direkt oder indirekt der Nahrungsmittelkette zugeführt werden können.

Unterabschnitt 11 — Nachbewirtschaftung

Art. 37 - Nach der Wiederinstandsetzung eines technischen Vergrabungszentrums ist der Betreiber verpflichtet, dessen Nachbewirtschaftung zu gewährleisten während einer Dauer, die der technische Beamte als notwendig erachtet bis er auf der Grundlage von Artikel 55, § 6*bis*, Absatz 4 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung einen Beschluss fasst.

Die Nachbewirtschaftung des technischen Vergrabungszentrums umfasst u.a. die nachfolgenden Pflichten:

- den allgemeinen Unterhalt des Geländes und insbesondere der Pflanzendecke und der Einrichtungen zur Behandlung von Gas und Sickerwasser;
- die Überwachung der durch im technischen Vergrabungszentrum entstehenden Gase und Abwässer;
- Die Überwachung der Qualität des Oberflächenwassers, des Grundwasserleitschicht, der Luft, der Bodens und des Untergrunds, die durch das technische Vergrabungszentrum verunreinigt werden können.

In den Sonderbestimmungen werden die Vorschriften festgelegt, die der Betreiber auf dem Gebiet der Nachbewirtschaftung im Sinne der Richtlinie 1999/31/EG über Abfaldeponien einzuhalten hat.

Abschnitt 4 — Überwachung der Topographie des technischen Vergrabungszentrums

Unterabschnitt 1 — Topographische Geländeaufnahmen während der Betriebsdauer

Art. 38 - § 1 - Während der Dauer der Betriebstätigkeit führt der Betreiber topographische Geländeaufnahmen durch, die die Ausarbeitung eines zusammenfassenden Berichts gemäß Artikel 24, § 3 des vorliegenden Erlasses ermöglichen.

§ 2 - Vier Marksteine, die nach den drei Achsen der Lambert-Koordinaten (X, Y) und des Landesnivellements durch einen vereidigten Landmesser angebracht werden, mindestens zwanzig Zentimeter aus dem Boden hervorragen, und einen Querschnitt von 15 mal 15 Zentimetern haben, werden so auf dem Gelände verteilt, dass topographische Geländeaufnahmen durch Photogrammetrie möglich sind.

Das Protokoll, in dem die Positionierung der Marksteine angegeben wird, wird dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten übermittelt.

Unterabschnitt 2 — Topographische Geländeaufnahmen nach Verschüttung

Art. 39 - § 1 - Sobald die Verschüttung von Abfall in einem bestimmten Sektor beendet ist und eine provisorische Deckschicht angebracht wurde, bringt der Betreiber eine Vorrichtung an, die wenigstens einen Markstein pro Raster von 25 m x 25 m umfasst und so ermöglicht, die mengenmäßige Senkung der Abfälle zu verfolgen.

Im Dezember eines jeden Jahres übermittelt der Betreiber dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten einen Bericht über die beobachtete relative Senkung - senkrechte und waagerechte Verschiebungen - auf jedem so definierten Sektor. Der technische Beamte kann die Modalitäten und die Form dieses Berichts festlegen - vektorielle Darstellung von Bewegungen in XY und ISO-Senkung in Z - sowie falls notwendig die Zeitabstände für die zu treffenden Maßnahmen abändern; er legt das Richtdatum fest, ab dem die darauffolgenden Erhebungen berechnet werden.

§ 2 - Nach der Anbringung des endgültigen oberen Abdichtungs- und Entwässerungssystems wird ein Netz von Marksteinen in einem Raster von 30 m x 30 m angelegt und jedes Jahr vermessen. Der Betreiber übermittelt dem technischen Beamten jedes Jahr im Dezember einen Bericht, der der in § 1, Absatz 2 angeführten Beschreibung entspricht.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 40 - Der Betreiber zieht den regionalen Feuerwehrdienst zu Rate und trifft auf der Grundlage eines durch diesen Dienst erstellten Gutachtens alle zweckdienlichen Maßnahmen, um Brände und Explosionen, die u.a. dadurch verursacht werden können, dass Biogas entsteht und eine Anlage, in der dieses Gas aufgefangen und vernichtet wird, zu verhindern und zu bekämpfen.

Art. 41 - Die Motorhauben der Fahrzeuge, die auf dem Gelände des technischen Vergrabungszentrums zum Einsatz kommen, sind mit einem Gitter ausgestattet und der Auspuff ist nach oben gerichtet; jedes Fahrzeug verfügt über einen Feuerlöscher.

Art. 42 - § 1 - Es ist untersagt, auf dem Gelände des technischen Vergrabungszentrums Feuer zu machen und in der Nähe von entzündbaren Abfällen zu rauchen.

§ 2 - Entsteht ein Brand, so wird die Verschüttung von Abfällen an der betreffenden Stelle sofort eingestellt; sie beginnt erst dann wieder, nachdem der Brandherd gelöscht und die Konsequenzen neutralisiert wurden.

§ 3 - Außer nach einer Aufforderung der zuständigen Dienststellen wird das Feuer durch Ersticken gelöscht, indem die brennenden Abfälle mit angepasstem Material wie zum Beispiel Erdschicht oder Sand bedeckt werden. Zu diesem Zweck ist in der Nähe der Arbeitszone dieses Material stets in ausreichenden Mengen vorhanden.

KAPITEL V — Wasser

Abschnitt 1 — Allgemeine Verpflichtungen

Art. 43 - Unter Berücksichtigung der Eigenschaften des jeweiligen technischen Vergrabungszentrums und der Witterungsverhältnisse trifft der Betreiber die geeigneten Maßnahmen, um:

- die Mengen von Regenwasser, das in die im technischen Vergrabungszentrum abgelagerten Abfälle einsickern könnte, außer im Falle der Anwendung von Artikel 46, § 2 zu beschränken;
- die Mengen von Oberflächen- und Grundwasser, das in die im technischen Vergrabungszentrum abgelagerten Abfälle einsickern könnte, zu beschränken;
- das Risiko der Verschmutzung der Grundwasserleitschicht, des Oberflächenwassers, des Bodens und des Untergrunds zu vermeiden und zu beschränken.

Unterabschnitt 1 — Oberflächen- und Grundwasser

Art. 44 - Das Eindringen von Regen- und Abflusswasser in die Vergrabungszone wird mit Hilfe einer Sickerleitung oder eines peripheren Grabens verhindert oder kontrolliert.

Das durch die im ersten Absatz erwähnten Vorrichtungen gesammelte Wasser wird aufgefangen und wenn nötig einem Regenauffangbecken zugeführt. Es wird unter Beachtung der Ableitungsbedingungen außerhalb des Geländes abgeleitet. Die Sickerleitungen oder Gräben werden regelmäßig gebaggert, damit ihre Wirksamkeit nicht beeinträchtigt wird.

Das Wasser der Wasserläufe und der Wasserflächen, das direkt betroffen werden könnte, wird ab- und aufwärts des Geländes gemäß den Vorschriften von Artikel 56 des vorliegenden Erlasses kontrolliert.

Art. 45 - § 1 - Der Betreiber installiert eine Vorrichtung, durch die der Wasserstand jedes Grundwasserspeichers, der betroffen werden könnte, überprüft und erfasst werden kann. Zu diesem Zweck installiert er ein Netz von Piezometern, die auch dazu bestimmt sind, das Wasser des Grundwasserspeichers zu bemustern und gegebenenfalls zurückzunehmen. Was die Natur des Untergrunds auch sein mag, werden die Piezometer so ausgerüstet, dass sie mit einer Pumpvorrichtung versehen werden können, die mindestens hundert Millimeter Grundwasser mühelos fördern kann.

§ 2 - Die Anzahl Piezometer pro Grundwasserspeicher, der betroffen werden könnte, wird mindestens auf drei festgelegt.

Die Lokalisierung der Achse des Brunnenrands und des Rohrkopfes in Lambert-Koordinaten (X,Y: Genauigkeit ein Meter) und entsprechend dem Landesnivellement (Z: Genauigkeit zehn Zentimeter) sowie die gesamten Eigenschaften der Ausrüstung der Piezometer werden vor der ersten Ausschüttung von Abfällen von dem Betreiber dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten mitgeteilt.

Die gesamten Piezometer werden mit einem Vorhängeschloss versehen und die Schlüssel werden auf dem Gelände ständig zur Verfügung des technischen Beamten und des mit der Überwachung beauftragten Beamten gestellt.

Falls es die Lage erfordert, wird die Installation von zusätzlichen Piezometern von der zuständigen Behörde auf Gutachten des technischen Beamten auferlegt. Die Eigenschaften dieser Piezometer werden von dem technischen Beamten festgelegt. Der mit der Überwachung beauftragte Beamte darf außerdem die Entnahme des verschmutzten Wassers und seine Behandlung in einer geeigneten Anlage auferlegen.

§ 3 - Wenn sich ein Grundwasserspeicher unter dem technischen Vergrabungszentrum befindet, und wenn dieses Wasser in größeren Mengen in die Abfälle einsickern könnte, wird das darunterliegende Grundwasser mit Hilfe einer geeigneten Vorrichtung zurückgewonnen, die die Ableitung des Wassers ermöglicht, ohne dass es mit den Abfällen in Kontakt kommt.

Diese Bestimmung ist nicht anwendbar, wenn das potentielle Sickers aus der artesischen Eigenschaft des Grundwasserspeichers hervorgehen würde.

In keinem Falle darf die Grubensohle unter dem technischen Vergrabungszentrum entweder unterhalb des Höchststandes eines freien Grundwasserspeichers oder dem Bereich, wo ein Kapillaraufstieg des Grundwassers erfolgt, liegen. Wenn nötig wird eine Vorrichtung zur Neutralisierung des Kapillaraufstiegs installiert.

Unterabschnitt 2 — Sammlung und Behandlung des verseuchten Wassers und des Sickerwassers

Art. 46 - § 1 - Das verseuchte Wasser und das Sickerwasser dürfen nicht unbehandelt außerhalb des Geländes abgeleitet werden. Diese Flüssigkeiten werden in ihrer Gesamtheit gesammelt und unverzüglich einer ordnungsgemäß zugelassenen Klärstation zugeführt, um dort behandelt zu werden. Wenn nötig sind sie Gegenstand einer Behandlung in einer geeigneten Anlage.

Die im vorstehenden Absatz erwähnten Klärstationen werden, wenn sie auf dem Gelände des technischen Vergrabungszentrums angesiedelt sind, mit einer zentralisierten Selbstkontrollvorrichtung versehen, die die Möglichkeit gibt, jederzeit auf der Betriebsstätte ihre Betriebsleistung zu kennen. Die Betriebsparameter in Echtzeit am Ein- und Ausgang der Anlage - von denen wenigstens die Abflussmenge, der pH-Wert, die Leitfähigkeit und die Temperatur sowie das Datum und die Uhrzeit der Messungen - sind vorher im Einverständnis mit dem mit der Überwachung beauftragten Beamten festgelegt worden; sie können von Letzterem vor Ort leicht gelesen werden.

Die früheren Werte dieser Parameter, die die letzten fünf Jahre betreffen, werden auf Datenträger gespeichert und auf Papier aufbewahrt und zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten gestellt, gegebenenfalls in einem von ihm bestimmten Format. Sie können ihm binnen 24 Stunden nach seinem Antrag zur Verfügung gestellt werden.

Die Geräte werden gemäß einer vom Hersteller festgelegten Häufigkeit instand gehalten, geeicht und kalibriert.

§ 2 - Der Zwangsdurchlauf von Wasser, Sickerwasser und nicht in Pellets verarbeitbarem Abwasser durch die Abfälle ist verboten, außer wenn die zuständige Behörde, nachdem sie das Gutachten des technischen Beamten eingeholt hat, auf der Grundlage einer vom Betreiber vorgeschlagenen und wissenschaftlich gestützten Beweisführung, die den Vorteil dieser Technik insbesondere in der Perspektive einer beschleunigten Stabilisierung der biologisch abbaubaren Abfälle nachweist, diese Praxis erlaubt. Diese Bestimmung ist nicht anwendbar, wenn der mit der Überwachung beauftragte Beamte das Sprengen mit Wasser erlaubt oder auferlegt, um die Bildung von Staub oder anderen Belastungen zu beschränken.

§ 3 - Bevor das Sickerwasser einer Klärstation zugeführt wird, wird es gegebenenfalls auf dem Gelände in mit einer doppelten Abdichtung versehenen Becken gelagert.

Diese Becken sowie diejenigen der Behandlungseinheit werden mit einer Vorrichtung ausgestattet, die eine Überprüfung ihrer Dichtigkeit mindestens alle drei Monate ermöglicht. Diese Vorrichtung ist ständig für den mit der Überwachung beauftragten Beamten erreichbar.

§ 4 - Der Betreiber trifft die gesamten notwendigen Maßnahmen, um das Vorkommen von hängendem Grundwasser in den Abfällen vorzubeugen.

§ 5 - Der Betreiber trifft alle notwendigen Maßnahmen, um die Erzeugung von Sickerwasser auf das einzige Regenwasser, das auf die Arbeitszonen fällt, zu beschränken. Zu diesem Zweck wird insbesondere das Netz der Sickerleitungen so angepasst und konstruiert, dass das auf diese noch nicht in Betrieb gesetzten Sektoren fallende Regenwasser von dem Sickerwasser getrennt und gemäß Artikel 44 bewirtschaftet wird.

§ 6 - Die gesamten Bauwerke aus Zement, Beton und gleichartigen Stoffen, die mit dem Sickerwasser in Kontakt kommen könnten, werden mit einer dichten, kontinuierlichen Verkleidung aus Polyäthylen oder aus einem anderen vom technischen Beamten genehmigten Stoff bedeckt.

§ 7 - Auf Gutachten des technischen Beamten kann die zuständige Behörde beschließen, dass die vorerwähnten Bestimmungen nicht auf die technischen Vergrabungszentren der Klasse 3, 4-A und 5.3 anwendbar sind.

Abschnitt 2 — Ableitungsbedingungen

Unterabschnitt 1 — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser

Art. 47 - Für das in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete Abwasser aus den technischen Vergrabungszentren sind folgende Bedingungen einzuhalten:

— der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6,5 und 10,5 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 10,5 oder unter 6,5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

— der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C des abgeleiteten Abwassers und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff darf 90 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

— der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 50 mg N pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an Phenol des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an leicht zersetzbaren oder leicht freisetzbaren Cyaniden des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg CN pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an Sulfiden und Merkaptanen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg S pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Zink des abgeleiteten Abwassers darf 4 mg Zn pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Blei des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Pb pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Nickel des abgeleiteten Abwassers darf 2 mg Ni pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Arsen des abgeleiteten Abwassers darf 0,15 mg As pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Selen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg Se pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Kupfer des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Cu pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an extrahierbaren organohalogenierten Verbindungen (EOX) des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg Chlor pro Liter nicht überschreiten;

— die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;

— im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

— es ist untersagt, feste Abfälle, die vorher mechanisch zerkleinert wurden, oder Wasser, das solche Stoffe enthält, zu schütten oder abzuleiten;

— das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten;

— wenn ein oder mehrere gefährliche Stoffe in den Ableitungen vorhanden sein können, werden ihre Konzentrationen in den Sonderbedingungen eingeschränkt. Diese Einschränkung wird angesichts der für diese(n) Stoff(e) spezifischen umweltbedingten Auswirkung festgelegt. Für die flüchtigen Stoffe müssen die Ableitungsbedingungen vor jeglichem Vorgang unter Mitwirkung einer Bewegung des Abwassers an der freien Luft eingehalten werden.

Unterabschnitt 2 — Bedingungen zur Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

Art. 48 - Für das in die öffentlichen Kanalisationen abgeleitete Abwasser aus den technischen Vergrabungszentren gelten die folgenden Bedingungen:

— der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6 und 10,5 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 10,5 oder unter 6 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

— der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 200 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

— der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an leicht zersetzbaren oder leicht freisetzbaren Cyaniden des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg CN pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Zink des abgeleiteten Abwassers darf 4 mg Zn pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Blei des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Pb pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Nickel des abgeleiteten Abwassers darf 2 mg Ni pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Arsen des abgeleiteten Abwassers darf 0,15 mg As pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Selen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg Se pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an totalem Kupfer des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Cu pro Liter nicht überschreiten;

— der Gehalt an extrahierbaren organohalogenierten Verbindungen (EOX) des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg Chlor pro Liter nicht überschreiten;

— die Dimension der Schwebstoffe darf 10 mm Durchmesser nicht überschreiten;

— der Gehalt an aus Petrolether extrahierbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;

— die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45 °C nicht überschreiten;

— im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

— im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;

— es ist untersagt, feste Abfälle, die vorher mechanisch zerkleinert wurden, oder Wasser, das solche Stoffe enthält, zu verschütten oder abzuleiten;

— das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten;

— wenn ein oder mehrere gefährliche Stoffe in den Ableitungen vorhanden sein können, werden ihre Konzentrationen in den Sonderbedingungen eingeschränkt. Diese Einschränkung wird angesichts der für diese(n) Stoff(e) spezifischen umweltbedingten Auswirkung festgelegt. Für die flüchtigen Stoffe müssen die Ableitungsbedingungen vor jeglichem Vorgang unter Mitwirkung einer Bewegung des Abwassers an der freien Luft eingehalten werden.

Unterabschnitt 3 — Referenzvolumen

Art. 49 - Das Referenzvolumen ist nicht anwendbar

Unterabschnitt 4 — Analyse- und Probenahmemethoden

Art. 50 - Die Messung des "totalen Metalls" für die Bedingungen der Artikel 47 und 48 der vorliegenden sektorenbezogenen Bedingungen erfolgt mit einer auf 2 pH versäuerten ungefilterten Probe.

Abschnitt 3 — Abweichungen

Art. 51 - Die Sonderbedingungen können im Falle von außergewöhnlichen Witterungsverhältnissen von der Norm über die Chloride (Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen) abweichen.

Abschnitt 4 — Kontrolle und Überwachungen

Unterabschnitt 1 — Anwendungsbereich

Art. 52 - Der vorliegende Abschnitt findet Anwendung auf die Probeentnahmen und Analysen, stammend aus:

— den Angaben, die durch die in der Gesamtheit der Anlagen des technischen Vergrabungszentrums integrierten Messgeräte gemäß den Artikeln 44, 45 und 46 des vorliegenden Erlasses erfasst worden sind;

— den Vorschriften des vorliegenden Abschnitts.

Unterabschnitt 2 — Zulassung

Art. 53 - Die Probeentnahmen, die Verpackung, der Transport, die Lagerung der Proben und deren Analysen, die im Rahmen der Kontrollverfahren vorgenommen werden, werden durch ein zugelassenes Laboratorium, in der Eigenschaft eines mit den offiziellen Analysen in Sachen Wasser beauftragten Laboratoriums, fachgerecht ausgeführt.

Die Kalibrierung und Eichung der Geräte, die aufgrund der Vorschriften von Artikel 46 des vorliegenden Erlasses ständige Messungen vornehmen, werden ebenfalls durch ein solches zugelassenes Laboratorium ausgeführt.

Unterabschnitt 3 — Punktuelle Probeentnahme

Art. 54 - § 1 - Die Daten und Uhrzeiten der aufgrund von Artikeln 57 und 58 erforderten Probeentnahmen werden vom Betreiber mindestens fünf Werktage im Voraus den nachstehenden Beamten per Fax mitgeteilt:

- dem technischen Beamten;
- dem mit der Überwachung beauftragten Beamten.

§ 2 - Auf jeder Unterlage, die die Probeentnahme erwähnt, stehen:

- das Datum, die Uhrzeit der Probeentnahme sowie der Name des Operators;
- das Bezugszeichen und die genauen Koordinaten der Entnahmestelle (Lambert-Koordinaten X und Y sowie Landesnivellement Z);
- jegliche etwaige besondere Beobachtung.

Was die Entnahme von Grundwasser angeht, stehen ebenfalls die folgenden Angaben:

- das piezometrische Niveau;
- die Tiefe der Probeentnahme;
- die Schwankungen des relativen Pegels, des pH-Wertes, der Temperatur und der Leitfähigkeit im Laufe der Entnahme.

Unterabschnitt 4 — Ergebnisse der Analysen

Art. 55 - § 1 - Auf jeder Unterlage, in der die einer Analyse unterstehende Probeentnahme erwähnt wird, werden für jede Wasserentnahmestelle die folgenden Angaben in Ziffern und auf der Ordinate angegeben:

- die Parameter, die in der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Juli 1989 über die Qualität des Leitungswassers erwähnt sind;
- die Parameter, die im Königlichen Erlass vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser erwähnt sind.

§ 2 - Die Ergebnisse der aufgrund des vorliegenden Kapitels erforderten Analysen werden dem in Artikel 25 des vorliegenden Erlasses erwähnten Register beigefügt, und zwar in der Form:

- einer Zahlentabelle;
- von Diagrammen, die die während der letzten fünf Jahre festgestellten Ergebnisse systematisch anführen.

§ 3 - Die zuständige Behörde kann auf Gutachten des technischen Beamten neben der Darstellung auf Papier einen Datenträger auferlegen. Sie legt die Modalitäten für die Präsentation des Analyseberichts gemäß einem mit der Datenbank der zuständigen Dienststellen der Wallonischen Region kompatiblen Format fest.

Unterabschnitt 5 — Analysebericht

Art. 56 - Die Ergebnisse der Analysen werden in einem von der verantwortlichen Person des zugelassenen Laboratoriums unterzeichneten Bericht angegeben. Innerhalb von acht Tagen nach seinem Empfang wird dieser Bericht vom Betreiber dem technischen Beamten, dem mit der Überwachung beauftragten Beamten, dem in Sachen Wasserwesen zuständigen Beamten des Ministeriums der Wallonischen Region sowie den Bürgermeistern der Gemeinden, in denen das technische Vergrabungszentrum angesiedelt wird, übermittelt.

Er gibt ebenfalls die monatlichen Volumen des gesammelten Sickerwassers auf der Grundlage der vom Betreiber installierten Vorrichtungen an. Dieser werden kumulativ auf Diagrammen im geeigneten Maßstab dargestellt.

Unterabschnitt 6 — Kontrolle des Oberflächenwassers und des Sickerwassers

Art. 57 - Im Hinblick auf die Durchführung von Analysen werden jedes Quartal Proben aus dem Sickerwasser in dem Sammelbecken oder unmittelbar aufwärts dieses Beckens, am Ausgang der Klärstation und aus dem Oberflächenwasser, das direkt betroffen oder verschmutzt werden könnte, unmittelbar auf- und abwärts des technischen Vergrabungszentrums entnommen.

Außer wenn die zuständige Behörde auf Gutachten des technischen Beamten eine Ausnahmegenehmigung erteilt, betreffen die Analysen die folgenden Parameter: Temperatur in situ, pH-Wert in situ, Leitfähigkeit in situ, TOC, Cl⁻, SO₄⁻, Cu, Zn, As, Cd, Total Cr, Hg, Ni, Pb, Sb, Cr⁶⁺, Sn, Phenole, Fluoride, gesamte Kohlenwasserstoffe. Eine qualitative Auswertung der anwesenden organischen Verbindungen wird ebenfalls mit Hilfe eines mit einem Massenspektrometer oder einem vergleichbaren Gerät gekoppelten Gaschromatographen vorgenommen.

Die in Zusammenhang mit dem Betrieb der Klärstation erfassten Daten, die nach den Vorschriften von Artikel 46, § 1 des vorliegenden Erlasses gesammelt werden, werden dem in Artikel 55 des vorliegenden Erlasses erwähnten Analysenbericht beigefügt.

Angesichts der Ergebnisse kann der technische Beamte jederzeit die Liste der Standorte, an denen Proben entnommen werden und die Liste der zu analysierenden Parameter sowie die Häufigkeit der Probeentnahmen und der Analysen ändern.

Unterabschnitt 7 — Kontrolle des Grundwassers

Art. 58 - Halbjährlich, im Laufe der Monate März und September, werden Proben aus dem Grundwasser der Piezometer entnommen.

Vor jeder Probeentnahme findet im Maße des Möglichen ein Abpumpen des Grundwassers mit einer geeigneten Förderleistung und während mindestens einer Stunde und auf jeden Fall bis zur Stabilisierung des piezometrischen Niveaus und der gemessenen Leitfähigkeit statt.

Außer wenn die zuständige Behörde auf Gutachten des technischen Beamten eine Ausnahmegenehmigung erteilt, betreffen die Analysen, außer der Messung des Spiegelhöhe des Grundwassers, die folgenden Parameter: TOC, Cl⁻, SO₄⁻, Cu, Zn, As, Cd, Total Cr, Hg, Ni, Pb, Sb, Cr⁶⁺, Sn, Phenole, Fluoride, gesamte Kohlenwasserstoffe. Eine qualitative Auswertung der anwesenden organischen Verbindungen wird ebenfalls mit Hilfe eines mit einem Maßenspektrometer oder einem vergleichbaren Gerät gekoppelten Gaschromatographen vorgenommen.

Die registrierten Daten betreffend die Schwankung des Grundwasserspiegels, die nach den Vorschriften von Artikel 45, § 1 des vorliegenden Erlasses gesammelt werden, werden dem in Artikel 55 des vorliegenden Erlasses erwähnten Analysenbericht beigelegt.

Angesichts der Ergebnisse kann die zuständige Behörde auf Gutachten des technischen Beamten jederzeit die Liste der Piezometer, aus denen die Proben entnommen werden und die Liste der zu analysierenden Parameter sowie die Häufigkeit der Probeentnahmen und der Analysen abändern.

KAPITEL VI — Luft

Abschnitt 1 — Beherrschung der Biogase

Unterabschnitt 1 — Sammlung der Biogase

Art. 59 - § 1 - Der Betreiber beugt der Migration der Biogase in die Luft und in den an das Gelände angrenzenden Boden vor. Insbesondere für die Zellen, wo biologisch abbaubare Abfälle vergraben sind, installiert er ein Netz zur Gasrückgewinnung.

Der Betreiber vergewissert sich, dass der Abstand zwischen den Absaugbrunnen ein aktives und möglichst vollständiges Absaugen des Biogases an den Stellen, wo es erzeugt wird, ermöglicht.

Die Masse der biologisch abbaubaren Abfälle wird ständig im Unterdruck gehalten anhand einer ab der Inbetriebsetzung nach und nach installierten und zweckmäßigen Vorrichtung. Die Biogase werden mechanisch gesammelt. Die Entgasungsbrunnen werden im Verlauf des Betriebs nach und nach installiert.

§ 2 - Auf der Grundlage der theoretischen Biogasmenge, die fünf Jahre nach der ersten Aufschüttung erzeugt wird, entspricht die Leistung der Verwertungsanlage einem "Überausstattungsfaktor" von mindestens 1,3.

Die Anzahl Einheiten, die die Verwertungsanlage zusammensetzen, ist außerdem so zu planen, dass in jeder Situation, wenn eine Einheit stillsteht, die gesamte Gaserzeugung weiter verarbeitet wird.

Mindestens alle drei Jahre überprüft der Betreiber die tatsächlichen Werte betreffend die Biogaserzeugung. Auf dieser Grundlage wird gegebenenfalls die Anlage angepasst. Die Ergebnisse dieser Überprüfungen werden unverzüglich dem technischen Beamten mitgeteilt.

§ 3 - Die Ausrüstungen, die für die Sammlung des Biogases verwendet werden, werden regelmäßig instand gehalten, damit deren einwandfreier Betriebszustand gewährleistet wird. Fehler und Leckagen werden sofort repariert.

Die notwendigen Maßnahmen werden getroffen, um die Bestandteile des Systems (Kanalisationen, Brunnen, Mess- und Kontrollstellen, Kondensatsammler, usw.), des Transportnetzes (Stöße, Quetschungen, Schwingungen, Sicherheitsabstände) zu sichern und gegen Vandalismus zu schützen.

Kondensatscheider werden an den niedrigsten Stellen der Entgasungsleitungen angebracht. Diese Kondensate werden wie das Sickerwasser bewirtschaftet.

Unterabschnitt 2 — Kennzeichnung, Beseitigung und Verwertung der Biogase

Art. 60 - § 1 - Wenn das Biogas in einer Verwertungsanlage nicht verwertet werden kann, um Energie zu erzeugen, wird es über Fackel verbrannt.

§ 2 - Im Betriebszustand genügen die Fackel den folgenden Bedingungen:

- oxydierende Verbrennung bei einer Temperatur über 1 200 °C;
- fast adiabatische Verbrennung ohne kalte Zonen;
- Verweilzeit in der Gasverbrennungszone des technischen Vergrabungszentrums: mindestens 300 Millisekunden bei 1 200 °C;
- automatische Regelung der Gas-Luftmischung in einem optimalen Verhältnis.

Die Fackel werden mit einer zentralisierten Selbstkontrollevorrichtung ausgestattet, durch die jederzeit ihr Betriebszustand auf der Betriebsstätte ermittelt werden kann.

Die Betriebsparameter in Echtzeit - von denen wenigstens die Menge des verbrannten Biogases, die Verbrennungstemperatur der Fackel, die Konzentrationen in CH₄, CO₂, CO und O₂, sowie das Datum und die Uhrzeit der Messungen - können vor Ort leicht überprüft werden. Die Geräte werden gemäß einer vom Hersteller festgelegten Häufigkeit instand gehalten, geeicht und kalibriert.

Die früheren Werte dieser Parameter, die die letzten fünf Jahre betreffen, werden auf Datenträger gespeichert und auf Papier aufbewahrt und zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten gestellt, gegebenenfalls in einem von ihm bestimmten Format. Sie können ihm binnen 24 Stunden nach seinem Antrag zur Verfügung gestellt werden.

§ 3 - Probeentnahmen werden im Hinblick auf jährliche Analysen des Verbrennungsrauchs am Ausgang der Behandlungs- und Verwertungseinheiten ausgeführt. Sie beziehen sich auf qualitative und halbquantitative Analysen der gesamten festgestellten organischen Verbindungen und auf quantitative Analysen für Benzol, Toluol, Vinylchlorid sowie CO, O₂, N₂, CO₂, NO_x und SO₂.

§ 4 - Probeentnahmen werden im Hinblick auf vollständige halbjährliche Analysen betreffend das unverbrannte Biogas am Eingang der Behandlungs- und Verwertungseinheiten ausgeführt. Sie beziehen sich hauptsächlich auf quantitative Analysen für CH₄, CO₂, O₂, N₂, H₂, H₂S, Benzol, Toluol, Xylol, Vinylchlorid und auf qualitative und halbquantitative Analysen der organischen Verbindungen und metallorganischen, schwefel-, stickstoff-, halogen- und chlororganischen Derivaten. Der Gehalt an in H₂S gerechnetem Schwefel und die schwefelhaltigen Verbindungen darf 50 ppm nicht überschreiten.

§ 5 - Die Biogasverwertungsanlagen werden mit mindestens einer Fackel ausgestattet. Bei Stillstand der Verwertungseinheit kann diese die Gesamtheit des aus dem technischen Vergrabungszentrum stammenden Gases vernichten.

Bei zufälligem Stillstand der Biogasverwertungsanlagen oder wenn diese das gesamte Biogas, das sie bekommen, nicht verbrennen können, informiert der Betreiber sofort per Fax den mit der Überwachung beauftragten Beamten darüber.

Nachdem die Installierung eines vorläufigen oder endgültigen unteren Abdichtungs- und Entwässerungssystem gemäß Artikel 16.5° des vorliegenden Erlasses in einem bestimmten Sektor beendet ist, wird über dieses System eine zusätzliche Sammlungs- und Transportvorrichtung für das Biogas installiert.

Abschnitt 2 — Gerüche, Messungen bei der Immission und meteorologische Parameter

Art. 61 - § 1 - Der Betreiber verringert die aus dem technischen Vergrabungszentrum stammenden Emissionen in die Atmosphäre und Geruchsemissionen, ohne dabei die Wirksamkeit des Systems zum Auffangen des Biogases zu beeinträchtigen.

§ 2 - Der Betreiber eines technischen Vergrabungszentrums, wo biologisch abbaubare Abfälle vergraben sind, richtet mindestens zwei Stationen zur Luftqualitätsmessung ein, dies innerhalb von sechs Monaten ab der ersten Aufschüttung.

In diesen Stationen wird Folgendes vorgenommen:

- durchgehend: die Messung des Methans
- diskontinuierlich: die Entnahme von Proben, so dass Limonen, p-Cymen, Benzol, Toluol, Aethylbenzol und die Xylole durch ein gemäß Artikel 64 zugelassenes Labor analysiert werden können.

Vor der Einrichtung dieser Stationen zur Luftqualitätsmessung legt der Betreiber dem technischen Beamten ein Lastenheft zur Genehmigung vor, in dem u.a. die folgenden Informationen angegeben werden:

- die mit Lambert-Koordinaten (X,Y) und Landesnivellement (Z) angegebenen vorgeschlagenen Ortslagen;
- die mit Plänen dokumentierte Auslegung von jedem Posten und jeder Station,
- die für die auferlegten Messungen vorgeschlagenen Techniken, einschließlich der Empfindlichkeiten und der Erfassungsgrenzen dieser Methoden, der Wartungsintervalle sowie der Eichungen und der Kalibrierungen der Geräte;
- die Bedingungen, unter denen eine diskontinuierliche Entnahme vorgenommen werden muss;
- die Methoden zur Datenerfassung;
- die Verfahren zur Mitteilung der Ergebnisse und der Inhalt des Berichtes an den technischen Beamten, an den mit der Überwachung beauftragten Beamten und an die Bürgermeister der Gemeinden, wo das technische Vergrabungszentrum angesiedelt ist.

§ 3 - Der Standort eines technischen Vergrabungszentrums, wo biologisch abbaubare Abfälle vergraben sind, wird an einem mit der Zustimmung des mit der Überwachung beauftragten Beamten bestimmten Ort mit einer meteorologischen Station versehen, die eine Windfahne, einen Windmesser, ein Thermometer für die Lufttemperatur, ein Pluviometer, ein Barometer und ein Hygrometer enthält.

Die Messungen werden gemäß einer von dem mit der Überwachung beauftragten Beamten festgesetzten Häufigkeit registriert.

Abschnitt 3 — Staub

Art. 62 - Der Betreiber trifft die notwendigen Maßnahmen, um die Staubemissionen maximal zu verringern. Zu diesem Zweck werden die inneren Verkehrswege regelmäßig gereinigt; notfalls werden sie regelmäßig besprengt.

*Abschnitt 4 — Kontrollen**Unterabschnitt 1 — Anwendungsbereich*

Art. 63 - Der vorliegende Abschnitt gilt für die Probeentnahmen, die Messungen und die Analysen, die gemäß den Artikeln 60 und 61 des vorliegenden Erlasses vorgenommen werden.

Unterabschnitt 2 — Zulassung

Art. 64 - Die Probeentnahmen, die Verpackung, der Transport, die Lagerung der Proben und deren Analysen, die aufgrund der Kontrollverfahren vorgenommen werden, werden gemäß den Regeln der Technik durch ein für die Probeentnahmen und die Analysen im Rahmen der Bekämpfung der Luftverschmutzung zugelassenes Labor vorgenommen. Die Kalibrierung und die Eichung der Messinstrumente werden ebenfalls durch ein solches zugelassenes Labor vorgenommen.

Unterabschnitt 3 — Gezielte Probeentnahmen

Art. 65 - § 1 - Die Daten und Uhrzeiten der gezielten Probeentnahmen, die gemäß Artikel 60 §§ 3 und 4 angefordert sind, werden von dem Betreiber mindestens fünf Werktage im Voraus per Fax:

- dem technischen Beamten;
 - dem mit der Überwachung beauftragten Beamten;
- übermittelt.

§ 2 - Jede Unterlage, in der die Probeentnahme erwähnt wird, enthält folgende Angaben:

- das Datum, die Uhrzeit der Probeentnahme sowie der Name des Betreibers;
- das Bezugszeichen und die genauen Koordinaten der Entnahmestelle (Lambert-Koordinaten X und Y sowie Landesnivellement Z);
- jegliche etwaige besondere Beobachtung.

Unterabschnitt 4 — Ergebnisse der Analysen

Art. 66 - § 1 - Die Ergebnisse der aufgrund des vorliegenden Kapitels angeforderten Messungen und Analysen werden dem in Artikel 25 des vorliegenden Erlasses erwähnten Register beigefügt. Sie werden in der Form von:

- Zahlentabellen;
- Diagrammen, die die während der letzten fünf Jahre festgestellten Ergebnisse systematisch anführen, dargestellt.

§ 2 - Neben der Darstellung auf Papier kann der technische Beamte eine Übermittlung auf Datenträger anfordern. Er legt die Modalitäten zur Präsentation des Analyseberichts gemäß einem mit der Datenbank der zuständigen Dienststellen der Wallonischen Region kompatiblen Format fest.

Unterabschnitt 5 — Übermittlung der Analyseberichte und der anderen Messungen

Art. 67 - § 1 - Die aufgrund des Artikels 60, §§ 3 und 4 angeforderten Analysenergebnisse werden in einem von dem Verantwortlichen des zugelassenen Labors unterzeichneten Bericht angeführt, der innerhalb von acht Tagen ab dessen Eingang von dem Betreiber an den technischen Beamten, den mit der Überwachung beauftragten Beamten und die Bürgermeister der Gemeinden, wo das technische Vergrabungszentrum angesiedelt ist, übermittelt wird.

§ 2 - Einmal im Jahr übermittelt der Betreiber denselben Personen:

— die monatlichen Volumen der entsorgten Gase, auf der Grundlage der von dem Betreiber installierten Anlagen. Diese werden kumulativ auf Diagrammen im angepassten Maßstab dargestellt;

— die Ergebnisse der in Anwendung des Artikels 61, § 3 vorgenommenen Messungen.

§ 3 - Die Ergebnisse der aufgrund des Artikels 61, § 2 angeforderten Messungen werden gemäß den von dem technischen Beamten genehmigten Modalitäten übermittelt.

Unterabschnitt 6 — Abänderung der Verpflichtungen

Art. 68 - Die zuständige Behörde kann auf Gutachten des technischen Beamten zu jeder Zeit, auf der Grundlage der Ergebnisse, die Liste der Orte, wo Proben aufgrund des vorliegenden Kapitels entnommen werden, und die Liste der zu analysierenden Parameter sowie die Häufigkeit der Probeentnahmen und Analysen abändern.

KAPITEL VII — Sicherheitsleistungen und Versicherungen

Abschnitt 1 — Sicherheitsleistungen

Unterabschnitt 1 - Hinterlegung der Sicherheitsleistung

Art. 69 - § 1 - Die in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Sicherheitsleistung wird sowohl in Bezug auf ihren Teil bezüglich der Wiederinstandsetzung des technischen Vergrabungszentrums als auch in Bezug auf den mit der Nachbewirtschaftung verbundenen Teil vollständig vor dem Beginn der Aufschüttungen hinterlegt, außer wenn die zuständige Behörde verfügt, dass die Hinterlegung der Sicherheitsleistung gemäß Artikel 55, § 2 desselben Dekrets in Teilbeträgen erfolgen kann.

§ 2 - Wenn die Sicherheitsleistung in einer oder mehreren unabhängigen Bankbürgschaften zu Gunsten des Amtes besteht, muss sie den folgenden Bedingungen genügen:

— es handelt sich um eine Bankbürgschaft auf die erste Anforderung hin zu Gunsten des Amtes, wobei der Sicherheitsgeber sich dazu verpflichtet, den garantierten Betrag innerhalb einer Frist von einem Monat ab der Übermittlung des Antrags des Amtes auf Einzahlung der Bürgschaft per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief oder innerhalb eines Monats ab dem Urteil zur Eröffnung des Konkurses des Schuldners einzuzahlen;

— der Sicherheitsgeber erklärt ausdrücklich darin, dass er auf den Vorteil der Diskussion und der Teilung, auf den Vorteil der Artikel 2036, 2037 und 2039 des Zivilgesetzbuches und, im Allgemeinen, auf den Genuss von jeglichem Vorteil und jeglicher Ausnahme, die rechtlich zu Gunsten des Sicherheitsgebers sowohl dem Schuldner als auch dem Amt vorgesehen sind, verzichtet;

— die Durchführung der Verpflichtungen des Schuldners in Bezug auf die Wiederinstandsetzung und die Nachbewirtschaftung, die sich aus dem Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, ganz besonders aus seinen Artikeln 13 und 19 ergeben, und der durch den vorliegenden Erlass auferlegten Verpflichtungen wird auf bedingungslose Weise darin gesichert.

§ 3 - Eine Abschrift der Nachweise bezüglich der Hinterlegung der oben erwähnten Sicherheitsleistung und der späteren Anpassungen, insbesondere derjenigen, die in § 4 vorgesehen sind, wird vor dem Beginn der Betreibung von dem Betreiber an den technischen Beamten und den mit der Überwachung beauftragten Beamten übermittelt.

Unterabschnitt 2 — Einzahlung der Sicherheitsleistung

Art. 70 - § 1 - Der Betreiber kann die Einzahlung einer oder mehrerer Tranchen des Teiles der Sicherheitsleistung, der die Wiederinstandsetzung des technischen Vergrabungszentrums betrifft, vor dem vollständigen Erlöschen seiner Verpflichtungen aufgrund der Wiederinstandsetzung bestimmter Zellen beantragen.

Er richtet seinen Antrag an den technischen Beamten und hinterlegt zu dessen Bekräftigung eine ausführliche Argumentenliste, anhand deren insbesondere bewiesen wird, dass die Verpflichtungen bezüglich der Wiederinstandsetzung, die in den Bedingungen der Zulassung aufgelistet sind, oder mindestens die Bedingungen hinsichtlich des Fortschritts der Arbeiten, für die betreffenden Bereiche eingehalten worden sind.

§ 2 - Der Betreiber kann die Einzahlung des Teils der Sicherheitsleistung, der die Nachbewirtschaftung betrifft, beantragen, wenn er der Ansicht ist, dass das technische Vergrabungszentrum für die Umwelt keine Gefahr mehr darstellt.

Er richtet seinen Antrag an den technischen Beamten und hinterlegt zu dessen Bekräftigung eine ausführliche Argumentenliste, anhand deren insbesondere bewiesen wird, dass die Bedingungen bezüglich der Nachbewirtschaftung des technischen Vergrabungszentrums eingehalten worden sind.

Der technische Beamte kann die Abhebung der ganzen Sicherheitsleistung oder eines Teils davon genehmigen.

Abschnitt 2 — Versicherungen

Art. 71 - Der Betreiber schließt einen Versicherungsvertrag ab, der die aus der Betreibung des technischen Vergrabungszentrums resultierende zivilrechtliche Haftung deckt, und übermittelt eine Abschrift davon an den technischen Beamten und den mit der Überwachung beauftragten Beamten vor jeglicher Inbetriebsetzung. In diesem Vertrag wird bestimmt, dass:

— keine Nichtigkeit, Abweichung oder Aberkennung geschädigten Dritten gegenüber geltend gemacht werden kann;

— dessen Aufhebung bzw. Auflösung erst nach Ablauf einer Frist von sechs Monaten ab dem Tag, an dem der Grund für die Aufhebung bzw. die Auflösung dem Minister mitgeteilt worden ist, wirksam sein wird.

KAPITEL VIII — *Übergangsregelungen und Schlussbestimmungen**Abschnitt 1 — Zusammensetzung des Einrichtungsplans des Standortes des technischen Vergrabungszentrums*

Art. 72 - § 1 - Der in Artikel 180 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Einrichtungsplan wird in fünffacher Ausfertigung eingereicht und enthält die nachstehenden Angaben:

- 1° die Übereinstimmung des technischen Vergrabungszentrums mit den im vorliegenden Erlass vorgesehenen Verpflichtungen;
- 2° die berufliche, technische und finanzielle Leistungsfähigkeit des Betreibers und seines Personals;
- 3° die zur Vermeidung von Unfällen und zur Begrenzung deren Folgen getroffenen Maßnahmen;
- 4° die vom Betreiber hinterlegte finanzielle Garantie, dies sowohl für die mit der Wiederinstandsetzung verbundene Phase als auch für die mit der Nachbewirtschaftung verbundene Phase;
- 5° alle Korrekturmaßnahmen, die zu treffen sind, um den Bedingungen des vorliegenden Erlasses zu genügen, und die zu dieser Angleichung an die Vorschriften notwendigen Fristen.

Ab Eingang des Planes übermittelt die zuständige Behörde vier Abfertigungen an den technischen Beamten zur Begutachtung. Sie verfügt über eine Frist von dreihundert Tagen, um über den oben erwähnten Einrichtungsplan zu befinden, gemäß Artikel 180 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

Sowohl die zuständige Behörde als auch der technische Beamte können:

- 1° vom Betreiber die Mitteilung von jeglicher zusätzlichen Information in Bezug auf die unter 1° bis 5° des ersten Absatzes des vorliegenden Paragraphen erwähnten Angaben anfordern;
- 2° das technische Vergrabungszentrum inspizieren, um zu überprüfen, ob die geplanten Einrichtungen es ermöglichen werden, den Bedingungen des vorliegenden Erlasses zu genügen.

§ 2. Unbeschadet der durch die vor dem Inkrafttretensdatum des vorliegenden Erlasses ausgestellten Betriebsgenehmigungen vorgesehenen Frist kann die Betreibung des technischen Vergrabungszentrums nur dann weitergeführt werden, wenn dieses ab dem 16. Juli 2009 den in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Bedingungen mit Ausnahme der Artikel 8 und 9 genügt.

Im gegenteiligen Fall setzt die Behörde die Frist fest, innerhalb welcher die Betreibung des technischen Vergrabungszentrums endet. Diese Frist kann vier Jahre nicht übersteigen.

Unbeschadet der vorigen Absätze des vorliegenden Paragraphen hat zudem der Betreiber im Falle eines technischen Vergrabungszentrums der Klasse 1 oder der Klasse 5.1 den durch die Artikel 7 und 21 des vorliegenden Erlasses festgesetzten Kriterien spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zu genügen.

Das Ende der Betreibung bewirkt keine Aufhebung der Verpflichtungen in Bezug auf die Wiederinstandsetzung und die Nachbewirtschaftung.

Abschnitt 2 — Abänderungs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 73 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien wird aufgehoben.

Art. 74 - In Artikel 3, 2°, f des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, wird das Wort "Bestimmung(en)" durch das Wort "Bewirtschaftung" ersetzt.

Art. 75 - § 1 - In Artikel 5, 2°, c des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, wird der Wortlaut "für dem Bett und den Ufern der Wasserläufe und -flächen entnommene Stoffe, sowie in Artikel 20 § 2, Absatz 3 des Dekrets erwähnt" gestrichen.

§ 2 - In Artikel 5, 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, wird der zweite Satz durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Die folgenden Abfälle werden den Stoffen, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, gleichgestellt und können als solche, jedoch nicht ausschließlich, so bewirtschaftet werden:

- die aus dem Unterhalt der Regenauffangbecken stammenden Abfälle;
- die aus der Reinigung der Kanalisationen und der am Rande der Verkehrswege befindlichen Gräben stammenden Abfälle;
- jedoch mit Ausnahme der exogenen Abfälle.

Im Falle einer solchen Bewirtschaftung finden die in Artikel 4, § 1 des vorliegenden Erlasses bestimmten Kriterien auf diese gleichgestellten Abfälle Anwendung. »

Art. 76 - Die Artikel 18 bis 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, werden aufgehoben.

Art. 77 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten wird ein wie folgt verfasster Punkt eingefügt:

"24° Einem Erzeuger von Abfällen vorbehaltenes technisches Vergrabungszentrum: ein technisches Vergrabungszentrum, das ausschließlich durch den ursprünglichen Erzeuger von Abfällen oder eine seiner Filialen benutzt werden darf."

Art. 78 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Februar 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage 1

Aufgrund der Artikel 9, 10, 11, 15 und 61 auferlegte Dichtigkeit der technischen Vergrabungszentren
EIGENSCHAFTEN DER MATERIALIEN

Im Rahmen der Einrichtungsarbeiten der technischen Vergrabungszentren der Klassen 1, 2, 4-B, 5.1 und 5.2 übermittelt der Betreiber dem technischen Beamten Informationen über den Ursprung und die Eigenschaften der Materialien, die er zu benutzen beabsichtigt, zur Genehmigung; diese werden aufgrund einer durch ein anerkanntes Labor geführten Untersuchung ermittelt.

Die nachstehend aufgeführten Eigenschaften betreffen hauptsächlich die tonhaltigen Materialien und die PE-HD-Blätter (Polyäthylen hoher Dichte). Diese Angaben verbieten nicht die Verwendung anderer Materialien, wenn bewiesen wird, dass sie gleichwertige Leistungen haben. Wenn nötig werden die technischen Vorschriften aufgrund von Vorschlägen, die vom Betreiber gestützt werden, von Fall zu Fall von dem technischen Beamten festgelegt.

Außerdem kann die zuständige Behörde dazu geführt werden, ergänzende Bedingungen im Rahmen von Regeln der guten fachlichen Praxis zu bestimmen.

MINERALISCHE ABDICHTUNG (TONHALTIGE AUFGESCHÜTTETE ODER VERBESSERTE MATERIALIEN)

A. Ermittlung der Eigenschaften des Vorkommens:

Die Materialien müssen:

- Kriterien hinsichtlich ihrer Art, Durchlässigkeit und Bearbeitbarkeit;
- Eigenschaften hinsichtlich der Widerstandsfähigkeit und der Langzeitfestigkeit entsprechen.

Zu diesem Zweck werden Versuche vom Betreiber gemacht, die die Verbindungen zwischen diesen Parametern ermitteln, um Kontrollmaßnahmen zu ermöglichen.

B. Überprüfung der Erfüllung der Anforderungen:

Durch Experimente muss überprüft werden können, ob das gelieferte Material von dem früher identifizierten Vorkommen stammt und in guten Feuchtigkeits- und Kompaktheitsbedingungen eingesetzt werden kann, um die erforderlichen Leistungen zu erreichen.

C. Einsatztechnik:

Der Ton wird in 20 ± 5 Zentimeter dicken gekreuzten Schichten aufgebracht, die einzeln fachgemäß verdichtet werden, um ungefähr den Proctor-Bestwert zu erreichen.

Die erste auf das Planum aufgebrachte und verdichtete Schicht hat hauptsächlich eine Schutzrolle.

Um die erforderlichen Dicken zu erreichen, werden die anderen Schichten energisch verdichtet, um eine Dichtwirkung zu erreichen, bei der die unter Paragraph D angeführten Vorschriften an jeder Stelle des Körpers eingehalten werden.

Die mechanische Arbeit (Verdichtung, Anfeuchtung, Trocknung) wird weitergeführt, bis alle auferlegten Vorschriften für jede Schichte erfüllt werden.

D. Durchführungskontrolle:

Die Häufigkeit der Versuche und Messungen wird in der Umweltgenehmigung bestimmt und darf nicht unter dem in der nachfolgenden Tabelle angeführten Wert liegen.

Der durchschnittliche Durchlässigkeitskoeffizient für die gesamten Messungen überschreitet nicht 1×10^{-9} m/s mit Wasser übersättigten Ton und keine Messung darf ein Ergebnis höher als 3×10^{-9} m/s geben.

	Messungen:	Häufigkeit
	I. In situ	
I.1.	Kompaktheit	1 Versuch je 4 000 m ² und je Schicht (1)
I.2.	Dicke der Schicht	1 Versuch je 500 m ² und je Schicht (1)
I.3.	Gesamte Dicke	1 Versuch je 2 000 m ² (1)
I.4.	Durchlässigkeitskoeffizient	1 Versuch je 4 000 m ² (2)
	II. Im Labor	
II.1.	Wassergehalt	1 Versuch je 500 m ² und je Schicht (2)
II.2.	Durchlässigkeitskoeffizient mit dreiaxsigem Permeameter	1 Versuch je 2 000 m ² und je Schicht (2)
II.3.	Kompaktheit auf ungestörter Probe	1 Versuch je 2 000 m ² und je Schicht (1)
II.4.	Atterberggrenzen	1 Versuch je 2 000 m ² und je Schicht (1)
II.5.	Granulometrische Analyse	1 Versuch je 4 000 m ² und je Schicht (1)
II.6.	Kationenaustauschfähigkeit	1 Versuch je 4 000 m ² und je Schicht (1)
II.7.	Beugung X (mineralogische Untersuchung)	1 Versuch je 4 000 m ² und je Schicht (1)
II.8.	Proctor-Versuche	1 Versuch je 4 000 m ² und je Schicht (1)
	(1) und mindestens 6 Messungen pro Zelle	(2) und mindestens 10 Messungen pro Zelle

Auf jeden Fall werden die Versuchstellen gekennzeichnet, aufgezeichnet und in dem Leistungstagebuch aufgenommen. Die für die Versuche gemachten Löcher werden mit quellfähigen Bentonitgranulaten gefüllt, wobei die Art des Betonits für die Eigenschaften des Sickerwassers geeignet ist.

1.2. Geomembranen (PE-HD)

Die Geomembranen PE-HD (Polyäthylen hoher Dichte) werden, außer wenn es technisch unmöglich ist, mittels einer doppelten Schweißnaht, die von qualifizierten Personen vorgenommen wird, zusammengesetzt.

Die Schweißnahten werden durch eine qualifizierte Einrichtung, deren Fachkundigkeit anerkannt ist und die in keinem Abhängigkeitsverhältnis zum Betreiber des technischen Vergrabungszentrums steht, sogar an T-Stößen völlig überprüft.

Außer bei erwiesener Unwirksamkeit der Vorrichtung setzt der Betreiber bis zur ersten Abfallschüttung auf das betroffene Gebiet ein elektrisches Lecksuchgerät ein und hält es ständig in Betrieb. Die festgestellten Defekte in den Geomembranen werden somit unmittelbar repariert und fachgemäß kontrolliert.

2. Mustervorrichtung zur Boden- und Flankenabdichtung für ein technisches Vergrabungszentrum der Klasse 2

Der Boden und die Flanken des technischen Vergrabungszentrums werden nach Profilierung der Grundfläche mit einem unteren Abdichtungs- und Entwässerungssystem bedeckt, dessen Leistungen mindestens so hoch wie diejenigen der nachstehend beschriebenen Vorrichtung sind.

Auf der Sohle, von unten nach oben:

- eine ungefähr 15 Zentimeter dicke mineralische Ausgleichsschicht;
- eine Dichtungsschicht aus Ton in 20 ± 5 Zentimeter dicken Lagen. Sie hat eine Minstdicke von 1 Meter;
- bei erwiesener Unwirksamkeit des elektrischen Lecksuchgeräts, eine 5 Millimeter dicke pulverige Schicht Kalziumbentonit bzw. eine Bentonit-Geokomposite;
- eine mindestens 2 Millimeter dicke Geomembran PE-HD;
- ein perforationssicheres Geotextil;
- eine 50 Zentimeter dicke Dränschicht, die aus 30 Zentimeter Splitten in geeigneter Korngröße besteht, mit einem Durchlässigkeitskoeffizient K von mindestens 1×10^{-2} m/s, und darüber eine weitere Schicht von 20 Zentimeter Splitten in feinerer Korngröße, die vereinbar mit derjenigen der unteren Schicht ist; die untere Schicht wird mit einem Dränrohrennetz mit geeigneter mechanischer und chemischer Widerstandsfähigkeit ergänzt;
- ein verseuchungssicheres Geotextil oder ein Geogitter;
- bei einem Geotextil, eine mindestens 20 Zentimeter dicke Schutzschicht aus mineralischen Materialien mit einem Durchlässigkeitskoeffizient K von mindestens 1×10^{-3} m/s.

Auf den Flanken, von unten nach oben:

- ab der Sohle, auf einer Länge von fünf Meter, die senkrecht gemessen wird, die gleiche Vorrichtung wie auf der Sohle, mit Ausnahme von Punkt 1 und Punkt 3; Punkt 6 "Dränschicht" - wird durch die Befestigung durchgehender mindestens 25 Zentimeter dicker Drahtschotterkörbe ersetzt.
- auf den anderen Flankenteilen:
- eine Dichtungsschicht aus Ton in 20 ± 5 Zentimeter dicken Lagen. Ihre Dicke erreicht mindestens 60 Zentimeter;
- eine mindestens 2 Millimeter dicke Geomembran PE-HD;
- ein perforations- und gleitsicheres Geotextil;
- mindestens 25 Zentimeter dicke Drahtschotterkörbe (deren Fläche mindestens 20% der Böschungsfläche entspricht), gefüllt mit Splitt, die mindestens alle 10 Meter ährenförmig oder schräg befestigt werden, wobei die Räume zwischen den Drahtschotterkörben mit befestigtem Sand gefüllt werden;
- ein verseuchungssicheres Geotextil oder ein Geogitter;
- bei einem Geotextil, eine mindestens 20 Zentimeter dicke Schutzschicht aus mineralischen Materialien mit einem Durchlässigkeitskoeffizient K von mindestens 1×10^{-3} m/s.

Schnittstelle zwischen den Zellen:

- Die Zellen, die zur Annahme von organischen biologisch abbaubaren Abfällen bestimmt sind, werden von den Zellen, die andere kaum komprimierbare Abfallarten annehmen, durch eine geeignete Vorrichtung getrennt.

Nach Neuprofilierung der kaum komprimierbaren Abfälle wird zu diesem Zweck über diese Abfälle das nächste Abdichtungs- und Entwässerungssystem oder jedes sonstige System, das mindestens gleichwertige Leistungen aufweist, aufgebracht.

- eine 15 Zentimeter dicke Ausgleichsschicht in feiner Korngröße (< 2 Millimeter), die ggf. leicht befestigt ist.
- eine mindestens 2 Millimeter dicke Geomembran PE-HD;
- eine drainierendes Geogitter.

Eine Sickerwassersammelleitung, die an das Hauptsammelnetz angeschlossen ist, wird an der Basis dieses Systems gebaut.

3. Bedeckung des technischen Vergrabungszentrums

3.1. Für technische Vergrabungszentren oder Zellen, die biologisch abbaubare Abfälle angenommen haben, baut der Betreiber, wenn Abfallschüttungen in einem bestimmten Sektor beendet sind, möglichst schnell ein vorläufiges oberes Abdichtungs- und Entwässerungssystem, das von unten nach oben nach Neuprofilierung der Abfälle mindestens das Folgende enthält:

- eine mindestens 15 Zentimeter dicke Zwischenabdeckschicht;
- ein drainierendes geosynthetisches Material mit einem sehr hohen Porenanteil zusammen mit Sammelleitungen, die an das Netz zur Beseitigung der Gase des technischen Vergrabungszentrums angeschlossen sind, in den Sektoren, in denen Biogas erzeugt wird;
- eine Erdschicht zweiter Kategorie, deren Dicke nach der jeweiligen Lage bestimmt wird.

Möglichst schnell wird das Gebiet dicht mit Gräsern besät. Die somit vorläufig eingerichteten Gebiete werden sehr regelmäßig unterhalten.

Wenn aus dem Bericht über die Beobachtung der Bodensenkung hervorgeht, dass ein jährlicher relativer Senkungssatz unter 1,5% für eine ganze Zelle des technischen Vergrabungszentrums nach endgültigem Aufhören der Abfallschüttung im Verhältnis zu der Lage am Ende der Bewirtschaftung vorliegt, wird die Erdschicht zweiter Kategorie im wesentlichen weggenommen und nach einer eventuellen, ausschließlich mittels inerten Materialien vorgenommenen Neuprofilierung wird ein Abdichtungs- und Entwässerungssystem gebaut.

In den Zellen mit sehr schwacher Entgasung und sehr schwacher Bodensenkung kann die zuständige Behörde auf Gutachten des technischen Beamten dem Betreiber ebenfalls erlauben, das endgültige obere Abdichtungs- und Entwässerungssystem nach den letzten Abfallschüttungen anzulegen.

3.2. Das obere Abdichtungs- und Entwässerungssystem erfüllt die folgenden Bedingungen:

	Technische Vergrabungszentren oder Zellen, die biologisch abbaubare Abfälle annehmen	technische Vergrabungszentren oder Zellen, die keine biologisch abbaubaren Abfälle annehmen, nach CET-Klassen							
		1	2	3	4A	4B	5.1.	5.2.	5.3.
Gasdränschicht	E	NE	NE	NE	NE	NE	NE	NE	NE
Kunststoffdichtungsbahn	E	E	E	NE	NE	NE ⁽¹⁾	E	E	NE
Mineralische Dichtungsschicht	E	E	E	NE	NE	E ⁽¹⁾	E	E	NE
Mindestens 0,5 m ⁽²⁾ dicke mineralische Entwässerungsschicht	E	E	E	NE	NE	E	E	E	NE
Mindestens 1 m ⁽²⁾ dicke Erdschicht	E	E	E	E	E	E	E	E	E

E: erforderlich

(1) oder umgekehrt, eine der beiden ist erforderlich.

NE: nicht erforderlich:

(2) oder gleichwertige Materialien.

Die verwendeten Materialien und ihr Einsatz entsprechen den Anforderungen von Punkt 1 der vorliegenden Anlage.

3.3. Die nachstehende Vorrichtung gilt als Referenz und das endgültige obere Abdichtungs- und Entwässerungssystem muss unter Vorbehalt des Punktes 3.2 mindestens die gleichen Leistungen wie diese aufweisen, von oben nach unten:

— eine mindestens 15 Zentimeter dicke Zwischenabdeckschicht;

ein drainierendes geosynthetisches Material mit einem sehr hohen Porenanteil zusammen mit Sammelleitungen, die an das Netz zur Beseitigung der Gase des technischen Vergrabungszentrums angeschlossen sind; in den Zellen mit einer sehr schwachen Entgasung können einfache Gasabzugsvorrichtungen vorgesehen werden;

— eine mindestens 80 Zentimeter dicke Tonschicht;

— eine mindestens 1,5 Millimeter dicke Geomembran; im Rahmen des Möglichen wird diese mit der an den Flanken des technischen Vergrabungszentrums angebrachten Geomembran vereinigt;

— ein drainierendes geosynthetisches Material mit einem sehr hohen Porenanteil zusammen mit Sammelleitungen, die an das Netz zur Beseitigung des Meteorwassers angeschlossen sind;

— eine mindestens 70 Zentimeter dicke Erdschicht zweiter Kategorie, die weniger als 33% an steinhaltiger Masse enthält, deren Bestandteile weniger als 15 Zentimeter groß sind, und die mit der vorgeschriebenen Neuanpflanzung vereinbar ist; auf diese Erdschicht wird eine mindestens 30 Zentimeter dicke Endschicht Anbauerde (aus der nahen Umgebung des technischen Vergrabungszentrums) aufgetragen.

3.4. Nach dem Auftragen der Abdeckschicht aus Erde nimmt der Betreiber schnellstmöglich die mit der angemessenen Pflanzperiode vereinbare Neubepflanzung mit einheimischen Baumarten vor, und zwar unbeschadet des Artikels 28, § 2 des "CWATUP".

Um die Erosion aufzuhalten und die Verbreitung von einheimischen Pflanzenarten zu fördern, wird eine hauptsächlich aus Schwingelgras (*Festuca rubra*) bestehende Saatmischung gemäß einer Saattiefe von 3 kg pro Ar gesät. Falls angeordnet, werden Sträucherbeete mit einem Pflanzabstand zwischen den Stöcken von 1,5 mal 1,5 Metern angelegt, wobei diese in Gruppen von 20 oder 30 Pflanzen je nach dem festgelegten Umfang angeordnet werden. Der Abstand unter den Beeten beträgt je nach deren Fläche zwischen 20 und 25 Meter (von Rand zu Rand).

3.5. Nach jeglicher Bodensenkung darf das durchschnittliche Restgefälle (an jedem Punkt) nicht unter 3% liegen.

Außerdem und unbeschadet dieser Bedingung und der Vorschriften des "CWATUP":

— darf die maximale Höhe nach Bodensenkung die in der Genehmigung zugelassene Höhe nicht überschreiten;

der Betreiber trifft alle angemessenen Vorkehrungen, um die differenziellen Senkungseffekte zu beschränken, insbesondere an den relativen Grenzen der Zellen und Sektoren, sowie an den Verbindungsstellen zwischen dem oberen Abdichtungs- und Entwässerungssystem und den für die Entgasung vorgesehenen Vorrichtungen, sowie den Flanken;

— fügt sich das Endprofil nach der Wiederinstandsetzung allgemein harmonisch in die Umgebung ein.

Die Wiederinstandsetzung wird derart durchgeführt, dass ein natürlicher Abfluss gewährleistet, die Entwässerung der benachbarten Grundstücke während und nach der Wiederinstandsetzung des technischen Vergrabungszentrums nicht gestört und die Stagnierung des Meteorwassers sowohl an der Oberfläche, als auch inmitten der Abfälle beseitigt wird.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Februar 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage 2

Register der technischen Vergrabungszentren

DATUM: SEITE Nr.:

(Paraphe)

Anzahl der eingegebenen Kontrollscheine:

Anzahl der eventuellen Verweigerungen:

Identifizierung durch Immatriculierung Nr.:

Benachrichtigung beim "OWD" ("Office wallon des Déchets" - Wallonisches Amt für Abfälle)

per Telefon um..... Uhr

per Fax um..... Uhr

per Schreiben vom.....

Anzahl der eventuellen Anlagen:

Im Falle auferlegter periodischer Analysen:

Probenahmen

Eingang des Protokolls

Anzahl der eventuellen Anlagen: Im Falle auferlegter durchgehender Messungen:

⇒ Art: ⇒ Art: ⇒ Art:

Werte: Werte: Werte:

Anzahl der eventuellen Anlagen:

Anmerkungen:

Anzahl der eventuellen Anlagen:

Beauftragter des heutigen Datums für die Eingangs- und Ausgangskontrolle			
Name	Uhrzeit BEGINN der Dienstleistung	Uhrzeit ABSCHLUSS der Dienstleistung	Unterschrift

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Februar 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 987

[C — 2003/27135]

**27 FEBRUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering
houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 1999/31/EG van de Raad van 26 april 1999 betreffende het storten van afvalstoffen;
Gelet op het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

Gelet op het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het water tegen verontreiniging, gegeven op 6 februari 2002;

Gelet op het advies van de Gewestelijke afvalstoffencommissie, gegeven op 23 september 2002;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het gaat om de omzetting van een richtlijn « interne markt » waarvan de omzettingstermijn verstreken is op 16 juli 2001 en dat de Europese Commissie de zaak aanhangig gemaakt heeft bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, dat de Waalse Regering de Raad van State op 24 december ll. verzocht heeft binnen een maand advies uit te brengen over het voorontwerp van bovenbedoeld besluit tot omzetting van een aantal bepalingen van genoemde richtlijn, waarvan enkele zo spoedig mogelijk in werking moeten treden om de vlotte uitvoering van het decreet van 11 juni 1999 betreffende de milieuvergunning te waarborgen, dat één maand na het verzoek om adviesverlening nog steeds geen advies is uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 34.911/4, uitgebracht op 20 februari 2003 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFSTUK I. — Algemene bepalingen**Afdeling 1. — Toepassingsgebied**

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de inrichtingen bedoeld in rubriek nr. 90.25 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Afdeling 2. — Begripsomschrijving

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

2.1. « CWATUP » : het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

2.2. « CET » : Centrum voor technische ingraving, zoals bedoeld in artikel 2, 18^o, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2.3. « nomenclatuur-besluit » : het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

2.4. beschermde natuurgebieden : de domaniale en erkende natuurreservaten, de bosreservaten, de sites Natura 2000 in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gewijzigd bij de decreten van de Waalse Gewestraad van 11 april 1984, 16 juli 1985, 7 oktober 1985, 7 september 1989, 21 april 1994, 6 april 1995, 22 januari 1998 en 6 december 2001, de vochtige gebieden met een biologische waarde in de zin van het besluit van 8 juni 1989 betreffende de bescherming van de vochtige gebieden met een biologisch belang en de ondergrondse holten met een wetenschappelijke waarde in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 1995;

2.5. opgravingsbodem : natuurlijke of geremanieerde oppervlakte waarop afvalstoffen of dichtings- en draineerlagen rechtstreeks worden opgeslagen, al naar gelang het geval;

2.6. capillaire opstijging : stijging van het water in de bodemporiën vanaf de oppervlakte van de grondwaterlagen als gevolg van de krachten van de oppervlaktespanning;

2.7. cel : onderverdeling van een « CET » naar gelang van de aard van de ondergegraven afvalstoffen;

2.8. sector : onderverdeling van een cel waar afvalstoffen gehanteerd of ondergegraven worden en waarvan de oppervlakte maximum 2 ha bedraagt, behalve als de bevoegde overheid een andere oppervlakte vastlegt na advies van de technisch ambtenaar;

2.9. werkzone : onderverdeling van een sector waar afvalstoffen gehanteerd of ondergegraven worden en waarvan de oppervlakte maximum 5 000 m² bedraagt, behalve als de bevoegde overheid een andere oppervlakte vastlegt na advies van de technisch ambtenaar;

2.10. ondergravingszone : oppervlakte waar afvalstoffen en de effluenten ervan daadwerkelijk ondergegraven of gehanteerd worden;

2.11. technisch ambtenaar : de ambtenaar bedoeld in artikel 1, 16^o, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

2.12. toezichthoudende ambtenaar : de ambtenaar bedoeld in artikel 2, 25^o, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2.13. biogas : de door biologisch afbreekbare afvalstoffen voortgebrachte gassen;

2.14. watervlak : natuurlijke of kunstmatige meren en vijvers;

2.15. waterloop : elk soort bevaarbare of onbevaarbare waterloop;

2.16. dienst : de « Office wallon des Déchets » (Waalse dienst voor afvalstoffen);

2.17. exploitant : de exploitant bedoeld in artikel 1, 8°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of diens afgevaardigde.

Afdeling 3. — Indeling van de centra voor technische ingraving

Art. 3. De centra voor technische ingraving worden ingedeeld in vijf klassen :

- klasse 1 : de centra bedoeld in rubriek 90.25.01 van het nomenclatuur-besluit;
- klasse 2 : de centra bedoeld in rubriek 90.25.02 van het nomenclatuur-besluit;
- klasse 3 : de centra bedoeld in rubriek 90.25.03 van het nomenclatuur-besluit;
- klasse 4 : de centra bedoeld in rubriek 90.25.04 van het nomenclatuur-besluit, met name :
 - de centra bedoeld in rubriek 90.25.04.01 van het nomenclatuur-besluit- klasse 4 A.
 - de centra bedoeld in rubriek 90.25.04.02 van het nomenclatuur-besluit- klasse 4 B.
- klasse 5 : de centra bedoeld in rubriek 90.25.05 van het nomenclatuur-besluit, met name :
 - de centra bedoeld in rubriek 90.25.05.01 van het nomenclatuur-besluit - klasse 5.1.
 - de centra bedoeld in rubriek 90.25.05.02 van het nomenclatuur-besluit - klasse 5.2.
 - de centra bedoeld in rubriek 90.25.05.03 van het nomenclatuur-besluit - klasse 5.3.

Afdeling 4. — Herkomst van de afvalstoffen

Art. 4. § 1. Alle afvalstoffen mogen in een « CET » ondergegraven worden als ze aan de criteria van dit besluit voldoen, behalve als de technische eigenschappen van de site een beperking van de aard van de toelaatbare afvalstoffen rechtvaardigen.

§ 2. De in een « CET » van klasse 3 toelaatbare afvalstoffen moeten gestort kunnen worden in elk « CET » van klasse 2, met inachtneming van de regels betreffende de verenigbaarheid van afvalstoffen.

§ 3. Onverminderd § 1 en niettegenstaande de mogelijke verwijdering in een « CET » van klasse 4 zoals bepaald in deze sectorale voorwaarde, moeten de stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden en de door de Regering daarmee gelijkgestelde afvalstoffen gestort kunnen worden in :

- elk « CET » van klasse 2 als ze voldoen aan de meer bepaald analytische criteria inzake de toelaatbaarheid van afvalstoffen in een « CET » van klasse 2;
- elk « CET » van klasse 3 als de inerte aard ervan erkend is.

Artikel 5 is ook toepasselijk op dezelfde stoffen waarvan vaststaat dat ze gevaarlijk zijn.

Afdeling 5. — Ondergraving van gevaarlijke afvalstoffen in een « CET » van klasse 2 of 5.2

Art. 5. § 1. Stabiele, niet-reactieve gevaarlijke afvalstoffen, die bijvoorbeeld verhard of verglaasd zijn, met een uitlooggedrag dat gelijkwaardig is aan dat van ongevaarlijke afvalstoffen, en die voldoen aan de relevante aanvaardingscriteria kunnen in kleine hoeveelheden ondergegraven worden in een « CET » van klasse 2 of 5.2. Die gevaarlijke afvalstoffen worden niet in een « CET » gestort in cellen bestemd voor ongevaarlijke afvalstoffen die biologisch afbreekbaar zijn.

§ 2. De bevoegde overheid mag de vergunning voor het storten in een « CET » pas verlenen na de uitvoering van een milieuevaluatie door een milieueffectonderzoeker die voor de categorie « afvalbeheer » erkend is.

Die evaluatie toont aan dat :

- er geen risico's zijn voor het milieu;
- de kleine hoeveelheden van gevaarlijke industriële afvalstoffen verenigbaar zijn met de in het « CET » gestorte afvalstoffen;
- de omstandigheden buitengewoon zijn.

De hoeveelheden die in het « CET » aanvaard kunnen worden en de specifieke voorwaarden voor de ondergraving van de afvalstoffen bedoeld in § 1 liggen vast in de vergunning.

§ 3. De exploitant richt de aanvraag om vergunning voor de ondergraving van kleine hoeveelheden gevaarlijke industriële afvalstoffen in een « CET » van klasse 2 of 5.2. aan de bevoegde overheid, die zich binnen een termijn van honderd dagen moet uitspreken.

Afdeling 6. — Vereist recht

Art. 6. Tijdens de hele duur van de exploitatie en het nabeheer beschikt de exploitant over een recht van eigendom, vruchtgebruik, opstal of erfpacht op de exploitatiesite van het « CET ».

Afdeling 7. — Afval dat niet in een « CET » toegelaten wordt

Art. 7. Het is verboden de volgende afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving te storten :

- 1° vloeibare afvalstoffen, met uitzondering van slib;
- 2° gevaarlijke afvalstoffen met één van de volgende gevaareigenschappen : H1, H2, H3 A, H3 B, H6, H8, H12 of H13, zoals bedoeld in bijlage III bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus;
- 3° ziekenhuis- en gezondheidszorgafval van klasse B1 en B2, zoals bedoeld in artikel 1, 5° en 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafvalstoffen;
- 4° afvalstoffen met één van de gevaareigenschappen bedoeld in bijlage III bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus en die bestaan uit niet-geïdentificeerde en/of nieuwe chemische stoffen afkomstig van onderzoek-, ontwikkelings- of onderwijsactiviteiten en waarvan de effecten op de mens en/of het milieu niet gekend zijn;
- 5° afvalstoffen die niet kunnen worden ondergegraven;
- 6° dierlijke afval, zoals bedoeld in artikelen 1, 3, van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 betreffende de dierlijke afvalstoffen;

7° stoffen, apparaten of voorwerpen die meer dan 50 mg/kg PCB's en/of PCT's bevatten;

8° hele afvalbanden, met uitzondering van banden die als materiaal worden gebruikt, en, vanaf 1 juli 2006, fijn gemalen afvalbanden. Deze bepaling is niet van toepassing op fietsbanden en op banden met meer dan 1 400 mm diameter.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Afdeling 1. — Minimumafstanden tussen de "CET" bepaalde zones van het gewestplan en bepaalde gebieden

Art. 8. § 1. De minimumafstand tussen de ingravingszone en de woon- en recreatiegebieden bedoeld in de artikelen 26, 27, 29 van het « CWATUP » of de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zoals bedoeld in artikel 33 van hetzelfde Wetboek, is :

- 50 meter voor de centra van klasse 3, 4-A en 5.3;
- 100 meter voor de centra van klasse 2, 4-B en 5.2;
- 150 meter voor de centra van klasse 1 en 5.1.

§ 2. De minimumafstand tussen de ingravingszone en de landbouwgebieden bedoeld in artikel 35 van het « CWATUP » is :

- 15 meter voor de centra van klasse 3, 4-A en 5.3;
- 25 meter voor de centra van klasse 2, 4-B en 5.2;
- 50 meter voor de centra van klasse 1 en 5.1.

§ 3. De minimumafstand tussen de ingravingszone en de omtrekken bedoeld in artikel 40, 1°, van het « CWATUP » is :

- 25 meter voor de centra van klasse 3, 4-A en 5.3;
- 50 meter voor de centra van klasse 2, 4-B en 5.2;
- 75 meter voor de centra van klasse 1 en 5.1.

§ 4. De minimumafstand tussen de ingravingszone en de omtrekken bedoeld in artikel 40, 4°, van het « CWATUP » is :

- 100 meter voor de centra van klasse 3, 4-A en 5.3;
- 200 meter voor de centra van klasse 2, 4-B en 5.2;
- 300 meter voor de centra van klasse 1 en 5.1.

§ 5. Het is verboden een « CET » te vestigen binnen een omtrek bedoeld in artikel 40, 5°, van het « CWATUP ».

Art. 9. § 1. De minimumafstand tussen de ingravingszone en de waterwegen en -vlakken

is :

- 15 meter voor de centra van klasse 3 en 5.3;
- 25 meter voor de centra van klasse 2 en 5.2;
- 50 meter voor de centra van klasse 1 en 5.1.

§ 2. Het is verboden een « CET » te vestigen in een nabijgelegen preventiegebied voor waterwinning bedoeld in het besluit van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen.

De « CET » van klasse 1, 2, 4-B, 5.1 en 5.2 mogen niet gevestigd worden in een afgelegen preventiegebied of in een toezichtsgebied bedoeld in het besluit van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen.

§ 3. De minimumafstand tussen de ingravingszone en de beschermde natuurgebieden is, onverminderd de bijzondere decretale en reglementaire bepalingen betreffende die gebieden, :

- 25 meter voor de centra van klasse 3, 4-A en 5.3;
- 50 meter voor de centra van klasse 2, 4-B en 5.2;
- 75 meter voor de centra van klasse 1 en 5.1.

Afdeling 2. — Waterdichtheid en drainage

Art. 10. § 1. De bodem en de zijanten van elk « CET » hebben voldoende verdunningscapaciteit om de besmetting van de bodem, de ondergrond, het grondwater en het oppervlaktewater doeltreffend te beperken. Daartoe bestaan de bodem en de zijanten van het « CET » uit minerale en synthetische materialen die voldoen aan voorschriften inzake doorlatendheid en dikte, die te zamen een niveau van bescherming van bodem, ondergrond, grondwater en oppervlaktewater moeten garanderen dat tenminste gelijkwaardig is aan het niveau dat bereikt wordt met de volgende voorschriften :

— « CET » van klasse 1 en 5.1;
— minerale materialen : $K \leq 1,0 \times 10^{-9}$ m/s dikte ≥ 5 m op de bodem en het onderste deel van de zijanten ≥ 1 m op het bovenste deel van de zijanten,

en

— synthetische materialen : aard : PEHD dikte ≥ 2 mm;
— « CET » van klasse 2, 4B en 5.2.;

— minerale materialen $K \leq 1,0 \times 10^{-9}$ m/s dikte ≥ 1 m op de bodem en het onderste deel van de zijanten $\geq 0,6$ m op het bovenste deel van de zijanten,

en

— synthetische materialen aard : PEHD dikte ≥ 2 mm voor de klassen 2 en 5.2. $\geq 1,5$ mm voor de klassen 4B;

— « CET » van klassen 3, 4A en 5.3.;

— minerale materialen $K \leq 1,0 \times 10^{-7}$ m/s dikte ≥ 1 m;

waarbij K de doorlaatcoëfficiënt is.

§ 2. De waterdichtheid mag hoe dan ook niet dunner zijn dan 0,5 meter. Daarbij wordt geen rekening gehouden met het draineermateriaal.

§ 3. De materialen die worden gebruikt om waterdichtheid te garanderen in de centra van klasse 1, 2, 4B, 5.1 en 5.2 voldoen aan de criteria van bijlage 1, punt 1.

Art. 11. § 1. Voor de centra van klasse 1, 2, 4B, 5.1 en 5.2. bestaat de waterdichtheid van de bodem en zijanten uit een draineermassief met een perennerend doorlatenheidscoëfficiënt dat minstens gelijk is aan 10^{-2} m/s en een dikte van 0,5 m of meer op de bodem en van 0,2 m aan de zijanten. Het draineermassief kan discontinuïteiten vertonen aan het bovenste deel van de zijanten.

§ 2. De steenslagverhardingen die de draineermassieven vormen, zijn vrij van fijne deeltjes. Als ze in aanraking kunnen komen met percolaten van zure aard, zijn ze niet kalkachtig. In dat geval zijn de verliezen door brand of zuuretsing lager dan 5 %. Hun mechanische weerstand wordt door het gebruik bewezen.

Art. 12. § 1. De voorafgaande inrichting van de site wordt zo uitgevoerd en de bovenbedoelde waterdichtheidslagen en draineermassieven zo aangebracht dat zo weinig mogelijk percolaten zich opstapelen op de bodem van het « CET ».

Na uitgraving en herprofilering van de oppervlakten waarop het onderste drainage-waterdichtheidscomplex wordt aangebracht, mag geen enkele glooiing een helling boven 6/4 hebben (33° op de horizontale lijn). De helling wordt hoe dan ook aangepast zodat de waterdichtheidsmaterialen elke druk wordt bespaard.

De bodem van de inkassing van elke sector wordt zodanig geprofileerd dat de perennerende helling minstens 2% bedraagt in de richting van het punt of de lijn waar de percolaten hoofdzakelijk worden opgevangen.

§ 2. In het geval van een « CET » van klasse 2 worden de bodem en de zijanten na profilering van de bodem van de bouwput afgedekt met een onderste drainage-waterdichtheidscomplex waarvan het prestatievermogen minstens gelijk is aan dat van de voorziening omschreven in punt 2 van bijlage 1.

Art. 13. Als de bevoegde overheid op grond van een door de exploitant voorgesteld milieueffectonderzoek van mening is dat het « CET » geen potentieel gevaar oplevert voor bodem, ondergrond, grondwater of oppervlaktewater, mogen de eisen van de artikelen 10, 11 en 12 dienovereenkomstig aangepast worden.

Afdeling 3. — Toezicht op de werken en inrichtingen van het « CET »

Onderafdeling 1. — Opdrachten van de onafhankelijke controle-inrichting

Art. 14. § 1. Elk bestek bevattende de precieze technische clausules van de opdracht alsmede de programma's m.b.t. de controle, het toezicht en het onderhoud op lange termijn, met inbegrip van het nabeheer van de werken en de volgende inrichtingen :

- het ontwerpen en het aanbrengen van de onderste voorzieningen voor drainage-waterdichtheid en voor de bescherming van de bodem en de zijanten van het « CET »;
- het ontwerpen en het aanbrengen van elke voorziening voor de opvang, de opslag en de overbrenging van percolaten;
- het ontwerpen, de lokalisering en de installatie van de piëzometers;
- het ontwerpen, de lokalisering en het aanbrengen van de installaties voor de behandeling en de valorisatie van biogassen;
- het ontwerpen en de installatie van het bovenste complex voor drainage-waterdichtheid en voor het meten van zettingen aan het einde van de exploitatie, tijdens fasen van herstelling en nabeheer van de site, wordt voor advies overgemaakt aan een onafhankelijke controle-inrichting gekozen door de exploitant met de onvoorwaardelijke instemming van zijn verzekeraar en na overleg met de technisch ambtenaar.

§ 2. Vóór de aanvang van de werken maakt de exploitant het bestek en de plannen in drie exemplaren ter goedkeuring over aan de technisch ambtenaar. Die documenten gaan vergezeld van het advies van de onafhankelijke controle-inrichting. De technisch ambtenaar beschikt over zestig dagen om zich uit te spreken.

§ 3. De proeven en analyses betreffende de uitvoering van de in § 1 bedoelde opdrachten worden verricht door laboratoria en instellingen die niet afhankelijk zijn van de exploitant en de controle-inrichting.

Onderafdeling 2. — Toezicht en oplevering van de werken en inrichtingen

Art. 15. § 1. Tijdens de uitvoering en na afloop van de werken en inrichtingen bedoeld in artikel 14 bezorgt de onafhankelijke controle-inrichting de technisch ambtenaar en de toezichthoudende ambtenaar maandelijks een uitvoerig verslag bevattende :

- de stand van de werken;
- de uitgevoerde metingen en controles en de resultaten ervan;
- elke nuttige opmerking betreffende de werking van het bouwterrein.

§ 2. Vóór elke ingraving van afval in een sector stelt de exploitant de technisch ambtenaar in kennis van de voltooiing van de installatie van het onderste drainage-dichtheidscomplex en van de installatie voor de opvang en de overbrenging van percolaten. De exploitatie van die sector vereist de geschreven toestemming van de technisch ambtenaar, die over zestig dagen beschikt om zich uit te spreken.

§ 3. De technisch ambtenaar geeft de burgemeesters van de gemeenten waar de centra gevestigd zijn kennis van de krachtens dit artikel genomen beslissingen.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie**Afdeling 1. — Hinderpreventie*

Onderafdeling 1. — Algemeen

Art. 16. De exploitant is verplicht :

1° de hinder en gevaren inherent aan de exploitatie van het « CET », zoals geuren en stof, zwerfvuil, lawaai en voertuigbewegingen, aërosolen, brand, te beperken;

2° te zorgen voor het optimale onderhoud van alle apparaten, installaties en inrichtingen;

3° de stabiliteit van de werken en installaties te garanderen;

4° te zorgen voor de afzondering van het « CET » om hydraulische, esthetische en veiligheidsredenen;

5° onverminderd artikel 46, § 2, vlak na afloop van de lozingen in een sector of in geval van verlengde non-activiteit van een sector, de in bijlage 1, punt 3, bedoelde afdekking aan te brengen, alsmede het krachtens de artikelen 38 en 39 van dit besluit vereiste topografische toezicht uit te voeren. Voor een « CET » van klasse 3, 4A, 4B, 5.1., 5.2. of 5.3. mag de bevoegde overheid na advies van de technisch ambtenaar de voorschriften van de artikelen 38 en 39 alsmede die van bijlage I, punt 3.4. aanpassen. Die bepalingen kunnen onder dezelfde voorwaarden aangepast worden als het « CET » wegens de aard of de leeftijd van de toegelaten afvalstoffen niet of niet meer vatbaar is voor noemenswaardige zettingen.

Onderafdeling 2. — Landschapsinrichtingen

Art. 17. De exploitant zorgt er zoveel mogelijk voor dat de afvalstoffen niet zichtbaar zijn van buitenaf het « CET ». Bij gebrek aan een gepaste gordel van hoge bomen of dichtbegroeide schaarbossen kan ook voorzien worden in traliewerk dat hoog genoeg is, omheiningen, netten, vitrages; deze kunstmatige hindernissen kunnen gedemonteerd en hergebruikt worden al naar gelang de ontwikkeling van het exploitatieplan.

Onderafdeling 3. — Zwerfvuil

Art. 18. De exploitant is verplicht :

— het « CET » zo in te richten dat de afval van de site niet op de openbare weg en in de omgeving terecht kan komen;

— te voorkomen dat de afvalstoffen wegwaaien;

— zo nodig de directe omgeving van het « CET » te reinigen bij accidentele bevulling.

Onderafdeling 4. — Ongedierte

Art. 19. De exploitant treft alle nodige maatregelen om de proliferatie van ongedierte te voorkomen. Voor een « CET » waarin biologisch afbreekbare afvalstoffen gestort kunnen worden, wordt een rattenbestrijdingsovereenkomst met een gespecialiseerde onderneming gesloten, waarvan binnen acht dagen een afschrift wordt overgemaakt aan de technisch ambtenaar en aan de toezichthoudende ambtenaar.

Op verzoek van de toezichthoudende ambtenaar legt de bevoegde overheid de verdelging van ongedierte op.

Onderafdeling 5. — Stabiliteit

Art. 20. § 1. De afvalstoffen worden zodanig in de site gestort dat de stabiliteit van de afvalstofmassa en de bijbehorende constructies gewaarborgd blijft en dat met name verschuivingen worden voorkomen. De verzakkingen, scheuren, kuilen of plaatsen waar de afvalstoffen in een tussenafdeklaag zichtbaar zijn, worden onmiddellijk opgevuld.

Geen enkele buitenhelling mag 8/4 overschrijden (26° op de horizontale lijn), behalve afwijking toegestaan door de bevoegde overheid na advies van de technisch ambtenaar en voor zover de in § 2 bedoelde verplichtingen nagekomen worden.

§ 2. De exploitant is verplicht :

— de duurzame stabiliteit van de gebouwen, inrichtingen en ophogingen te garanderen;

— de erosieproblemen te beperken door eventuele gleuven onmiddellijk op te vullen zodra ze zichtbaar worden.

Onderafdeling 6. — Omheiningen

Art. 21. § 1. Alleen gemachtigde personen hebben toegang tot het « CET ».

De in- en uitgangen van het « CET » zijn voorzien van deuren die de toegang tijdens de sluitingsuren ontzeggen. Die deuren zijn minimum 2 meter hoog en uitgerust met prikkeldraad of een gelijkwaardige voorziening. Ze zijn open als de exploitant aanwezig is.

De aanwezigheid op de site van het personeel dat nodig is voor de uitvoering van de werken m.b.t. de inrichting, de sanering en het nabehoor van het « CET », valt echter niet onder de bepalingen bedoeld in het vorige lid. De werken worden uitgevoerd in aanwezigheid van minstens één persoon die behoorlijk gemachtigd is door de exploitant.

§ 2. Bij gebrek aan een hindernis die de bevoegde overheid hoog genoeg acht, wordt het « CET » omheind met traliewerk en deuren die minstens 2 meter hoog zijn. Bovenop het traliewerk wordt prikkeldraad of een gelijkaardige voorziening aangebracht om de vrije toegang tot de site te beletten.

§ 3. Het controle- en toegangssysteem van elk « CET » omvat een programma van maatregelen om illegaal afvalstorten op de site op te sporen en tegen te gaan.

Afdeling 2. — Criteria en procedures voor de aanvaarding van afvalstoffen

Onderafdeling 1. — Dienstinstallaties en controleprocedures

Art. 22. § 1. Het « CET » is voorzien van een dienst- en controle-installatie bestaande uit :

— een gebouw voorzien van water, elektriciteit, telefoon, met minstens één lokaal dat als bureau dient, een eetzaal, sanitaire installaties met douche voor het personeel en, eventueel, een garage voor de voertuigen;

— een verwarmd lokaal waar de toezichthoudende ambtenaar een apparaat kan installeren die de door de in de artikelen 44, 45, 46, 54 en 55 van dit besluit bedoelde analyse- en registreerapparaten geproduceerde signalen kunnen lezen. Het lokaal beschikt over een stroomtoevoer (230V/10A), over een geschakelde telefoonverbinding en een verbinding met de analyse- en meetuitrustingen;

— een geijkte weegbrug geplaatst bij de ingang van het « CET » en voorzien van een automatisch registreerapparaat en van de nodige elektronische middelen die de aan- en afgevoerde afvalstoffen in reële tijd kunnen controleren. De site wordt zo ingericht dat de in- en uitrijdende voertuigen gewogen worden op de weegbrug, die in werking wordt gehouden tijdens de openingsuren;

— een verkeersdetector per inductie geplaatst vóór de weegbrug en een controlesysteem d.m.v. een camera ter hoogte van de weegbrug. De desbetreffende leestoestellen bevinden zich in het lokaal bedoeld in 1°;

— een portaal voor het opsporen van radioactieve stoffen;

— bij de ingang, een waterdichte oppervlakte om de lading van minstens twee vrachtwagens te storten, de aard van de afval te controleren en de vrachtwagens te herladen. De uit deze handeling voortkomende percolaten worden naar het zuiveringsstation aangevoerd. De exploitant voert die controle willekeurig uit op minstens één vrachtwagen per dag;

— waterdichte containers die groot genoeg zijn voor de opvang van kleine afvalhoeveelheden – minder dan 0,5 % ladingsgewicht – die niet in het « CET » kunnen worden gestort. Die containers worden zo nodig afgevoerd. Op grond van artikel 23 van dit besluit wordt een identificatieformulier opgemaakt en bij het in artikel 24 bedoelde register gevoegd.

§ 2. In afwijking van § 1 worden de volgende bepalingen van § 1 pas toegepast na beslissing van de bevoegde overheid en na advies van de technisch ambtenaar :

— « CET » van klasse 3 : 2°, 5° en 6°;

— « CET » van klasse 4A : 2°, 3°, 4°, 5° en 6°

— « CET » van klasse 4B : 3°, 4°, 5° en 6°;

— « CET » van klasse 5 : 2°, 5°, 6° en 7°.

§ 3. Elke lading die in het « CET » aankomt, wordt hoe dan ook aan een visuele controle onderworpen.

§ 4. De exploitant voldoet aan de verplichtingen die hem opgelegd worden krachtens de Beschikking van de Raad 2003/33/EG van 19 december 2002 tot vaststelling van criteria en procedures voor het aanvaarden van afvalstoffen op stortplaatsen overeenkomstig artikel 16 en bijlage II bij Richtlijn 1999/31/EG betreffende het storten van afvalstoffen.

Onderafdeling 2. — Aanvaarding van afval

Art. 23. De bevoegde overheid bepaalt, na advies van de technisch ambtenaar, de dagen en uren voor de aanvaarding van afvalstoffen. In buitengewone omstandigheden kan de toezichhoudende ambtenaar de afvalaanvaarding buiten de vastgelegde uren alsmede op zon- en feestdagen toelaten. De handelingen i.v.m. het aanvaarden en het afladen van afvalstoffen mogen slechts in het bijzijn van de exploitant uitgevoerd worden.

Tijdens het afladen worden de administratieve formaliteiten, de conformiteitscontrole, de begeleiding van de vervoerders en het besturen van de voertuigen uitgevoerd :

— door minstens één persoon in de « CET » van klasse 3, 4 en 5.3.;

— door minstens twee personen in de « CET » van klasse 1, 2, 5.1 en 5.2.

Onderafdeling 3. — Identificatieformulier en verslagen

Art. 24. § 1. Elk voertuig met afvalstoffen die in een « CET » gestort zullen worden, beschikt over een vervoerformulier in drie exemplaren.

Het eerste exemplaar wordt bewaard op een door de toezichhoudende ambtenaar bepaalde plaats of op de site; het tweede exemplaar wordt overgemaakt aan de vervoerder; het derde exemplaar wordt door de exploitant teruggezonden naar de producent of de ophaler.

Bij het afladen worden de volgende gegevens via een computer op het vervoerformulier geconsigneerd of opnieuw overgeschreven :

— het gewicht en de tarra en in voorkomend geval het nummer van de weegbon;

— de naam van de persoon die de conformiteit van de afvalstoffen controleert;

— de datum en het uur van de aflading;

— de afvalcode volgens de nomenclatuur vermeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus;

— de herkomst van de afvalstoffen;

— de identificatie van de producent of de ophaler;

— de op het exploitatieplan vermelde code op grond waarvan de ingravingsplaats wordt bepaald;

— het inschrijvingsnummer van het voertuig en, in voorkomend geval, de bestemming ervan;

— de identificatie van de exploitant en van de bestuurder, alsmede de handtekening van laatstgenoemde.

§ 2. De exploitant is verplicht :

— de formulieren te bewaren gedurende vijf jaar na het opmaken ervan;

— de formulieren op gewoon verzoek over te maken aan de toezichhoudende ambtenaar.

§ 3. De exploitant bezorgt de Dienst aan het einde van elke kalendersemester een syntheseverslag met de volgende gegevens :

— de gestorte afvalhoeveelheden per code en per cel sinds het begin van de exploitatie van het « CET », uitgedrukt in ton;

— de gestorte afvalhoeveelheden per code en per cel van het « CET » in de loop van de afgelopen semester, uitgedrukt in ton;

— de residuele capaciteit van het « CET », per cel van het « CET », in ton – raming – en in m³, op 10 % na;

— de toegepaste tarieven, alsmede de structuur ervan, exclusief taksen en inclusief alle taksen voor elk type afval; die gegevens worden niet noodzakelijk om het halfjaar verstrekt, maar in ieder geval bij het initialiseren en in geval van wijziging.

De Dienst kan de vorm en de wijze van overmaking van het verslag bepalen.

§ 4. De exploitant van een « CET » van klasse 4 of 5 maakt jaarlijks uiterlijk op 31 maart een samenvattende tabel over aan de Dienst, waarin de herkomst, de hoeveelheid, de aard en de identificatiecode van de verwijderde afvalstoffen nauwkeurig en uitvoerig worden vermeld, zoals bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus.

§ 5. De bevoegde overheid kan na advies van de technisch ambtenaar afwijkingen van de §§ 1 en 2 van dit artikel toestaan voor een « CET » van klasse 4 of 5.

Onderafdeling 4. — Register

Art. 25. De exploitant legt op de site een register ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar. Dat register is een ingebonden band van continu genummerde pagina's, die de toezichthoudende ambtenaar geparafeerd en gedateerd heeft per reeks van 200 pagina's.

Het register wordt bewaard gedurende vijf jaar, met ingang van de datum waarop het laatste formulier is toegevoegd. Voor elke exploitatiedag vermeldt de exploitant de volgende gegevens in het register :

- het aantal formulieren met, in voorkomend geval, de weigeringen;
- in voorkomend geval, de formulieren betreffende de containers met geweigerde, uitgaande of valoriseerbare afvalstoffen;
- het nemen van monsters en het in ontvangst nemen van protocollen betreffende de door de milieuvergunning opgelegde analyses;
- een beschrijvend verslag over elk voorval dat ongewoon is of dat de milieubescherming in gevaar zou kunnen brengen
- een beschrijvend verslag over elk onderhoud, voorval, herstel, ... i.v.m. het « CET » en zijn bijgebouwen.

Het model van het register is opgenomen in bijlage 2.

Onderafdeling 5. — Weigeringsprocedure

Art. 26. De exploitant gaat na of de afvalstoffen voldoen aan de voorwaarden waarin de milieuvergunning voorziet.

Als de afval geweigerd wordt :

- vermeldt de exploitant het inschrijvingsnummer van het voertuig en van de aangekondigde bestemming ervan op het formulier bedoeld in artikel 24 van dit besluit;
- verwittigt de exploitant zo spoedig mogelijk per fax de burgemeesters van de gemeenten waar het « CET » gevestigd is, de technisch ambtenaar en de toezichthoudende ambtenaar.

Afdeling 3. — Exploitatie- en nabeheersfasen

Onderafdeling 1. — Toegang tot het « CET »

Art. 27. De toegang tot het « CET » wordt zo georganiseerd dat de gewone gebruikers van het wegennet waarop het aangesloten is, zo weinig mogelijk gehinderd worden.

De binnenwegen worden zo ingericht dat de voertuigen het « CET » kunnen verlaten zonder slib of afval aan hun wielen. Zo nodig wordt een reinigingsstation geïnstalleerd. Het door de reiniging voortgebrachte afvalwater wordt overeenkomstig de vigerende wetgeving behandeld.

De werkzones worden bereikt via de hoofdingang van het « CET ». De personeelsinstructies en de interne bewegwijzering dienen om ongepaste afvalstortingen buiten de daartoe voorziene zones te voorkomen.

Aan de ingang van de site wordt in voorkomend geval een wachtplek ingericht om de stilstand van vrachtwagens te voorkomen op de toegangswegen of erlangs.

Onderafdeling 2. — Uitrusting

Art. 28. Het « CET » is hoe dan ook uitgerust met :

- twee verdichters, waarvan één minstens 15 ton weegt, voorzien van schapenpootwalsen en van een doeltreffend antiverstoppingssysteem;
- een duwbulldozer;
- een lader;
- een hydraulische graafmachine;
- een dumper;
- een vrachtwagen met « dubbele assen ».

De bevoegde overheid kan afwijkingen toestaan na advies van de technisch ambtenaar.

Onderafdeling 3. — Signalisatie en informatie

Art. 29. § 1. Bij de ingang van het « CET » staat een bord van minstens 1 m² waarop hoe dan ook de volgende gegevens duidelijk voorkomen :

- de melding « verboden toegang behalve toestemming » in hoofdletters van 10 cm hoog;
- de identificatie en het adres van het « CET »;
- het adres en het telefoonnummer van de exploitant of van zijn afgevaardigde, het in § 2 bedoelde « groen nummer » inclusief;
- het adres en het telefoonnummer van de toezichthoudende ambtenaar en van de dienst « SOS pollution »;
- de normale openingsuren voor de afvalopvang;
- het telefoonnummer van de dienst waarop een beroep kan worden gedaan in geval van brand of bij ongevallen;
- de klasse van het « CET » en het soort toegelaten afvalstoffen.

Naast het bord plakt de exploitant, duidelijk leesbaar, de tarieven aan (alle taksen inbegrepen) voor elk soort afval dat gestort mag worden, behalve voor de « CET » van klasse 5.

§ 2. De exploitant stelt een gratis telefoonnummer (groen nummer) ter beschikking van de bevolking en zorgt ervoor dat de lijn permanent beschikbaar is. Dat nummer staat vermeld op het algemeen identificatiebord bij de ingang van het « CET ». Registratie is toegelaten buiten de normale openingsuren van het « CET ».

Aan het einde van elk kalenderkwartaal bezorgt de exploitant de toezichhoudende ambtenaar en de burgemeesters van de betrokken gemeenten een verslag i.v.m. de ontvangen oproepen, met, voor elke oproep, de datum, het uur, de herkomst, de reden en het gevolg dat eraan gegeven wordt.

Onderafdeling 4. — Voorwaarden betreffende de exploitant

Art. 30. De exploitant van het « CET » vervult de volgende voorwaarden :

* indien het om een natuurlijke persoon gaat :

— Belg zijn of onderdaan van een lid-Staat van de Europese Gemeenschap of van de Europese Economische Ruimte;

— de politieke en burgerlijke rechten genieten;

— niet zijn veroordeeld in de loop van de vijf laatste jaren voorafgaand aan de aanvraag door een beslissing die in kracht van gewijsde is getreden wegens een inbreuk op titel I van het Algemeen Reglement van de arbeidsbescherming, op de wet van 9 juli 1984 betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen, het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op afvalstoffen in het Waalse Gewest, Verordening 259/93/EEG van de Raad van 1 februari 1993 met betrekking tot de overbrenging van afvalstoffen bij de invoer in, de uitvoer uit en binnen de Europese Gemeenschap, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, de uitvoeringsbesluiten ervan of iedere andere gelijkwaardige wetgeving van een lid-Staat van de Europese Gemeenschap, behalve als bovenbedoelde veroordeling uitgewist is of als betrokkene een rehabilitatie geniet;

* indien het gaat om een rechtspersoon in de vorm van een handelsvennootschap :

— opgericht zijn overeenkomstig de Belgische wetgeving of de wetgeving van een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschap en zijn vennootschaps- of bedrijfszetel in België of in een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschap hebben;

— onder de bestuurders, beheerders of personen die de vennootschap kunnen binden, enkel personen tellen die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in 1°, b) en c);

* indien het gaat om een publiekrechtelijke of een privaatrechtelijke rechtspersoon die niet in de vorm van een handelsvennootschap opgericht is : onder de leden van de beheersorganen en van het personeel enkel personen tellen die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in 1°, b) en c).

Onderafdeling 5. — Kwalificatie en vorming van het personeel

Art. 31. § 1. De exploitant geeft een gepaste vorming aan het gezamenlijke « CET »-personeel dat tewerkgesteld is in het kader van zijn exploitatie, alsook aan het personeel van de eventuele onderaannemers en aan elke nieuwe interveniënt. De vorming slaat met name op het bijbrengen van :

— de decretale en reglementaire bepalingen inzake de milieuvergunning en het afvalbeheer;

— de technieken om afval te herkennen en te beheren;

— de voorschriften inzake de interne en externe veiligheid;

— de milieuproblemen inherent aan de exploitatie van een « CET ».

De exploitant legt het uitvoerige vormingsprogramma ter goedkeuring voor aan de technisch ambtenaar, alsook de lijst van het onderwijzend personeel en van het personeel dat de opleiding volgt. Hij repertorieert het personeel dat de opleiding heeft gevolgd, en houdt dat register regelmatig bij. Het register wordt bewaard op een plaats die de bevoegde overheid bepaalt of op de site.

§ 2. De exploitant deelt de identiteit van zijn afgevaardigde(n) mee aan de technisch ambtenaar en aan de toezichhoudende ambtenaar. De afgevaardigden hebben een diploma van het hoger onderwijs en een bevestigde ervaring inzake afvalbeheer. De exploitant maakt hun diploma's over vooraleer gestort wordt, of elk ander gegeven waarbij hun ervaring bevestigd wordt. De gegevens worden bijgehouden. Bovenbedoeld diploma wordt niet vereist voor een « CET » van klasse 3 of 5.3., behalve krachtens bijzondere voorwaarden.

§ 3. De exploitant van een « CET » van klasse 1 of 5.1. telt onder zijn personeelsleden één persoon die speciaal belast wordt met het dagelijkse toezicht op de naleving van de exploitatievoorwaarden van het « CET » en die minstens licentiaat in de chemische wetenschappen of technicus A1 in de chemie is of die beschikt over een door de technische ambtenaar als gelijkwaardig beschouwd diploma.

Onderafdeling 6. — Certificering

Art. 32. De exploitant voorziet het « CET » binnen drie jaar, met ingang van de datum van kennisgeving van het machtigingsbesluit of van de krachtens artikel 72 van dit besluit genomen beslissing in geval van voortzetting van de exploitatie, al naar gelang het geval, van een milieubeheer- en milieuauditsysteem overeenkomstig Verordening (EG) nr. 761/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 19 maart 2001 inzake de vrijwillige deelneming van organisaties aan een communautair milieubeheer- en milieuauditsysteem (EMAS).

De exploitant geeft de technisch ambtenaar en de bevoegde Waalse instelling minstens één keer per jaar informatie over de toepassing en de evolutie van het systeem van milieumanagement.

Onderafdeling 7. — Exploitatieplannen

Art. 33. De exploitant bezorgt de technisch ambtenaar vóór de eerste afvalstorting in drie exemplaren een planontwerp op minstens 1/1 000, waarop de volgende gegevens voorkomen :

— de organisatie van de verschillende soorten cellen van het « CET »;

— de opdeling van het « CET » in sectoren;

— de volgorde van opvulling van de sectoren in tijd en ruimte naar gelang van het voorspelbare ritme van de afvalaanvoeren;

- de organisatie van de aanvoer en de opslag van de materialen die dienen om de lagen tussenafdekking aan te leggen;
- de opslagen van materialen voor de bestrijding van eventuele branden;
- het plan voor de waterafvoer, met het schema, de organisatie en de uitvoering van de maatregelen inzake hydrologie;
- het plan betreffende de opvang van de « CET »-gassen, de aanvoer ervan naar de verwerkings- of valorisatie-installaties;
- het plan van de nieuwe installaties, inrichtingen, werken, gebouwen, wegen en paden, piëzometers.

Op grond van dezelfde vereisten actualiseert de exploitant zijn exploitatieplan tegen de frequentie waarin de milieuvergunning voorziet en op de jaardag van de vergunning.

Het plan en de bijwerkingen ervan worden door de technisch ambtenaar op voorstel van de exploitant goedgekeurd en bij de milieuvergunning gevoegd. Het ligt permanent ter inzage op een plaats bepaald door de toezichthoudende ambtenaar of, bij gebreke daarvan, op de site en kan ingezien worden door de overheden die bevoegd zijn om controle uit te oefenen.

De exploitant rechtvaardigt de naleving van bovenbedoeld plan op gewoon verzoek van de toezichthoudende ambtenaar.

Onderafdeling 8. — Ingraving van de afvalstoffen

Art. 34. De exploitant zorgt ervoor :

- dat de afvalstoffen gestort worden op de plaats van de werkzone, behalve de handeling bedoeld in artikel 22, § 1, 6°, van dit besluit;
- dat de afvalstoffen verdeeld en verdicht worden zodra het nodig is na het storten ervan;
- dat de geëffende laag niet dikker is dan 0,5 meter als verdichting vereist wordt.

Onderafdeling 9. — Beheer van de stortsectoren

Art. 35. § 1. Het is verboden biologisch afbreekbare organische afvalstoffen te kalken, behalve uitdrukkelijk bevel van de bevoegde overheid op verzoek van de toezichthoudende ambtenaar.

§ 2. In elke actieve werkzone dekt de exploitant aan het einde van de dag de afvalstoffen af met een voorziening om de geurhinder te beperken, het wegwaaien van bepaalde afvalstoffen te voorkomen en dieren weg te houden. Die voorziening wordt eventueel pas verwijderd bij de terugname van de gestorte afval of bij het aanbrengen van het bovenste stelsel waterdichtheid en drainage.

De werkzones die tijdelijk niet geëxploiteerd worden, worden onmiddellijk afgedekt met een laag tussenafdekking die minstens 0,50 meter dik is en de opvang van de « CET »-gassen niet in het gedrang brengt. Die laag kan in voorkomend geval verwijderd worden bij de terugname van de afvalstoffen.

Op verzoek van de exploitant en op basis van een behoorlijk gemotiveerd dossier kan de bevoegde overheid na advies van de technisch ambtenaar instemmen met de uitvoering van alternatieve oplossingen die minstens even doeltreffend zijn.

§ 3. Als de geurhinder aanhoudt, kan de bevoegde overheid na advies van de toezichthoudende ambtenaar bijkomende maatregelen opleggen zoals :

- de verkleining van de oppervlakte van de werkzones en de vermindering van hun aantal;
- de afdekking van de werkzones met compost, aarde of speciale producten zoals samengesteld mos of hars, tegen de frequentie die hij bepaalt;
- het gebruik van vertragers van het biologisch afbraakproces, tegen een frequentie die hij bepaalt.

De toezichthoudende ambtenaar kan onder dezelfde omstandigheden bevel geven tot het aanbrengen van een voorziening voor geurvermindering of -absorptie d.m.v. gepaste producten en technieken. Hij mag de exploitant verzoeken om elke studie en informatie.

Onderafdeling 10. — Activiteiten op de site

Art. 36. Terugwinning van afval door derden op de site is verboden, behoudens bijzondere voorwaarden waarin de milieuvergunning voorziet na advies van de technisch ambtenaar.

Het is verboden huisdieren te laten rondlopen in de geëxploiteerde zones.

Het is tijdens de exploitatie en het nabeheer van het « CET » van klasse 1, 2, 4-B, 5.1 en 5.2 verboden planten te telen of dieren te fokken die rechtstreeks of onrechtstreeks in de voedingsketen zouden kunnen terechtkomen.

Onderafdeling 11. — Nabeheer

Art. 37. Na de herstelling van een « CET » waarborgt de exploitant het nabeheer voor de hele duur die de technisch ambtenaar nodig acht tot de beslissing die hij zal nemen krachtens artikel 55, § 6*bis*, vierde lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Het nabeheer van een « CET » houdt met name de volgende verplichtingen in :

- het algemeen onderhoud van de site, meer bepaald van het plantendek en van de installaties voor de verwerking van de gassen en percolaten;
- de controle op de gassen en de wateren die door het « CET » geloosd worden;
- de controle van de kwaliteit van het oppervlaktewater, het grondwater, de omgevende lucht, de gronden en ondergronden die door het « CET » getroffen kunnen worden.

De bijzondere voorwaarden bepalen de voorschriften inzake nabeheer waaraan de exploitant moet voldoen met inachtneming van richtlijn 1999/31/EG betreffende het storten van afvalstoffen.

*Afdeling 4. — Controle op de topografie van het « CET »**Onderafdeling 1. — Topografische opmeting tijdens de exploitatie*

Art. 38. § 1. Tijdens de exploitatie maakt de exploitant topografische opmetingen op grond waarvan het syntheseverslag wordt opgesteld overeenkomstig de voorschriften bedoeld in artikel 24, § 3, van dit besluit.

§ 2. Vier palen worden door een beëdigde landmeter geplaatst volgens de drie assen van de Lambert-coördinaten (X, Y) en de nationale waterpassing (Z). Ze steken minstens twintig centimeter uit boven de grond en een sectie van 15 centimeter op 15 centimeter en worden zodanig op de site aangebracht dat een topografische opmeting per luchtfotogrammetrie mogelijk is.

Het proces-verbaal van de plaatsing van de palen wordt zo spoedig mogelijk overgemaakt aan de technisch ambtenaar en aan de toezichthoudende ambtenaar.

Onderafdeling 2. — Topografische opmeting na het storten

Art. 39. § 1. Zodra de afval in een bepaalde sector is gestort en een tijdelijke afdekking is aangebracht, plaatst de exploitant een voorziening die minstens één paal per maaswijdte van 25 meter op 25 bevat en die het mogelijk maakt de verzakking van de afvalstoffen kwantitatief te volgen.

De exploitant bezorgt de technisch ambtenaar en de toezichthoudende ambtenaar jaarlijks in december een rapport betreffende de relatieve verzakkingen - horizontale en verticale verplaatsingen - geregistreerd op elke alzo gedefinieerde site. De technisch ambtenaar kan de modaliteiten en het model van dat rapport vastleggen - vectorbewegingen in XY en krommen van ISO-zettingen in Z - alsook, desnoods, de periodiciteit van de bewegingen wijzigen; hij bepaalt de referentiedatum met ingang waarvan de latere opmetingen worden uitgevoerd.

§ 2. Na het aanbrengen van het definitieve bovenste stelsel voor waterdichtheid en drainage, wordt een netwerk van palen (maaswijdte 30 meter op 30) aangelegd en jaarlijks verhoogd.

De exploitant bezorgt de technisch ambtenaar jaarlijks in december een rapport dat voldoet aan de beschrijving gemaakt in § 1, tweede lid.

HOOFDSTUK IV. — Ongevallen- en brandpreventie

Art. 40. De exploitant pleegt overleg met de regionale brandweerdienst en treft op basis van het rapport van die dienst de geschikte maatregelen ter voorkoming en bestrijding van brand en ontploffingen onder andere i.v.m. de aanwezigheid van biogas en van een installatie voor de opvang en de afbraak daarvan. Het bewijs van dat overleg en het resultaat ervan worden overgemaakt aan de technisch ambtenaar en aan de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 41. De motorkap van de werktuigen die in het « CET » rondrijden, is afgeschermd met traliewerk en de uitstoten zijn naar boven gericht. Elk werktuig is uitgerust met een blusser.

Art. 42. § 1. Het is binnen een « CET » verboden vuur te stoken en te roken in de buurt van brandbare afvalstoffen.

§ 2. Het storten van afval wordt stopgezet waar brand ontstaat; het mag worden voortgezet als de brandhaard geblust is en de gevolgen ervan geneutraliseerd zijn.

§ 3. Behoudens uitdrukkelijk bevel van de bevoegde diensten, wordt de brand door verstikking geblust, waarbij de brandende afval wordt overdekt met geschikt materiaal, zoals aarde en zand. Daartoe wordt van dat materiaal de nodige hoeveelheid permanent opgeslagen vlakbij de werkzone.

*HOOFDSTUK V. — Water**Afdeling 1. — Algemene verplichtingen*

Art. 43. Rekening houdende met de kenmerken van het « CET » en met de weeromstandigheden, neemt de exploitant gepaste maatregelen om :

— de hoeveelheid meteorisch water te beperken dat door de in een « CET » gestorte afvalstoffen sijpelt, behalve als artikel 46, § 2, van toepassing is;

— de hoeveelheid oppervlakte- en grondwater te beperken dat door de in een « CET » gestorte afvalstoffen kan sijpelen;

— het gevaar voor besmetting van de grondwaterlaag, het oppervlaktewater, de grond en de ondergrond af te wenden en te beperken.

Onderafdeling 1. — Oppervlakte- en grondwater

Art. 44. De penetratie van het meteorisch water en het afvloeiingswater in de ingravingszone wordt tegengewerkt of gecontroleerd d.m.v. een draineerbuis of een randsloot.

Het water dat d.m.v. de in het vorige lid bedoelde voorziening wordt opgevangen, wordt terugwonnen en zonodig naar een vergaarkom afgevoerd. Het wordt buiten de site geloosd met inachtneming van de lozingsvoorwaarden. De draineerbuizen of sloten worden regelmatig geruimd om de vlotte werking ervan te waarborgen.

Het water van de waterlopen en -vlakken die vatbaar zijn voor rechtstreekse vervuiling, wordt stroomopwaarts en -afwaarts van de site gecontroleerd, overeenkomstig de voorschriften van artikel 56 van dit besluit.

Art. 45. § 1. De exploitant plaatst een voorziening om het statische niveau van de voor vervuiling vatbare grondwaterlaag te controleren en te registreren. Daartoe legt hij een netwerk van piëzometers aan om monsters van het grondwater te nemen en, in voorkomend geval, om de opvang ervan mogelijk te maken. De piëzometers kunnen makkelijk uitgerust worden met een bemalingspomp van minstens honderd mm, ongeacht de aard van de ondergrond.

§ 2. Er wordt voorzien in minstens piëzometers per grondwaterlaag die vatbaar voor vervuiling is.

De exploitant geeft de technisch ambtenaar en de toezichthoudende ambtenaar vóór de eerste storting kennis van de plaatsen, in Lambert-coördinaten (X, Y : precisie 1 m) en nationale waterpassing (Z : precisie 10 cm), van de as van de putrand en van het hoofd van de buis, alsook van alle kenmerken van de uitrusting van de piëzometers.

Alle piëzometers worden met een hangslot afgesloten. De sleutels worden op de site bewaard en liggen steeds ter beschikking van de technisch ambtenaar en van de toezichthoudende ambtenaar.

Zo nodig beveelt de bevoegde overheid na advies van de technisch ambtenaar de installatie van bijkomende piëzometers, waarvan laatstgenoemde de kenmerken bepaalt. De toezichthoudende ambtenaar kan overigens bevelen dat het verontreinigde water opgevangen wordt en in een gepaste installatie verwerkt wordt.

§ 3. Als het water van een grondwaterlaag onder een « CET » op noemenswaardige wijze door de afvalstoffen kan sijpelen, wordt de waterlaag teruggewonnen d.m.v. een gepaste voorziening die het water kan afvoeren zonder contact met de afvalstoffen.

Deze bepaling is niet van toepassing indien de mogelijke doorsijpeling te wijten is aan de artesische aard van de waterlaag.

De bodem van de bouwput onder het « CET » mag in geen geval onder het hogere niveau van een vrije grondwaterlaag liggen, noch in zijn capillaire opstijgingszone. Desnoods wordt een voorziening voor de neutralisatie van capillaire opstijgingen aangebracht.

Onderafdeling 2. — Opvang en verwerking van het besmette water en van de percolaten

Art. 46. § 1. Het besmette water en de percolaten mogen niet als dusdanig buiten de site geloosd worden. Die vloeistoffen worden integraal opgevangen en zo snel mogelijk naar een behoorlijk vergund zuiveringsstation afgevoerd om er te worden behandeld; ze worden desnoods in een geschikte installatie behandeld.

Als de in het vorige lid bedoelde zuiveringsstations op de site van het « CET » gevestigd zijn, beschikken ze over een centrale voorziening voor de autocontrole op de werking om op de exploitatieplaats op de hoogte te blijven van de werkingsgraad ervan. De toezichthoudende ambtenaar kan ter plaatse makkelijk inzage nemen van de parameters in reële tijd die de werking bij de in- en uitgang van de installatie aantonen – hoe dan ook het debiet, de pH, de conductiviteit en de temperatuur, alsook de datum en het uur van de metingen. Die parameters worden vooraf vastgelegd in overleg met de toezichthoudende ambtenaar.

De parameterwaarden over de vijf laatste jaren worden elektronisch en op papier geregistreerd en ter beschikking gesteld van de toezichthoudende ambtenaar – in voorkomend geval bepaalt hij het formaat – die er binnen 24 uur na zijn verzoek kennis van kan nemen.

De apparaten worden onderhouden, getarreed en gekalibreerd tegen de door de fabrikant opgegeven frequenties.

§ 2. De gedwongen circulatie van water, percolaten en niet-opschepbare effluënten in de afvalstoffen is verboden, behalve als op grond van een door de exploitant voorgestelde gestaafde wetenschappelijke bewijsvoering waarbij het voordeel van die techniek wordt aangetoond, o.a. met het oog op een versnelde stabilisatie van de biologisch afbreekbare afvalstoffen, die techniek wordt toegelaten door de bevoegde overheid na advies van de technisch ambtenaar. Die bepaling is echter niet van toepassing indien de toezichthoudende ambtenaar waterbesproeiing toelaat of oplegt om de vorming van stof of van andere hinder te beperken.

§ 3. De percolaten worden in voorkomend geval op de site in bekkens met een dubbele dichtheidsvoorziening opgeslagen voordat ze naar het zuiveringsstation afgevoerd worden.

Die bekkens en die van de behandelingseenheid zijn uitgerust met een voorziening waarmee minstens om de drie maanden kan worden nagegaan of ze waterdicht zijn. De toezichthoudende ambtenaar heeft steeds toegang tot die voorziening.

§ 4. De exploitant neemt alle nuttige maatregelen om verhoogde waterlagen in de afvalstoffen te voorkomen.

§ 5. De exploitant neemt alle nuttige maatregelen om de productie van percolaten te beperken tot het meteorisch water dat op de werkzones valt. Het netwerk van draineerbuizen wordt met name te dien einde zo aangepast en ontworpen dat het meteorisch water dat op niet-geëxploiteerde sectoren valt, gescheiden blijft van de percolaten en beheerd wordt overeenkomstig artikel 44.

§ 6. Alle kunstwerken uit cement, beton, en gelijkgestelde stoffen die in contact kunnen komen met de percolaten, worden permanent afgedekt met een waterdichte bekleding uit polyetheen of met een andere stof goedgekeurd door de toezichthoudende ambtenaar.

§ 7. De bevoegde overheid kan, na advies van de technisch ambtenaar, beslissen dat de bepalingen hierboven niet van toepassing zijn op de « CET » van klasse 3, 4-A en 5.3.

Afdeling 2. — Lozingsvoorwaarden

Onderafdeling 1. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater

Art. 47. Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

— de pH-waarde ligt tussen 6,5 en 10,5. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 10,5 of lager dan 6,5;

— de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 90 mg per liter;

— het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;

— het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 0,5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

— het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

— het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

— het gehalte aan ammoniumstikstof is niet hoger dan 50 mg N per liter;

— het gehalte aan fenol is niet hoger dan 1 mg P per liter;

— het gehalte aan vlot ontleedbare of vrijkomende cyaniden is niet hoger dan 0,5 mg CN per liter;

— het gehalte aan sulfuren en mercaptans is niet hoger dan 5 mg S per liter;

— het gehalte aan totaal chroom is niet hoger dan 1 mg Cr per liter;

— het gehalte aan totaal zink is niet hoger dan 4 mg Zn per liter;

— het gehalte aan totaal lood is niet hoger dan 1 mg Pb per liter;

— het gehalte aan totaal nikkel is niet hoger dan 2 mg Ni per liter;

— het gehalte aan totaal arseen is niet hoger dan 0,15 mg As per liter;

— het gehalte aan totaal seleen is niet hoger dan 0,5 mg Se per liter;

— het gehalte aan totaal koper is niet hoger dan 1 mg Cu per liter;

- het gehalte aan extraheerbare organohalogenverbindingen (EOX) is niet hoger dan 3 mg Cl per liter;
- de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;
- het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 20 mg per liter;
- het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;
- het bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;
- het is verboden mechanisch vermaalde vaste stoffen te storten of water dat zulke stoffen bevat;
- het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijn genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen;
- bij een mogelijke aanwezigheid van gevaarlijke stoffen voorzien de bijzondere voorwaarden in een beperkte concentratie ervan. De beperking wordt vastgelegd naar gelang van het milieueffect dat eigen is aan die stof(fen) en, wat betreft vluchtige stoffen, heeft betrekking op de lozing stroomopwaarts van elke installatie met beluchtingssysteem.

Onderafdeling 3. — Referentievolumes

Art. 48. Het referentievolume is niet van toepassing.

Onderafdeling 4. — Analyse- en monsternemingstechnieken

Art. 49. Voor de bepalingen van de artikelen 47 en 48 van deze sectorale voorwaarde, wordt "totaal metaal" gemeten aan de hand van een ongefilterd monster, aangezuurd bij PH2.

Afdeling 3. — Afwijkingen

Art. 50. De bijzondere voorwaarden kunnen van de norm inzake chloriden (lozingen in rioleringen) afwijken in buitengewone weersomstandigheden.

Afdeling 4. — Controles en toezicht

Onderafdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 51. Deze afdeling is van toepassing op monsternemingen en analyses i.v.m. :

- gegevens opgenomen door meetapparaten geïntegreerd in het geheel van de installaties van het « CET », overeenkomstig de artikelen 44, 45 en 46 van dit besluit;
- de verplichtingen van deze afdeling.

Onderafdeling 2. — Erkenning

Art. 52. De monsternemingen, de verpakking, het vervoer, de opslag van monsters en de analyses ervan worden in het kader van de controleprocedures vakkundig uitgevoerd door een erkend laboratorium belast met officiële wateranalyses. De kalibrering en het tareren van de apparaten voor voortdurende metingen, krachtens de voorschriften van artikel 46 van dit besluit, worden ook uitgevoerd door een erkend laboratorium.

Onderafdeling 3. — Punctuele monsternemingen

Art. 53. § 1. De datum en de uren van de monsternemingen, vereist krachtens de artikelen 57 en 58, worden minstens vijf weekdagen op voorhand door de exploitant per fax meegedeeld aan :

- de technisch ambtenaar;
- de toezichthoudende ambtenaar.

§ 2. Elk document i.v.m. monsternemingen vermeldt :

- de datum en het uur van de monsterneming alsook de naam van de operator;
- de referentie en de exacte coördinaten van het monsternemingspunt in Lambert-coördinaten (X, Y) en nationale waterpassing (Z);
- eventuele elke bijzondere waarneming;
- voor monsternemingen van grondwater, de volgende gegevens :
 - het piëzometrisch niveau;
 - de diepte waarop de monsterneming is uitgevoerd;
 - de variaties van het relatieve niveau, de pH, de temperatuur en de conductiviteit tijdens het pompen.

Onderafdeling 4. — Analyseresultaten

Art. 54. § 1. Voor elk monsternemingspunt vermeldt het document betreffende het te analyseren monster in cijfers en op de ordinaat :

- de parameters bedoeld in bijlage I bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 juli 1989 betreffende de kwaliteit van het leidingwater;
- de parameters bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater.

§ 2. De resultaten van de krachtens dit hoofdstuk vereiste analyses worden gevoegd bij het register bedoeld in artikel 25 van dit besluit. Ze worden overgelegd in de vorm van :

- een cijfertabel;
- grafieken waarop de in de loop van de vijf laatste jaren waargenomen resultaten systematisch voorkomen.

§ 3. Na advies van de technisch ambtenaar kan de bevoegde overheid naast het papierdocument een elektronische versie eisen. Ze legt de modaliteiten voor de overlegging van het analyseverslag vast in een formaat dat verenigbaar is met de databank van de bevoegde diensten van het Waalse Gewest.

Onderafdeling 5. — Analyseverslag

Art. 55. De analyseresultaten worden opgenomen in een verslag dat door de verantwoordelijke van het erkende laboratorium ondertekend wordt; dat verslag wordt binnen acht dagen na ontvangst ervan door de exploitant overgemaakt aan de technisch ambtenaar, aan de toezichhoudende ambtenaar, aan de ambtenaar van het Ministerie van het Waalse Gewest bevoegd inzake water alsook aan de burgemeesters van de gemeenten waar het « CET » gevestigd is.

Het verslag vermeldt ook de hoeveelheden percolaten die maandelijks opgevangen worden d.m.v. de door de exploitant aangebrachte voorzieningen. Ze worden op cumulatieve wijze en op de gepaste schaal aan de hand van grafieken weergegeven.

Onderafdeling 6. — Controle van het oppervlaktewater en de percolaten

Art. 56. Met het oog op analyses worden om de drie maanden monsters genomen van het percolaat in het opvangbekken of onmiddellijk stroomopwaarts daarvan, aan de uitgang van het zuiveringsstation en in het oppervlaktewater dat rechtstreeks besmet of verontreinigd kan worden, onmiddellijk stroomopwaarts en -afwaarts van het « CET ».

Behoudens afwijking verleend door de bevoegde overheid na advies van de technisch ambtenaar, slaan de analyses op de volgende parameters : temperatuur in situ, pH in situ, conductiviteit in situ, COT, Cl⁻, SO₄⁻, Cu, Zn, As, Cd, totaal Cr, Hg, Ni, Pb, SO₄²⁻, Sn, fenols, fluoriden, totale koolwaterstoffen. Er wordt ook een kwalitatieve evaluatie van de aanwezige organische verbindingen uitgevoerd d.m.v. een gaschromatograaf gekoppeld aan een massaspectrometer of aan een gelijkwaardige voorziening.

De geregistreerde gegevens over de werking van het zuiveringsstation, ingezameld overeenkomstig de bepalingen van artikel 46, § 1, van dit besluit, worden gevoegd bij het analyseverslag bedoeld in artikel 55 van dit besluit.

Op grond van de resultaten kan de technisch ambtenaar elk ogenblik wijzigingen aanbrenen in de lijst van de monsternemingspunten en in de lijst van de te analyseren parameters. Hij kan ook de frequentie van de monsternemingen en analyses aanpassen.

Onderafdeling 7. — Controle van het oppervlaktewater

Art. 57. Om de zes maanden, in de loop van de maanden maart en september, worden monsters van het grondwater van de piëzometers genomen.

Vóór de monsterneming wordt de waterlaag, indien mogelijk, gedurende minstens één uur en hoe dan ook tot de stabilisatie van het piëzometrisch niveau en van de gemeten conductiviteit opgepompt tot een gepast debiet wordt bereikt.

Naast de meting van het statische niveau van de waterlaag, slaan de analyses, behoudens afwijkingen verleend door de bevoegde overheid na advies van de technisch ambtenaar, op de volgende parameters : temperatuur in situ, pH in situ, conductiviteit in situ, COT, Cl⁻, SO₄⁻, Cu, Zn, As, Cd, totaal Cr, Hg, Ni, Pb, Cr⁶⁺, Sn, fenols, fluoriden, totale koolwaterstoffen. Er wordt ook een kwalitatieve evaluatie van de aanwezige organische verbindingen uitgevoerd d.m.v. een gaschromatograaf gekoppeld aan een massaspectrometer of aan een gelijkwaardige voorziening.

De geregistreerde gegevens over de werking van het zuiveringsstation, ingezameld overeenkomstig de bepalingen van artikel 45, § 1, van dit besluit, worden gevoegd bij het analyseverslag bedoeld in artikel 55 van dit besluit.

Op grond van de resultaten kan de bevoegde overheid, na advies van de technisch ambtenaar, elk ogenblik wijzigingen aanbrenen in de lijst van de piëzometers waarop monsters worden genomen, en in de lijst van de te analyseren parameters. Hij kan ook de frequentie van de monsternemingen en analyses aanpassen.

HOOFDSTUK VI. — Lucht

Afdeling 1. — Biogasbeheersing

Onderafdeling 1. — Biogasopvang

Art. 58. § 1. De exploitant voorkomt de verplaatsing van gassen in de lucht en in de dicht bij de site gelegen gronden. Hij legt meer bepaald een netwerk voor gasterugwinning aan voor de cellen waar biologisch afbreekbare afvalstoffen ondergegraven zijn.

De exploitant zorgt ervoor dat de voorziene afstand tussen de putten voor biogasopvang toelaat zoveel mogelijk biogas actief op te vangen daar waar het wordt voortgebracht.

De massa biologisch afbreekbare afvalstoffen wordt voortdurend in onderdruk gehouden d.m.v. een efficiënte voorziening die geleidelijk aan wordt aangebracht zodra de exploitatie begint. Biogassen worden mechanisch opgevangen. Ontgassingsputten worden geleidelijk aan gebouwd tijdens de exploitatie.

§ 2. Op grond van het theoretische debiet van de biogassen die zullen worden voortgebracht binnen vijf jaar, met ingang van de datum van de eerste storting, wordt een coëfficiënt van "overuitrusting" van minstens 1,3 in acht genomen door het vermogen van de behandelingsinstallatie.

Bovendien telt de behandelingsinstallatie genoeg eenheden zodat de gezamenlijke biogasproductie in alle omstandigheden steeds verwerkt kan worden als één eenheid buiten dienst is.

De exploitant controleert de reële biogasproducties minstens om de drie jaar. De behandelingsinstallatie wordt zo nodig aangepast op basis van die controle. De resultaten van die onderzoeken worden zo spoedig mogelijk meegedeeld aan de technisch ambtenaar.

§ 3. De uitrustingen voor biogasopvang worden regelmatig onderhouden teneinde een vlotte werking te waarborgen. Elk gebrek en elk lek worden onmiddellijk hersteld.

De nodige maatregelen worden genomen om de bestanddelen van het systeem te beschermen – leidingen, putten, meet- en controleposten, voorzieningen voor de opvang van condensaten, enz., tegen het voertuigverkeer – schokken, verplettering, trillingen, veiligheidsafstanden – en vandalisme.

Er worden condensatafscheiders aangebracht op de lage punten van de ontgassingslijnen.

Die condensaten worden beheerd op dezelfde wijze als de percolaten.

Onderafdeling 2. — Karakterisering, verwijdering en valorisatie van biogassen

Art. 59. § 1. Biogas dat niet gevaloriseerd kan worden om energie te produceren, wordt in fakkels verbrand.

§ 2. Fakkels in werking voldoen aan de volgende voorwaarden :

- oxiderende verbranding met een temperatuur boven 1 200 °C;
- nagenoeg adiabatische verbranding met afwezigheid van koele zones;
- verblijftijd in de verbrandingszone voor « CET »-gassen minstens gelijk aan 300 milliseconden bij 1 200 °C;
- automatische regeling van het mengsel gas-lucht, in een optimale verhouding.

De fakkels zijn uitgerust met een centrale voorziening voor de autocontrole van de werking zodat elk ogenblik kennis kan worden genomen van hun staat van werking op de site. De parameters in reële tijd waarbij die werking wordt bewezen – met name hoe dan ook het debiet van het verbrande biogas, de verbrandingstemperatuur van de fakkel, de concentraties CH₄, CO₂, CO en O₂, alsook de datum en het uur van de metingen -, kunnen gemakkelijk ter plaatse worden gecontroleerd. De apparaten worden onderhouden, getarreerd en gekalibreerd tegen de door de fabrikant opgegeven frequenties.

De parameterwaarden over de vijf laatste jaren worden elektronisch en op papier geregistreerd en ter beschikking gesteld van de toezichthoudende ambtenaar – in voorkomend geval bepaalt hij het formaat – die er binnen 24 uur na zijn verzoek inzage van kan nemen.

§ 3. Bij de uitgang van de behandelings- of valorisatie-eenheden worden monsters genomen met het oog op jaarlijkse analyses van verbrandingsrook. Ze betreffen kwalitatieve en halfkwantitatieve analyses van alle ontdekte organische stoffen en kwantitatieve analyses van benzeen, toluen, vinylchloride, alsook CO, O₂, N₂, CO₂, NO_x en SO₂.

§ 4. Bij de uitgang van de behandelings- of valorisatie-eenheden worden monsters genomen met het oog op volledige zesmaandelijks analyses van niet-verbrand biogas. Ze betreffen kwantitatieve analyses van CH₄, CO₂, O₂, N₂, H₂, H₂S, benzeen, toluen, xyleen, vinylchloride alsook kwalitatieve en halfkwantitatieve van organische verbindingen en organometaal-, organochloor-, organozwavel-, organohalogeën- en organochloorverbindingen. Het zwavelgehalte, berekend op H₂S en zwavelverbindingen, is niet hoger dan 50 ppm.

§ 5. De installaties voor biogasvalorisatie zijn voorzien van minstens één fakkel. Bij stilstand van de valorisatie-eenheid kan die fakkel alle door het « CET » voortgebrachte gassen vernietigen.

Bij accidentele stilstand van de installaties voor biogasvalorisatie of indien ze niet alle opgevangen biogassen verbranden, wordt de toezichthoudende ambtenaar onmiddellijk per fax verwittigd door de exploitant.

Zodra de aanleg van een complex voor de voorlopige of definitieve bovenste waterdichtheid-drainage, zoals bedoeld in artikel 16, 5°, van dit besluit, voltooid is in een bepaalde sector, wordt via dat complex een bijkomende voorziening voor de opvang en de aanvoer van de biogassen aangebracht.

Afdeling 2. — Geuren, metingen bij immissie en meteorologische parameters

Art. 60. § 1. De exploitant beperkt de door het « CET » voortgebrachte lucht- en reukemissies, zonder de efficiëntie van het systeem van biogasopvang op de helling te zetten.

§ 2. De exploitant van een « CET » waar biologisch afbreekbare afvalstoffen ondergegraven zijn, installeert binnen zes maanden na de eerste storting minimum twee stations om de luchtkwaliteit te meten.

Die stations verrichten :

- continu : metingen van methaan;
- discontinu : monsternemingen met het oog op de analyse, door een overeenkomstig artikel 64 erkend laboratorium, van : limoneen, p-cymeen, benzeen, toluen, ethylbenzeen en xylenen.

Vóór de installatie van bovenbedoelde stations, legt de exploitant de technisch ambtenaar een bestek ter goedkeuring voor, met o.a. :

- de voorgestelde lokaliseringen in Lambert-coördinaten (X, Y) en nationale waterpassing (Z);
- het ontwerp van elke post en van elk station, met plannen;
- de voorgestelde technieken voor de verplichte metingen, met inbegrip van de gevoeligheden en beperkingen van die detectiemethoden, de periodiciteit van het onderhoud van de stations, alsook die van het tarreren en kalibreren van de apparaten;
- de omstandigheden waarin een discontinue monsterneming moet worden uitgevoerd;
- de methoden voor de inzameling van de gegevens;
- de wijzen waarop de resultaten worden meegedeeld en de inhoud van het verslag aan de technisch ambtenaar, aan de toezichthoudende ambtenaar en aan de burgemeesters van de gemeenten waar het « CET » gevestigd is.

§ 3. De site van een « CET » waar biologisch afbreekbare afvalstoffen zijn ondergegraven, is uitgerust, op een in overleg met de toezichthoudende ambtenaar bepaalde plaats, met een weerstation, een windwijzer, een windmeter, een luchtthermometer, een regenmeter, een barometer en een vochtmeter.

De metingen worden geregistreerd tegen een door de toezichthoudende ambtenaar bepaalde frequentie.

Afdeling 3. — Stoffen

Art. 61. De exploitant neemt alle nodige maatregelen om de stofemissies zo veel mogelijk te beperken. Te dien einde worden de binnenwegen regelmatig gereinigd; zo nodig worden ze regelmatig besproeid.

Afdeling 4. — Controles

Onderafdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 62. Deze afdeling is van toepassing op de monsternemingen, metingen en analyses uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 60 en 61 van dit besluit.

Onderafdeling 2. — Erkenning

Art. 63. De monsternemingen, de verpakking, het vervoer, de opslag van monsters en de analyse daarvan worden krachtens de controleprocedures uitgevoerd door een laboratorium dat voor monsternemingen en analyses erkend is in het kader van de bestrijding van luchtverontreiniging. De kalibrering en het tarreren van de meetapparaten worden ook door een dergelijk erkend laboratorium uitgevoerd.

Onderafdeling 3. — Punctuele monsternemingen

Art. 64. § 1. De datum en de uren van de monsternemingen, vereist krachtens artikel 60, §§ 3 en 4, worden minstens vijf weekdays op voorhand door de exploitant per fax meegedeeld aan :

- de technisch ambtenaar;
- de toezichhoudende ambtenaar.

§ 2. Elk document i.v.m. de monsterneming vermeldt :

- de datum, het uur van de monsterneming, alsook de naam van de operator;
- de referentie en de exacte coördinaten van het monsternemingspunt in Lambert-coördinaten (X, Y) en nationale waterpassing (Z);
- eventueel elke bijzondere waarneming.

Onderafdeling 4. — Analyseresultaten

Art. 65. § 1. De resultaten van de krachtens dit hoofdstuk vereiste metingen en analyses worden gevoegd bij het register bedoeld in artikel 25 van dit besluit. Ze worden overgelegd in de vorm van :

- een cijfertabel;
- grafieken met alle resultaten waargenomen in de loop van de vijf laatste jaren.

§ 2. De technisch ambtenaar kan naast het papierdocument een elektronische versie eisen.

Hij legt de modaliteiten voor de overlegging van het analyseverslag vast in een formaat dat verenigbaar is met de databank van de bevoegde diensten van het Waalse Gewest.

Onderafdeling 5. — Mededeling van de analyseverslagen en andere metingen

Art. 66. § 1. De krachtens artikel 60, §§ 3 en 4, vereiste analyseresultaten worden opgenomen in een verslag dat ondertekend wordt door de verantwoordelijke van het erkende laboratorium; dat verslag wordt binnen acht dagen na ontvangst ervan door de exploitant overgemaakt aan de technisch ambtenaar, aan de toezichhoudende ambtenaar alsook aan de burgemeesters van de gemeenten waar het « CET » gevestigd is.

§ 2. De exploitant geeft dezelfde personen jaarlijks kennis van :

- de maandelijks volumes gas verwijderd d.m.v. de door de exploitant aangebrachte voorzieningen. Ze worden op cumulatieve wijze en op de gepaste schaal aan de hand van grafieken weergegeven;
- de resultaten van de overeenkomstig artikel 61, § 3, uitgevoerde metingen.

§ 3. De resultaten van de overeenkomstig artikel 61, § 2, vereiste analyses worden volgens de door de technisch ambtenaar goedgekeurde modaliteiten meegedeeld.

Onderafdeling 6. — Wijziging van de verplichtingen

Art. 67. Op grond van de resultaten kan de bevoegde overheid elk ogenblik, na advies van de technisch ambtenaar, wijzigingen aanbrengen in de lijst van de punten waar overeenkomstig dit hoofdstuk monsters worden genomen, en in de lijst van de te analyseren parameters. Hij kan ook de frequentie van de monsternemingen en analyses aanpassen.

HOOFDSTUK VII. — Zekerheden en verzekeringen

Afdeling 1. — Zekerheden

Onderafdeling 1. — Zekerheidstelling

Art. 68. § 1. De zekerheid bedoeld in artikel 55 van het decreet betreffende de milieuvergunning wordt integraal vóór aanvang van de stortingen gesteld, wat betreft zowel het gedeelte i.v.m. het herstel van het « CET » als dat i.v.m. het nabeheer, behalve als de bevoegde overheid bepaalt dat de zekerheidstelling opgedeeld wordt overeenkomstig artikel 55, § 2, van hetzelfde decreet.

§ 2. Als de zekerheid gesteld wordt in de vorm van één of meer onafhankelijke bankwaarborgen ten gunste van de Dienst, voldoet ze aan de volgende voorwaarden :

- het gaat om een bankwaarborg op eerste verzoek ten gunste van de Dienst waarbij de garant zich ertoe verbindt het gewaarborgde bedrag te volstorten binnen één maand na de aangetekende verzending van de aanvraag om volstorting van de waarborg door de Dienst wegens gebrek aan uitvoering van de verplichtingen van de schuldenaar of binnen één maand, met ingang van het vonnis van zijn faillietverklaring;
- de garant verklaart uitdrukkelijk afstand te doen van het voorrecht van uitwinning en verdeling, van de artikelen 2036, 2037 en 2039 van het Burgerlijk Wetboek en, in het algemeen, van elk voordeel en uitzondering die gerechtelijk voorzien zijn ten gunste van de garant, zowel tegen de schuldenaar als tegen de Dienst;
- de uitvoering van de verplichtingen van de schuldenaar inzake herstel en nabeheer overeenkomstig het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, meer bepaald de artikelen 13 en 19 daarvan, alsook van de in dit besluit bedoelde verplichtingen wordt er onvoorwaardelijk in gewaarborgd.

§ 3. Een afschrift van de bewijsstukken van boevenbedoelde zekerheidstelling en van de latere aanpassingen, met name die bedoeld in § 4, wordt vóór de aanvang van de exploitatie door de exploitant overgemaakt aan de technisch ambtenaar en aan de toezichhoudende ambtenaar.

Onderafdeling 2. — Volstorting van de zekerheid

Art. 69. § 1. Om sommige cellen te herstellen, kan de exploitant, voordat zijn verplichtingen volledig tenietgaan, verzoeken om de volstorting van één of meer delen van het gedeelte van de zekerheid dat betrekking heeft op het herstel van het « CET ».

Hij richt zijn aanvraag aan de technisch ambtenaar en legt als bewijs een uitvoerige lijst van argumenten over waarbij o.a. aangetoond wordt dat de in de vergunningsvoorwaarden vermelde verplichtingen betreffende de herstelwerken in acht zijn genomen wat betreft de bedoelde sectoren of, op z'n minst, de stand van de werkzaamheden.

§ 2. De exploitant kan verzoeken om de volstorting van het deel van de zekerheid betreffende het nabeheer als hij acht dat het « CET » geen gevaar meer kan opleveren voor het leefmilieu.

Hij richt zijn aanvraag aan de technisch ambtenaar en legt als bewijs een uitvoerige lijst van argumenten over waarbij o.a. aangetoond wordt dat de voorwaarden inzake het nabeheer van het « CET » vervuld zijn.

De technisch ambtenaar kan de heffing van een gedeelte of van het geheel van dat deel van de zekerheid toelaten.

Afdeling 2. — Verzekeringen

Art. 70. De exploitant sluit een verzekeringspolis ter dekking van de uit de exploitatie van het « CET » voortvloeiende burgerlijke aansprakelijkheid en maakt vóór elke inbedrijfstelling een afschrift daarvan over aan de technisch ambtenaar en aan de toezichhoudende ambtenaar.

De polis bepaalt :

- dat geen nietigheid, exceptie of verval wordt tegengeworpen aan benadeelde derden;
- dat haar schorsing of ontbinding pas uitwerking heeft na het verstrijken van een termijn van zes maanden, te rekenen van de datum waarop de oorzaak van de schorsing of ontbinding aan de Minister werd betekend.

*HOOFDSTUK VIII. — Overgangs- en slotbepalingen**Afdeling 1. — Opmaak van het plan van aanleg van de « CET »-site*

Art. 71. § 1. Het plan van aanleg bedoeld in artikel 180 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt ingediend in 5 exemplaren en bevat de volgende gegevens :

- 1° de conformiteit van het « CET » met de in dit besluit bedoelde verplichtingen;
- 2° de beroeps-, technische en financiële bekwaamheden van de exploitant en van zijn personeel;
- 3° de maatregelen genomen om ongevallen te voorkomen en de gevolgen ervan te beperken;
- 4° de door de exploitant gestelde financiële waarborg, zowel voor het herstel als voor het nabehoor;
- 5° alle te nemen verbeteringsmaatregelen om zich te schikken naar de vereisten van dit besluit en de desbetreffende termijnen.

Na ontvangst richt de bevoegde overheid vier exemplaren van het plan voor advies aan de technisch ambtenaar. Ze beschikt over een termijn van driehonderd dagen om zich uit te spreken over het plan van aanleg, overeenkomstig artikel 180 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Zowel de bevoegde overheid als de technisch ambtenaar kunnen :

- 1° eisen dat de exploitant alle informatie meedeelt over de gegevens bedoeld in de punten 1° tot 5°, eerste lid, van deze paragraaf;
- 2° het « CET » inspecteren om na te gaan of alle geplande inrichtingen aan de vereisten van dit besluit zullen voldoen.

§ 2. Onverminderd de termijn bedoeld in de exploitatievergunningen, afgegeven vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, mag de exploitatie van het « CET » pas voortgezet worden als ze vanaf 16 juli 2009 voldoet aan de voorwaarden bedoeld in dit besluit, met uitzondering van de artikelen 8 en 9.

In het tegenovergestelde geval bepaalt de overheid de termijn waarin de exploitatie van het « CET » eindigt.

Die termijn loopt hoogstens vier jaar.

De exploitant van een « CET » van klasse 1 of 2 voldoet bovendien uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit aan de criteria bedoeld in de artikelen 7 en 21 van dit besluit, onverminderd de vorige leden van deze paragraaf.

Het einde van de exploitatie doet geen afbreuk aan de verplichtingen inzake herstel en nabehoor.

Afdeling 2. — Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 72. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 met betrekking tot de gecontroleerde stortplaatsen wordt opgeheven.

Art. 73. In artikel 3, 2°, *f*, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden, worden het woord "bestemming" vervangen door het woord "beheer".

Art. 74. § 1. In artikel 5, 2°, *c*, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden, wordt het zinsdeel "van stoffen die verwijderd worden uit de bedding en de oevers van waterlopen en -vlakken, zoals bedoeld in artikel 20, § 2, derde lid, van het decreet" geschrapt.

§ 2. In artikel 5, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden, wordt de tweede zin gewijzigd als volgt :

- « De volgende afvalstoffen worden gelijkgesteld met stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden, en als dusdanig beheerd, maar niet uitsluitend :
- de afvalstoffen die voortkomen uit het onderhoud van vergaarkommen;
 - de afvalstoffen die voortkomen uit de reiniging van rioleringen en grachten langs communicatiewegen;
 - evenwel met uitzondering van exogene afvalstoffen.

Bij dergelijk beheer zijn de in artikel 4, § 1, van dit besluit bedoelde indelingscriteria toepasselijk op de gelijkgestelde afvalstoffen. »

Art. 75. De artikelen 18 tot 24 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden, worden opgeheven.

Art. 76. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, wordt een punt toegevoegd, luidend als volgt :

« 24° "Centrum voor technische ingraving voorbehouden aan het exclusieve gebruik van een afvalproducent" : een centrum voor technische ingraving voorbehouden aan het exclusieve gebruik van de oorspronkelijke afvalproducent of van zijn dochtermaatschappijen. »

Art. 77. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 februari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage 1

**Waterdichtheid van de centra voor technische ingraving opgelegd krachtens de artikelen 9, 10, 11, 15 en 61
KENMERKEN VAN DE MATERIALEN**

In het kader van de inrichtingswerken van de « CET » van klasse 1, 2, 4-B, 5.1 en 5.2 laat de exploitant de herkomst en de kenmerken van de materialen die hij van plan is te gebruiken, goedkeuren door de technisch ambtenaar op grond van een door een erkend laboratorium gevoerd onderzoek.

De hierna vermelde kenmerken betreffen voornamelijk de kleiige materialen en de hoge dichtheid polyethyleen bladen (HDPE). Deze gegevens verbieden het gebruik van andere materialen niet waarvan bewezen is dat het prestatievermogen gelijkwaardig is. Zo nodig worden de specifieke technische eisen al naar gelang het geval door de technisch ambtenaar nader bepaald op grond van door de exploitant met redenen omklede voorstellen.

Bovendien kan de bevoegde overheid ertoe worden aangezet bijkomende voorwaarden te stellen met het oog op een code van goede praktijk.

WATERDICHTHEID OP MINERAAL VLAK (AANGEVOERDE OF HERGEBRUIKTE KLEIIGE MATERIALEN)**A. Kenmerken van de afzetting**

De materialen voldoen aan :

- criteria inzake natuur, doorlatendheid en verwerkbaarheid;
- kenmerken inzake weerstand en bestendigheid.

Daartoe leggen de door de exploitant verrichte proefnemingen een verband tussen die parameters om de toezichtsoperaties mogelijk te maken.

B. Intrinsieke conformiteitscontrole

Aan de hand van proefnemingen moet kunnen worden nagegaan of het geleverde materiaal uit de vooraf geïdentificeerde afzetting voortkomt en of het onder goede vochtigheids- en compactheidsomstandigheden gebruikt kan worden om het vereiste prestatievermogen te bereiken.

C. Gebruikstechniek

De klei wordt aangebracht in gekruiste lagen (dikte 20 ± 5 centimeter), vakkundig apart verdicht en in de buurt van de optimum Proctor.

De eerste laag die aangebracht en verdicht wordt op de bodem van inkassing dient hoofdzakelijk als bescherming.

Om de vereiste diktes te verkrijgen worden de andere lagen sterk verdicht om een ondoorlatendheidseffect te waarborgen dat op alle punten van het massief voldoet aan de eisen bedoeld in paragraaf D.

Het mechanische werk (verdichting, bevochtiging, droging) wordt voortgezet tot laag per laag aan de opgelegde voorschriften wordt voldaan.

D. Controle op de uitvoering

De frequentie van de proefnemingen en metingen wordt in de milieuvergunning bepaald en mag niet lager zijn dan die vermeld in onderstaande tabel.

De gemiddelde doorlatendheidscoëfficiënt voor de gezamenlijke metingen bedraagt niet meer dan 1×10^{-9} m/s voor waterverzadigd klei, waarbij geen enkele meting een hoger resultaat dan 3×10^{-9} m/s mag boeken.

	Metingen	Frequentie
	I. In situ	
I.1.	Dichtheid	1 proefneming per 4 000 m ² en per laag (1)
I.2.	Laagdikte	1 proefneming per 500 m ² en per laag (1)
I.3.	Globale dikte	1 proefneming per 2 000 m ² (1)
I.4.	Doorlatendheidscoëfficiënt	1 proefneming per 4 000 m ² (2)
	II. In laboratoria	
II.1.	Watergehalte	1 proefneming per 500 m ² en per laag (2)
II.2.	Doorlatendheidscoëfficiënt t.o.v. de triaxiale permeameter	1 proefneming per 2 000 m ² en per laag (2)
II.3.	Dichtheid op niet hergebruikt monster	1 proefneming per 2 000 m ² en per laag (1)
II.4.	Atterberggrenzen	1 proefneming per 2 000 m ² en per laag (1)
II.5.	Granulometrische analyse	1 proefneming per 4 000 m ² en per laag (1)
II.6.	Kationuitwisselingscapaciteit	1 proefneming per 4 000 m ² en per laag (1)
II.7.	Diffractie X (mineralogische analyse)	1 proefneming per 4 000 m ² en per laag (1)
II.8.	Proefnemingen Proctor	1 proefneming per 4 000 m ² en per laag (1)
	(1) en minimum 6 metingen per cel	(2) en minimum 10 metingen per cel

In alle gevallen worden de plaatsen voor de proefnemingen gemarkeerd, opgemeten en in het dagboek der werken opgenomen. De voor de proefnemingen alsoo gegraven gaten worden opgevuld met bentoniet zwelkorrels, waarbij de eigenschappen van het bentoniet aan de kenmerken van het percolatiewater aangepast worden.

1.2. GEOMEMBRANEN (HDPE)

De geomembranen HDPE (Hoge dichtheid polyethyleen) worden door gekwalificeerde personen met een dubbele las verbonden, behalve als het technisch niet haalbaar is.

De lassen worden integraal gecontroleerd - zelfs op de tripelpunten - door een gekwalificeerde instelling waarvan de bevoegdheid erkend is en die onafhankelijk is van de exploitant van het « CET ».

Behalve als bewezen is dat de voorziening niet efficiënt werkt, installeert de exploitant een elektrisch lekdetectiesysteem dat permanent in dienst wordt gehouden tot de eerste afvalstorting in bedoelde sector. De alsoo vastgestelde gebreken in de geomembranen worden onmiddellijk vakkundig hersteld en gecontroleerd.

2. TYPEVOORZIENING INZAKE DE ONDOORLATENDHEID VAN DE BODEM EN DE ZIJKANTEN VOOR EEN « CET » VAN KLASSE 2

De bodem en de zijkanten van de « CET » worden na profilering van de grondslag van de site afgedekt met een onderste drainage-dichtheidscomplex waarvan het prestatievermogen minstens gelijkwaardig is aan dat van de hierna uitvoerig omschreven voorziening.

Op de bodem, van onder naar boven :

- een minerale compensatielaag met een dikte van ongeveer 15 centimeter;
- een klei-afdichtingslaag aangebracht in lagen met een dikte van 20 ± 5 centimeter. De laag heeft een dikte van minimum 1 meter;
- als bewezen is dat de elektrische voorziening voor de lekdetectie niet efficiënt werkt, een poedervormige laag van calciumbentoniet met een dikte van 5 millimeter of een bentoniet-geocomposit;
- een geomembraan HDPE met een dikte van minimum 2 millimeter;
- een anti-perforatie geotextiel;
- een drainagelaag met een dikte van 50 centimeter bestaande uit 30 centimeter steenslag, uit aangepaste korrelverdeling, met een doorlatendheidscoëfficiënt K van minstens 1×10^{-2} m/s, en afgedekt met een andere laag van 20 centimeter steenslag met een korrelverdeling uit fijnere deeltjes en verenigbaar met de korrelverdeling van de onderlaag; de onderlaag wordt aangevuld met een netwerk van draineerbuizen met een geschikte mechanische en chemische weerstand;
- een geotextiel tegen verontreiniging of een geotraliewerk;
- in geval van geotextiel, een beschermingslaag uit minerale materialen met een doorlatendheidscoëfficiënt K van minstens 1×10^{-3} m/s, met een minimumdikte van 20 centimeter.

Aan de zijkanten, van onder naar boven :

- vanaf de bodem, over een lengte van vijf meter, verticaal gemeten, dezelfde voorziening als op de bodem, met uitzondering van de eerste en de derde items; de zesde item "drainagelaag" wordt evenwel vervangen door de ononderbroken installatie van damwanden met een minimumdikte van 25 centimeter;
- op de andere gedeelten van de zijkanten :
- een klei-afdichtingslaag aangebracht in lagen met een dikte van 20 ± 5 centimeter. De laag heeft een minimumdikte van 60 centimeter;
- een geomembraan HDPE met een minimumdikte van 2 millimeter;
- een geotextieel tegen perforatie en tegen grondverschuiving;
- damwanden met een dikte van 25 centimeter (met een oppervlakte die minstens 30 % bedraagt van de oppervlakte van het talud), gevuld met steenslag, op maximum 10 meter van elkaar schuin of hellend opgesteld, waarbij de ruimte tussen de damwanden met gestabiliseerd zand gevuld moet worden;
- een geotextiel tegen verontreiniging of een geotraliewerk;
- in geval van geotextiel, een beschermingslaag uit minerale materialen met een doorlatendheidscoëfficiënt K van minstens 1×10^{-3} m/s, met een minimumdikte van 20 centimeter.

Op het grensvlak tussen de cellen :

- een geschikte voorziening scheidt de cellen die biologisch afbreekbare organische afvalstoffen moeten opvangen en de cellen bestemd voor andere soorten van weinig samendrukbare afvalstoffen. Daartoe wordt bovenop de weinig samendrukbare afvalstoffen, na het herprofilieren ervan, het volgende dichtheids-drainagesysteem of ieder ander systeem met een minstens gelijkwaardig prestatievermogen aangebracht :
- een compensatielaag van korrelverdeling met fijne deeltjes (< 2 millimeter), eventueel licht gestabiliseerd, met een dikte van 15 centimeter;
- een geomembraan HDPE met een minimumdikte van 2 millimeter;
- een drainage-geotraliewerk.

Een verzameldrain voor het percolatiewater, aangesloten op het hoofdverzamelnetwerk, wordt aan de basis van dat systeem aangebracht.

3. AFDEKKING VAN HET « CET »

3.1. Voor de « CET » of de cellen die biologisch afbreekbare afvalstoffen hebben opvangen :

wanneer de afvalstortingen in een bepaalde sector afgelopen zijn, installeert de exploitant zo spoedig mogelijk een voorlopig bovenste drainage-dichtheidscomplex dat, na het herprofilieren van de afvalstoffen, van onder naar boven, hoe dan ook bestaat uit :

- een tussenafdeklaag met een minimumdikte van 15 centimeter;
- een geosynthetische drainagevoorziening met een zeer hoog holle-ruimtecijfer samen met verzamelleidingen die op het net voor de ontgassing van de « CET » aangesloten zijn, in de sectoren die de zetel van een biogasproductie zijn;
- een laag grond van tweede categorie met een dikte die al naar gelang het geval bepaald wordt.

Gras wordt zo spoedig mogelijk dicht ingezaaid. De also voorlopig ingerichte zones worden heel regelmatig onderhouden.

Als het verslag over de waarneming van de inklinkingen voor het geheel van een « CET »-cel na de definitieve afloop van de afvalstortingen wijst op een jaarlijks percentage van relatieve inklinking dat lager is dan 1,5 % t.o.v. de toestand aan het einde van de exploitatie, wordt de grondlaag van tweede categorie grotendeels verwijderd en wordt een bovenste drainage-waterdichtheidscomplex definitief aangelegd na eventuele herprofilering met uitsluitend inerte materialen.

In de cellen met zeer zwakke ontgassing en inklinking, kan de bevoegde overheid de exploitant, na advies van de technisch ambtenaar, ertoe machtigen het bovenste drainage-dichtheidscomplex vlak na de laatste afvalstortingen aan te brengen.

3.2. Het definitieve bovenste drainage-dichtheidscomplex voldoet aan volgende voorwaarden :

	« CET » of cellen die biologisch afbreekbare afvalstoffen opvangen	« CET » of cellen die geen biologisch afbreekbare afvalstoffen opvangen, per klasse « CET »							
		1	2	3	4A	4B	5.1.	5.2.	5.3.
Gasdrainagelaag	V	NV	NV	NV	NV	NV	NV	NV	NV
Waterdichte synthetische bekleding	V	V	V	NV	NV	NV ⁽¹⁾	V	V	NV

Ondoorlatende minerale laag	V	V	V	NV	NV	V ⁽¹⁾	V	V	NV
Minerale laag voor ontwatering met een minimumdikte van 0,5 m ⁽²⁾	V	V	V	NV	NV	V	V	V	NV
Afdekgrondlaag ⁽²⁾ met een minimumdikte van 1 m	V	V	V	V	V	V	V	V	V

V : vereist

⁽¹⁾ of het tegenovergestelde, waarbij één van beide vereist is.

NV : niet vereist

⁽²⁾ of gelijkwaardige materialen.

De gebruikte materialen voldoen aan de eisen bedoeld in punt 1 van deze bijlage.

3.3. De volgende voorziening geldt als referentie en het prestatievermogen van het definitieve bovenste drainage-dichtheidscomplex is, onder voorbehoud van punt 3.2.,

minstens gelijkwaardig aan het prestatievermogen van de hierna omschreven voorziening; van onder naar boven :

- een tussenafdeklaag met een minimumdikte van 15 centimeter;
- een geosynthetische drainagevoorziening met een zeer hoog holle-ruimtecoëfficiënt, met verzamelleidingen aangesloten op het netwerk voor de ontgassing van de « CET »; voor cellen met zeer zwakke ontgassing kan evenwel de gewone aanleg van ontluchtingsopeningen overwogen worden;
- een kleilaag met een minimumdikte van 80 centimeter;
- een geomembraan HDPE met een minimumdikte van 1,5 millimeter; zo mogelijk wordt hij verbonden met de geomembraan aan de zijkanalen van het « CET »;
- een geosynthetische drainagevoorziening met een zeer hoog holle-ruimtecoëfficiënt, met verzamelleidingen aangesloten op het verwijderingsnetwerk voor meteorisch water;
- een grondlaag van tweede categorie met een minimumdikte van 70 centimeter bevattende minder dan 33 % steenstukken in massa, kleiner dan 15 centimeter en verenigbaar met de voorgeschreven nieuwe plantenaanleg, met er bovenop een eindafdeklaag van teelgrond (uit de streek van het « CET ») met een minimumdikte van 30 centimeter.

3.4. Na het aanbrengen van de afdeklaag zorgt de exploitant zo spoedig mogelijk voor nieuwe aanplantingen d.m.v. inheemse soorten, voorzover het seizoen geschikt is en onverminderd artikel 28, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Om erosie af te remmen en kolonisatie door soorten van de inheemse flora mogelijk te maken, wordt een mengsel met rood zwenkgras (*Festuca rubra*) gezaaid (3 kg/are).

Indien nodig worden struikgroepen in blokken van 20 of 30 jonge planten volgens de vastgelegde afmetingen aangeplant (1,5 meter op 1,5 tussen de stammen). De afstand tussen de verschillende plantengroepen bedraagt 20 tot 25 meter (van rand tot rand), al naar gelang de oppervlakte ervan.

3.5. Na elke inklinking mag de gemiddelde residuele helling (op alle punten) niet kleiner zijn dan 3 %.

Bovendien en onverminderd bovenbedoelde voorwaarde en de voorschriften van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium :

- mag het maximale hoogtepil het door de vergunning toegelaten pil niet overschrijden; de exploitant neemt de gepaste beschikkingen om de differentiële inklinkingseffecten te beperken, meer bepaald aan de relatieve grenzen van de cellen en sectoren en aan de verbindingen tussen het bovenste drainage-dichtheidscomplex en de voorzieningen voor ontgassing, alsmede met de zijkanalen;
- meer algemeen : het eindprofiel wordt na herstel op harmonieuze wijze in het leefmilieu opgenomen.

Het herstel wordt zo uitgevoerd dat de natuurlijke afvloeiing gewaarborgd wordt, de drainering van de aangrenzende gronden tijdens en na het herstel van het « CET » niet belemmerd wordt en dat een einde wordt gemaakt aan de stagnatie van meteorisch water, zowel bovengronds als onder de afvalstoffen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving.

Namen, 27 februari 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage 2

Register van « CET »

DATUM : BLADZIJDE Nr. :

(paraaf)

Aantal gecodeerde formulieren :

Aantal eventuele weigeringen :

Identificatie door inschrijving nr. :

Bericht aan de "OWD" telefonisch om uur

fax om uur

brief op

Aantal eventuele bijlagen :

Indien periodieke analyses opgelegd worden, vermeld op die datum :

monsterneming

ontvangst van het protocol

Aantal eventuele bijlagen :

Indien continu maatregelen opgelegd worden :

⇒ Type : ⇒ Type : ⇒ Type :

Waarden : Waarden : Waarden :

Aantal eventuele bijlagen :

Opmerkingen :

Aantal eventuele bijlagen :

Vandaag aangesteld voor de controle in- en uitgang			
Naam	Uur BEGIN dienst	Uur EINDE dienst	Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving.

Namen, 27 februari 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET